

FRANCE FORUM



Machiavel, Signe de contradiction

N° 138-139
MAI-JUIN 1975
6 F

JULIEN FREUND — EMILIO GENTILE — MAURICE
CRANSTON — BERNARD GUILLEMAIN — RENE
PUCHEU — ETIENNE BORNE — ANDRE CHASTEL
— CHARLES DELAMARE — FRANÇOIS FEJTO —

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis-Courier - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. : 548-81-49

Abonnement : 8 n° par an 30 F
Abonnement de soutien 40 F

MAI - JUIN 1975

6 F

Sommaire 138 - 139

ETUDES

POURQUOI PARLER DE MACHIAVEL ? PAR HENRI BOURBON	3
QUELQUES ETAPES DE LA VIE DE MACHIAVEL	4
DIPLOMATIE ET STRATEGIE SELON MACHIAVEL, PAR JULIEN FREUND	5
MACHIAVEL ET L'HISTORICISME, PAR EMILIO GENTILE	18
APPARENCE ET REALITE DANS L'ŒUVRE DE MACHIAVEL, PAR MAURICE CRANSTON	25
MACHIAVEL ET LA VIOLENCE, PAR BERNARD GUILLEMAIN	28
MACHIAVEL ET LE BON DIEU, PAR RENE PUCHEU	34
MACHIAVEL SANS ENIGME PAR ETIENNE BORNE	40
JUGEMENTS ET OPINIONS SUR MACHIAVEL	50
PLENITUDO TEMPORUM : ROME, PAR ANDRE CHASTEL	52

PROPOS DU TEMPS

UNE ECONOMIE EN QUETE DE PHILOSOPHIE, PAR ETIENNE BORNE	
---	--

DOSSIER

LE CHANGEMENT EN ECONOMIE, PAR CHARLES DELAMARE	56
---	----

NOTES DE LECTURE

LES STALINIENS DE DOMINIQUE DESANTI, PAR FRANÇOIS FEJTÖ	66
PORTRAITS DU XV^e SIECLE, PAR JEAN CHELINI	68
LA SURCHAUFFE DE LA CROISSANCE, « ESSAI SUR LA DYNAMIQUE DE L'EVOLUTION », DE FRANÇOIS MEYER, PAR MAURICE BLIN	69
LE DESORDRE ECONOMIQUE MONDIAL, DE THIERRY DE MONTBRIAL, PAR MAURICE BLIN	69
« J'AI VECU PLUSIEURS SIECLES » DE ALFRED FABRELUCE, PAR VINCENT LALOY	70
DE LAUTREAMONT A ANDRE BRETON, PAR JEAN CHELINI	71
FORCE ET STRATEGIE NUCLEAIRE DU MONDE ENTIER, DE RAYMOND BOUSQUET, PAR CHARLES MELCHIOR DE MOLENES	71
DEVELOPPEMENT SANS DEPENDANCE, DE PIERRE URI, PAR MAURICE BLIN	72
L'ANTI-ECONOMIQUE, DE JACQUES ATTALI ET MARC GUILLAUME, PAR J.-C. SIBAUER	72

Pourquoi parler de Machiavel ?

Le paradoxe de Machiavel c'est qu'il n'est pas d'œuvre plus enracinée dans son temps, qu'il n'est pas d'œuvre qui soit davantage le reflet de son époque, qu'il n'est pas d'œuvre mieux explicable par l'état de l'Italie à la jointure des XV^e et XVI^e siècles et qui en même temps n'ait cessé de susciter de siècle en siècle (au moins dans l'histoire de l'Occident) un intérêt qui, loin de décliner, paraît devenir de plus en plus une obsession pour les hommes politiques et pour ceux qui écrivent sur la politique. Donc nous envisageons depuis longtemps de réunir quelques études qui ne prétendraient être ni exhaustives ni convergentes, mais qui devraient à la fois mettre en question l'idée communément admise de Machiavel et inviter à une interrogation qui ébranle les sécurités de tous ceux qui, à droite ou à gauche, croient savoir ce qu'est la politique dans son essence et dans sa pratique. D'ailleurs le propre de Machiavel est de refuser la distinction entre l'essence de la politique et l'action politique.

On trouvera l'indice que la pensée de Machiavel est devenue un fait culturel européen dans l'éventail des collaborations rassemblées dans ce cahier : collaboration anglaise, italienne et française.

Machiavel apparaît comme un signe de contradiction. Il résiste aux réfutations. Il résiste aux utilisations. Nous ne prétendons pas que nos lecteurs retireront de la lecture des études que nous publions une idée définitivement claire de Machiavel. On constate que l'œuvre et la pensée de Machiavel ont suscité des interprétations multiples et contradictoires et chaque commentateur a tenté de se situer par rapport à elles, soit en les utilisant, soit en les rejetant ou en les réfutant. D'où le sentiment que Machiavel est profondément ambigu ou d'une complexité difficile à dénouer.

On trouvera dans ce numéro d'abord un échantillonnage d'exégèses qui sont déjà significatives dans leur pluralité contrastée. Ensuite la tentative de mettre en lumière la question qui s'impose à l'esprit quand on lit Machiavel : est-ce qu'il démystifie la politique ou est-ce qu'il la pervertit ? A cette question fondamentale viennent s'en adjoindre beaucoup d'autres. Par exemple : comment peut-on être, comme Nicolas Machiavel l'a été, passionné pour la politique et l'exercice efficace — parce qu'intelligent — du pouvoir, si politique et pouvoir ne sont qu'une affaire de techniques de gouvernement dont peuvent se servir indifféremment des régimes et hommes d'Etat monarchistes ou républicains, ou, comme l'on dirait aujourd'hui, totalitaires, libéraux ou marxistes. On raconte que « Le Prince » était l'un des livres de chevet de Mussolini, cependant que dans les prisons mussoliniennes le théoricien communiste Gramsci s'essayait à une interprétation prémarxiste

de ce même « Prince ». Comprendre Machiavel est-ce que c'est savoir s'il eût penché d'un côté ou de l'autre, à droite ou à gauche. Ou bien cette alternative ne constituerait-elle pas un faux problème, dans le cas — à ne pas exclure — où la disponibilité de Machiavel à tous et même aux contraires serait précisément ce qu'il y a en lui de plus profond et de plus inquiétant.

En 1559 le Pape Paul IV faisait figurer les œuvres de Machiavel à l'Index des livres interdits, mais Henri IV, Richelieu, Mazarin, Guillaume I^{er} d'Orange étaient des lecteurs attentifs du « Prince ».

Descartes jugeait la lecture de Machiavel attristante : « Il y a des livres dont la lecture n'est pas si propre à entretenir la gaieté qu'à faire venir la tristesse, principalement celle du livre de ce docteur des Princes ». Jean-Jacques Rousseau déclarait que « Machiavel était un honnête homme et un bon citoyen » et il estimait qu'« en feignant de donner des leçons aux Rois, il en a donné de grandes aux peuples ».

Voltaire condamnait avec vivacité les idées de Machiavel, alors que Diderot dans son article de « l'Encyclopédie » qui traitait du « machiavélisme » portait un jugement moins sévère sur les écrits du Secrétaire florentin.

Tandis que Spinoza rendait hommage à la « sagacité » de Machiavel, à son amour de la liberté, Frédéric II de Prusse, le « despote éclairé », se présentait comme « L'Anti-Machiavel » et publiait, en 1740, un livre sous ce titre agressif. Quant à Tocqueville, il ne pensait pas que Machiavel puisse être classé parmi les inspireurs de la démocratie libérale telle qu'elle était conçue au XIX^e siècle.

Le XX^e siècle se passionne pour l'œuvre et la personnalité de Nicolas Machiavel ; nombreux sont les ouvrages qui lui consacrent analyses et commentaires, actualisant sa réflexion politique. Jean Giono n'hésitait pas à affirmer : « L'homme de Machiavel, c'est l'homme d'aujourd'hui »...

De toute façon, la pensée de Machiavel est très stimulante et, pourquoi ne pas le dire, subversive. En effet, on ne peut pas être tranquille quand on l'a bien réfuté au nom d'un « a priori » moral, ni non plus quand on croit l'avoir interprété et utilisé dans un sens positif. Mais, pourtant, ne peut-on voir plus simplement en Machiavel un penseur sans arrière-pensées qui décrit les choses de la politique telles qu'elles viennent dans une première apparence qui est leur réalité même ?

Il resterait donc à savoir s'il y a, ou non, une énigme de Machiavel...

Henri BOURBON ■

Quelques étapes de la vie de Machiavel

Nicolas Machiavel est né à Florence entre le Ponte Vecchio et le Palais Pitti le 4 mai 1469 sous le règne de Laurent et de Julien de Médicis. Il a 23 ans au moment de la mort de Laurent le Magnifique. Il a 25 ans lorsqu'à la suite de l'entrée du Roi de France, Charles VIII, à Florence en 1494 la république est délivrée des Médicis et il assiste à l'éphémère triomphe de Savonarole. A 29 ans Machiavel accède au Secrétariat de la Deuxième Chancellerie de Florence qui le délègue au Conseil des Dix. En 1499 il remplit sa première légation en Romagne. Machiavel est chargé de l'organisation d'une milice lors de la guerre de Florence avec Pise. Machiavel préfère les armées nationales aux troupes de mercenaires.

✧✧

Il se marie en 1501 avec Marie Corsini qui lui donnera six enfants. Il fait la connaissance de Léonard de Vinci.

Il devient l'homme de confiance de Soderini, gonfalonier à vie de Florence. En cette qualité il est envoyé en mission auprès de César Borgia, duc de Valentinois, fils du Pape Alexandre VI, qui menaçait Florence. A partir de cette date, il devint et resta jusqu'à la chute de César Borgia le confident politique de ce Prince qui fut en 1502 près d'imposer sa loi à toute l'Italie et dont le déclin commença à la mort du Pape Alexandre VI Borgia.

✧✧

En 1504 au moment où le Pape Jules II envoie ses armées contre Venise, Machiavel est délégué en mission auprès de ce Pape-Soldat par Florence, qui ne voulait pas prendre parti dans le conflit.

En 1509 Nicolas Machiavel accomplit une légation auprès de l'Empereur Maximilien I^{er} d'Autriche.

Machiavel fit plusieurs missions en France et, en 1510, lors de sa troisième légation auprès du Roi Louis XII il fut l'artisan du rapprochement entre Florence et la France.

✧✧

En 1512 : chute de son protecteur Soderini provoquée par l'entrée des Espagnols à Florence. Machiavel avait conseillé à Soderini une politique de résistance contre les Espagnols et de répression contre leurs partisans florentins.

Les Médicis reviennent à Florence. Machiavel est accusé de complot contre eux. Arrêté, il est ensuite relâché. La carrière politique de Machiavel semble pratiquement terminée. On l'oblige à se retirer à San Casciano dans la campagne florentine et il écrit le « Prince » qu'il dédiera au jeune Laurent de Médicis, duc d'Urbin. Suivront d'autres œuvres : « Discours sur la réforme de l'Etat de Florence » (1519), « L'art de la guerre » (1521), « Histoires florentines » (1532), « Discorsi » (de 1520 à 1527).

✧✧

Avant de mourir le 21 juin 1527, Machiavel trouva l'occasion d'un dernier engagement politique à la faveur d'une conjoncture nouvelle : Charles Quint menace l'Italie. Machiavel toujours soucieux de défendre sa patrie, demande de fortifier Florence et il est nommé « provéditeur aux Remparts ». Machiavel incarne alors le patriotisme italien contre Charles Quint. Triste épilogue : le Pape Clément VII s'enferme dans le château Saint Ange et Rome est pillée par les lansquenets de l'Empereur. Florence qui est revenue fugitivement à la République laisse mourir en l'oubliant, Nicolas Machiavel.

Diplomatie et stratégie

selon Machiavel

par Julien Freund

MACHIAVEL passe à juste titre pour l'introducteur de l'analyse positive dans le domaine de la recherche sur la politique et l'histoire. Lui-même avait conscience de suivre une voie nouvelle que personne n'avait suivie jusque là (1). Certes, sa démarche scientifique reste encore précaire, puisqu'il lui arrive parfois de tomber dans l'ornière traditionnelle du conseil pratique et du précepte normatif, au sens des traités sur l'art de gouverner. Néanmoins, on ne saurait nier que l'intention qui l'anime correspond à ce que nous appelons de nos jours l'esprit scientifique. On peut même dire que, grâce à lui, ce que l'on appelle aujourd'hui les sciences humaines ont pris, du point de vue de la scientificité, une certaine avance sur les sciences de la nature, puisque ce fut seulement une centaine d'années plus tard, grâce à Galilée, que ces dernières disciplines empruntèrent la même voie, il est vrai, avec un succès tel qu'elles dépasseront rapidement les sciences humaines, qui ne renoueront avec l'esprit positif de Machiavel qu'au cours des XVIII^e et XIX^e siècles.

Que signifie la positivité de l'entreprise machiavélienne ? A la différence de ses prédécesseurs et de la plupart de ses successeurs en matière de réflexion politique, il a essayé de faire **la théorie du politique**, afin

d'en démontrer les mécanismes, et non d'élaborer **une nouvelle théorie politique** s'ajoutant à d'autres, l'une plus généreuse que l'autre. Son problème n'était pas de construire une cité meilleure, plus juste et plus harmonieuse, donc de vouloir faire une politique inédite, à la manière de Platon dans **La République**, des utopistes et des nombreux constructeurs de systèmes politiques qui seraient vraiment démocratiques ou socialistes, mais de définir la logique de l'action politique sur la base de la pratique politique courante et de l'expérience humaine générale. Par son essence même la science porte sur ce qui est ainsi que sur ce qui se passe réellement, son rôle n'étant pas de régénérer l'humanité ou de faire le bonheur des hommes. A coup sûr, l'activité politique peut se proposer de tels buts, et l'analyse scientifique du politique doit tenir compte de cette possible finalité, mais la science politique n'a pas à s'attribuer de telles préoccupations. Celles-ci lui demeurent étrangères en vertu des présupposés même de la recherche scientifique. De ce point de vue, l'œuvre de Machiavel reste exemplaire, car, bien que ses sources soient limitées à l'histoire connue à son époque, ses observations n'ont guère été démenties par l'exercice ultérieur de la politique, y compris par ceux qui se donnaient au départ un idéal humanitaire ou moralement grandiose. Une étude scientifiquement correcte, parce que positive, reste vraie quels que soient le temps et l'espace. C'est justement ce souci de la positivité qui fait que les analyses de Machiavel restent actuelles, mais en même temps il lui a attiré l'opprobre de tous les bien-pensants de droite

(1) Discours sur la première décade de Tite-Live, Paris, Edit. Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1952, Livre I, Avant-Propos, p. 377. Sauf indications contraires, nos références seront empruntées à cet ouvrage.

plier aux servitudes de ce genre de recherches et par conséquent accepter les résultats de l'investigation, même s'ils offensent nos préjugés, nos parti-pris ou notre magnanimité. S'il y a une moralité du travail scientifique, elle est dans cette acceptation et dans cette discipline. De ce point de vue Machiavel fut également un précurseur.

I. — UNE PENSÉE ENCOMBRANTE

Le suprême paradoxe qui peut nous glacer par son ironie désinvolte, c'est que **Machiavel a sens cesse raison rétroactivement**. Chaque régime nouveau, chaque application d'une nouvelle doctrine politique ou sociale, chaque révolution se donne au départ l'illusion d'enterrer Machiavel. Quel enthousiasme au commencement, quelle énergie pour installer les nouvelles structures appelées à créer la nouvelle société et à inaugurer une nouvelle politique radieuse, désintéressée, prodigue, quelle conviction en la possibilité de libérer l'homme, quelle volonté pour réaliser les promesses des autres partis jamais tenues ! Et pourtant, au fil des mois, quelle chute dans l'éternelle politique ! Un pouvoir est un pouvoir, et l'on ne voit pas par quel miracle il pourrait échapper à la loi du pouvoir. Les sempiternels problèmes reviennent et l'imagination s'épuise à trouver les mêmes solutions, modalement différentes en raison des conditions historiques variables, mais liées aux mêmes moyens, bien qu'on les abhorre en principe. Pour ne prendre que les exemples typiques de notre siècle, qui ont suscité les plus grandes espérances, la révolution soviétique, les démocraties populaires, l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro et de Mao, quelle est la différence avec la politique que nous connaissons depuis toujours ? Ils ont tous versé dans la même ornière. Les observations du solitaire de San Casciano sont à chaque fois confirmées. Au fond, ce sont précisément les régimes qui ont suscité au départ les plus grands engouements qui ont finalement apporté la justification la plus éclatante de la validité de la pensée machiavéienne.

L'excuse de la déviation par rapport aux belles fins durant la période de la conquête du pouvoir est peut-être trop facile. Elle est peut-être apte et commode pour maintenir le moral des naïfs, mais elle ne saurait tromper ceux qui ont le courage de la lucidité. Si encore il y avait une seule exception ! Même cette faveur nous est ravie. Du moment que les prétendues déviations succèdent aux déviations on ne saurait plus parler de hasard ni d'accident dus à la personnalité de l'homme au pouvoir ou aux managements du parti. Non point qu'il faille se précipiter dans le désespoir ou le désenchantement et renoncer à élaborer de nouvelles théories politiques, de nouvelles utopies. On interdirait cette procédure qu'on y reviendrait incontinent. Du moment que les conditions historiques changent, il est indispensable de s'y adapter. La nature humaine s'exprime dans l'histoire. L'erreur consisterait à opposer nature et histoire. S'il y a une nature définie par des besoins, des passions, des aspirations, ils se manifestent aussi dans la politique. A vouloir l'ignorer elle

« J'aime ma patrie plus que mon âme » disait Machiavel qui rêvait d'une Italie unifiée et libre.

et de gauche. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir que les mêmes personnes, qui font gloire à la science de sa démarche objective, critique et axiologiquement neutre, renâclent sur le traitement scientifique de la politique, pour la simple raison que les résultats de l'enquête déroutent la sublimité de leurs aspirations subjectives. On ne peut, sans se contredire, reconnaître la validité de l'analyse scientifique des activités humaines et la rejeter si les conclusions sont désagréables et heurtent le moralisme de la politique rêveuse. La science n'est pas une entreprise de flatteries. D'ailleurs le destin posthume de Machiavel n'a jamais découragé tous ceux qui ont essayé de comprendre le politique dans sa vérité, si dès l'abord ils acceptaient d'être malmenés par les chevaliers des seules vertus édifiantes. Cela ne veut pas dire que la science aurait le dernier mot en toutes choses, et Machiavel, qui fut un humaniste, le savait bien. En effet, elle ne saurait se substituer à la morale, à la religion ou à une autre activité humaine sans se dénaturer ou sans se renier. Une analyse scientifique n'est valable que dans la limite de ses présupposés. Cependant, si on entend faire une étude positive, il faut se

se venge par la cruauté. Pessimisme ? Non pas. Celui-là succombe au pessimisme qui croit que l'homme pourrait cesser d'être un homme et devenir un ange, pour constater ensuite que l'ange a fait la bête. L'optimisme au contraire consiste à croire en l'homme, tel qu'il est, tel qu'il fut et tel qu'il sera. Et que la politique reste la politique. Il y a une essence de la politique. C'est nous qui serions les damnés de la terre si à l'avenir l'homme pouvait ressembler à l'être des utopies dites émancipatrices. Son destin est au contraire d'être une créature.

Faut-il supposer l'homme radicalement méchant pour saisir le phénomène politique ? Nullement. Le péché originel suffit à nous le faire comprendre : l'homme est capable du bien comme du mal, c'est-à-dire il ne fait ni exclusivement le bien ni exclusivement le mal. Mais cela Machiavel ne l'ignorait pas, puisqu'il reconnaît que l'être humain est capable des plus magnifiques dévouements, des plus grands sacrifices et qu'il sait être loyal, honnête et bienveillant (2). C'est uniquement parce qu'il est capable de faire le mal et non point parce qu'il serait radicalement méchant par nature que la politique est indispensable, en tant qu'activité qui fonde des règles et des lois susceptibles de protéger les uns contre les autres. Ainsi compris, le mythe du péché originel, parce qu'il répond à l'expérience humaine générale, nous fournit une interprétation plus profonde et plus perspicace du phénomène politique que toutes les utopies. Cette réserve faite, revenons à Machiavel.

II. — UN ESSAI DE RATIONALISATION DE L'ACTIVITÉ POLITIQUE

Ce qui est nouveau chez Machiavel, c'est sa méthode et sa prise de conscience de l'histoire humaine. Les faits sont ce qu'ils sont, même sous réserve des diverses interprétations possibles. Le problème n'est pas pour lui d'établir les faits dans leur vérité intrinsèque ni de les agencer selon un ordre causal ou autre afin d'expliquer leur succession nécessaire ou les uns à partir des autres, mais de connaître le jeu de l'activité humaine par laquelle les choses arrivent et se cristallisent en faits. L'histoire est incohérente ; aussi emploie-t-il le concept au pluriel et non au singulier. Il est l'auteur non d'une histoire de Florence, mais des « Histoires florentines ». Si l'histoire est incohérente, cela ne vient-il pas de la conduite des hommes ? C'est dans une lettre à Pier Soderini qu'il expose le plus clairement sa problématique : « On a vu, on voit encore tous les princes ci-dessus nommés — et l'on pourrait en nommer à l'infini en la même matière — qui conquièrent royaumes et territoires ou qui les perdent, toujours au gré du hasard, et ce sont alors louanges quand il conquiert, vitupérations quand il perd, et lorsque c'est après une longue période de prospérité qu'il s'effondre, loin de chercher la faute là où elle est, on accuse le ciel et la défaveur des destins. Mais d'où vient-il que la diversité de leur conduite sert ou dessert les hommes indifféremment ?

Je l'ignore, et je désirerais fort le savoir ; aussi, pour connaître votre opinion à ce sujet, oserais-je vous dire la mienne. Je crois que la nature, tout comme elle a donné aux hommes divers visages, leur a pareillement donné divers esprits et diverses fantaisies. Il en résulte que chacun se comporte suivant son génie et sa fantaisie ; comme d'autre part, les époques elles-mêmes et les conjonctures se trouvent diverses, l'homme qui voit réussir *ad votum* ses désirs, l'homme fortuné, est celui qui a la chance de rencontrer la minute propice à son comportement ; et contrairement, l'infortuné est celui dont le comportement ne tombe pas d'accord avec le temps et la conjoncture » (3). Ce que cherche Machiavel, ce n'est pas une loi de l'histoire, interne aux événements, qui expliquerait les actes des hommes, mais la manière dont ils réagissent à une situation qu'ils ont eux-mêmes provoquée. « Et vraiment celui qui serait assez sage pour avoir connaissance du temps et de la conjoncture propices, et pour se régler sur eux, aurait toujours fortune amie, ou du moins se garderait toujours de l'ennemie, et le dicton se trouverait véridique que « le sage commande aux astres et aux destins ». Mais comme ces sages-là n'existent pas, les hommes ayant la vue courte, et étant incapables de commander à la nature, il s'ensuit que c'est la fortune qui change, commande aux hommes et les tient sous le joug » (4). Son problème n'est donc pas de déceler une **régularité** dans l'histoire, mais une **constante** dans l'activité humaine, malgré ses désordres. Autrement dit, ce n'est pas la rationalité éventuelle du cours des choses qui le préoccupe, mais la possible rationalisation des conduites humaines. « Il peut fort bien découler que deux hommes qui se comportent de manière opposée aboutissent à un seul et même résultat, parce que chacun d'eux peut avoir rencontré sa chance, les conjonctures possibles étant aussi innombrables que les provinces et les Etats. Mais les temps et les dites conjonctures changent sans cesse, tant dans l'universel que dans le particulier, et les hommes ne modifient point leur fantaisie ni leurs façons de se comporter, il s'ensuit qu'on rencontre la Fortune un jour amie, un jour ennemie » (5). C'est de ce point de vue que l'activité politique le passionne.

Jusqu'alors la réflexion sur la politique s'était contentée de noter d'une façon éparse et sporadique, à titre de curiosité ou d'étonnement, les discontinuités de la conduite humaine qu'offrent les récits des historiens et l'on n'a guère cherché à savoir si l'activité ne se déroulait pas selon de possibles constantes. L'effort de Machiavel porte sur cette recherche. Et l'on peut dire qu'il fut l'un des premiers, sinon le premier, à essayer de comprendre d'une façon aussi rationnelle que possible ce qui au premier abord paraît tellement irrationnel et décousu. Il a en quelque sorte inauguré une méthode qui est une des conditions de l'interprétation scientifique des phénomènes humains. Sa première

(3) Toutes les lettres de Machiavel, *Paris, Gallimard, 1955, t. II, pp. 326-327.*

(4) *Ibid., t. II, p. 327.*

(5) *Ibid., t. II, p. 327.*

(2) Discours sur la première décade, *I, XXVII, p. 442.*

formulation de cette rationalisation est bien connue : les actes humains s'expliquent à la fois par la **virtù** et la **fortuna**, c'est-à-dire par le talent qui sait saisir la chance. Ces deux catégories permettent de comprendre aussi bien une conduite individuelle, comme celle de César Borgia, qu'une conduite collective, comme celle des anciens Romains (6). La **virtù** est faite de sagesse et d'habileté, mais elle resterait fragile sans la hardiesse qui tente la fortune. Ce thème a été si souvent développé par les interprètes de Machiavel que je n'y insisterai pas plus longuement. La rationalisation machiavélienne présente encore un second aspect, tout aussi évident, mais plus difficile à saisir parce que Machiavel ne l'a pas défini avec des termes aussi prégnants que ceux de **virtù** et de **fortuna**. Faute de termes adéquats qu'on peut trouver dans les écrits de Machiavel nous utiliserons les catégories modernes, bien qu'elles puissent paraître anachroniques, de diplomatie et de stratégie. Il faut préciser tout de suite que nous ne prenons pas ces notions dans le langage propre de la seule politique extérieure, au sens où Raymond Aron par exemple parle de conduite diplomatique-stratégique dans **Paix et guerre entre les nations**, mais à celui, devenu courant de nos jours, quand nous essayons de définir la logique d'une action politique quelconque. Par conséquent nous entendons par diplomatie l'habileté, faite de circonspection et de hardiesse, que l'on porte dans la conduite d'une action aussi bien de politique extérieure que de politique intérieure, et par stratégie l'ordre défini par anticipation qu'on veut suivre dans la mise en œuvre des moyens pour réaliser le but prévu.

Ces deux termes ont l'avantage de se recouper avec un certain nombre de thèmes machiavéliens. On sait que Machiavel avait en horreur l'enthousiasme romanesque pour les belles fins indéterminées et inatteignables, qu'il appelle dans une lettre à F. Vettori les **multa magna et mirabilia** (7), qui par l'exaltation qu'elles peuvent susciter donnent lieu à des actions aveugles et turbulentes, à l'image de celles qui ont jeté Florence dans le désordre à l'époque de Savonarole. Par contre il préconisait l'action menée avec rigueur et vigueur, consciente de son but et des moyens qui peuvent influencer la fortune. Un de ses principes était le calcul des moyens en fonction du but ou de l'enjeu. Ainsi, à propos de l'échec des Florentins devant Crémone il écrivait dans une de ses lettres : « L'entreprise de Crémone, pour toutes ces raisons, et aussi parce qu'on la croyait chose facile, se fit donc avec des moyens insuffisants, contrairement à une de mes règles qui dit que ce n'est pas un parti sage que de risquer toute sa fortune sans risquer toutes ses forces » (8). En plus les titres des chapitres des principaux ouvrages ont le plus souvent

(6) Si l'on considère les choses sous cet angle, il n'y a aucune contradiction dans l'admiration que Machiavel portait à la fois à un prince conquérant aussi audacieux que César Borgia et à une république conquérante aussi entreprenante que la République romaine.

(7) Ibid., t. II, p. 372.

(8) Ibid., t. II, p. 511. Cf. également Discours sur la première décade, I, XXIII, p. 437.

des intitulés qui relèvent tantôt d'une conception stratégique de l'action, tantôt d'une conception diplomatique. En effet, les uns, de caractère stratégique, posent la question du comment : par exemple dans *Le Prince*, « comme se doit gouverner le Prince pour s'acquérir estime », « comme l'on doit fuir les flatteurs » ou dans les *Discorsi*, « Quels moyens doit employer un prince ou une république pour éviter le vice de l'ingratitude », « qu'une république ou un prince ne doivent pas différer quand il s'agit de subvenir aux besoins de leurs sujets », etc. Les autres ont un caractère diplomatique et prennent souvent la forme d'une alternative dont la solution reste circonstancielle parce qu'elle dépend non seulement de la situation, mais aussi de l'habileté du prince, par exemple « de la libéralité et de la parcimonie », « si les forteresses, citadelles et plusieurs autres choses que chaque jour les Princes font, leur portent profit ou dommage », « duquel est le plus ingrat d'un peuple ou d'un prince », « si la conciliation est préférable à la rigueur pour gouverner la multitude », etc. Enfin les moyens du politique que sont la force et la ruse déterminent encore plus directement la logique de l'action qui doit être à la fois stratégique et diplomatique. Evidemment, selon Machiavel, on emploiera, suivant les circonstances l'une de ces méthodes plutôt que l'autre, mais le grand prince doit savoir combiner « la force du lion et la ruse du renard ». Autrement dit, l'action politique est diplomatico-stratégique.

III. — LA CONDUITE DIPLOMATIQUE ET STRATEGIQUE

Machiavel a tout d'abord laissé une œuvre à la fois de stratégie et de diplomatie. En effet, d'une part il est l'auteur d'un *Art de la guerre* et ses *Discorsi* traitent amplement de l'organisation d'un pays en état de guerre. On s'est plu à relever surtout ses erreurs, à la manière de H. Hobohm (9). Clausewitz par contre était d'un autre avis. Il écrit dans une lettre à Fichte : « J'ai souvent trouvé dans l'art de la guerre de Machiavel un jugement absolument sain et de nombreux points de vue nouveaux » (10). En fait, quelles que soient ses erreurs, il n'en reste pas moins qu'il fut un des premiers à concevoir la guerre sous l'angle de la stratégie, non seulement par ses réflexions sur l'armée nationale ou sur l'importance relative de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie, mais aussi parce qu'il plaçait la guerre dans le contexte général de la mentalité dominante, à savoir à son époque celle du christianisme qui par son fondement était plutôt de tendance pacifique. D'autre part, il fut lui-même, à plusieurs reprises, un agent diplomatique de la République de Florence. Nous pouvons encore apprécier de nos jours sa correspondance qui a été de la part des uns, objet de railleries,

(9) H. Hobohm, *Machiavellis Renaissance der Kriegskunst*, 2 vol. Berlin, 1913.

(10) Cette lettre figure à la fin de la réédition de l'étude de Fichte sur Machiavel, dans laquelle le philosophe essaie de montrer l'actualité de la pensée machiavéenne. Voir Joh. Gottlieb Fichte, Machiavelli, édit. Schulz, Leipzig, Meiner, 1918, p. 60.

de la part des autres objet d'un grand enthousiasme. Il a également laissé l'ébauche d'une sorte de guide pour les diplomates. Ce n'est cependant à ce niveau, celui de sa propre activité de stratège et de diplomate, que nous voudrions placer la discussion, mais à celui d'une intégration de ces deux dimensions dans l'activité politique en général.

La rationalisation de la politique consiste en ce que pour Machiavel la diplomatie ne concerne pas seulement les relations entre Etats et la stratégie la seule activité militaire, mais elles sont des composantes de l'activité politique comme telle, qu'elle soit tournée vers l'extérieur ou vers l'intérieur. Somme toute, Machiavel fut l'un des premiers à concevoir la politique comme reposant sur une technique, en ce sens qu'elle n'est vraiment efficace que si elle est **organisée** selon un but concret conscient et sur la base des moyens appropriés. Non point qu'il ait élaboré une politique systématique. Un système est, en effet, clos sur lui-même. Son propos est différent : dans des conditions chaque fois variables quelle est la façon la plus habile et la plus payante de procéder pour parvenir au pouvoir ou pour s'y maintenir ? Il ne fournit donc pas une doctrine définie qui devrait être valable pour tout peuple ou toute époque, comme par exemple le *Contrat social* de Rousseau. Au contraire nous sommes en présence d'une philosophie éminemment **circonstancielle**, mais en un autre sens que celle de Marx, parce que sa pensée est plus souple et moins dogmatique. On sait combien les circonstances jouent un rôle chez Marx puisqu'il faut considérer chaque fois la politique en fonction des conditions particulières d'une époque, déterminées par la forme de production correspondante. Sans méconnaître autant qu'on le dit le phénomène de l'économie Machiavel ne s'enferme cependant pas dans une explication unilatérale des circonstances. Le véritable homme politique, celui qui possède la **virtù**, sait exploiter toutes les circonstances, qu'elles soient économiques, religieuses ou autres, et les transformer en conditions favorables de son action.

Il ne s'agit donc pas pour Machiavel de faire une politique de circonstances ou dictée par les circonstances, mais d'utiliser avec habileté et détermination le donné. Rien n'est cependant plus opposé à sa conception que le pur opportunisme (11). La technique organisatrice a pour fondement le calcul ou l'appréciation des possibles dans des circonstances déterminées, à condition d'avoir une ligne directrice ou un plan. Ainsi dans une lettre à la Seigneurie de Florence du 9 août 1510 il écrit : « C'est pourquoi ceux qui vous aiment ici jugent nécessaire que sans attendre que l'urgence vous presse et que l'orage vous tombe dessus, V.S. regardent en face toutes les possibilités présentes, en mesurent, pas après pas, tous les aboutissants, et qu'à chacun d'eux ils opposent une décision » (12). Une telle évaluation doit tenir compte des chances de gain et de perte, de profit

(11) Voir à ce propos les remarquables pages machiavéennes de Lénine sur l'opportunisme dans *Que faire ?* Paris, Edit. sociales, 1947, pp. 185 et suivantes.

(12) Toutes les lettres, t. II, p. 227.

grosse » (16), c'est-à-dire mettre en ligne toutes les forces possibles pour enlever la décision rapidement, il en est d'autres où il est préférable d'épuiser « à la longue l'ennemi par des guerres renouvelées sans cesse » (17). Tantôt il faut savoir temporiser, tantôt précipiter l'entreprise si une occasion favorable se présente. Ce qu'il admire en César Borgia, c'est d'avoir su donner l'impression de temporiser pour créer l'occasion immédiate de manœuvrer avec toute la promptitude nécessaire : la diplomatie au service de la stratégie et de la tactique.

La conduite diplomatique peut présenter divers aspects. L'homme politique doit être un homme du secret, sinon il sera la victime de son entourage et condamné à la faiblesse comme l'empereur Maximilien d'Allemagne, dont Machiavel nous trace le piteux portrait (18). Pour la même raison il faut éviter de donner la publicité à tous les faits et surtout se garder de jeter sur la place publique les fautes d'un dirigeant, ainsi qu'il le recommande dans une note aux Palleschi après la chute de Pier Soderini (19). Tout le jeu de la conduite diplomatique consiste à **faire croire** : « La nature des peuples est changeante, et il est aisé de les persuader d'une chose, mais il est difficile de les garder en cette persuasion. Aussi y faut-il donner si bon ordre que lorsqu'ils ne croiront plus, on leur puisse faire croire par force » (20). En conséquence le prince n'a pas à être bon, car l'essentiel est qu'il passe pour tel ; il faut savoir soigner sa réputation, d'autant plus que le vulgaire se laisse prendre aux apparences : « Il n'est donc pas nécessaire à un Prince d'avoir toutes les qualités dessus nommées, mais bien il faut qu'il paraisse les avoir. Et même j'oserai bien dire que, s'il les a et qu'il les observe toujours, elles lui portent dommage ; mais faisant beau semblant de les avoir, alors elles sont profitables ; comme de sembler être pitoyable, fidèle, humain, intègre, religieux » (21). Une telle conduite est d'autant plus recommandable qu'on allume souvent la haine en faisant le bien comme en faisant le mal, car les adversaires porteront toujours au débit du prince même ses réalisations positives. Si la nécessité l'exige, il est plus diplomatique de commettre en une seule fois toutes les cruautés que nécessite la sécurité, « car il faut faire tout le mal ensemble afin que moins longtemps le goûtant, il semble moins amer, et le bien petit à petit afin qu'on le savoure mieux » (22). Ces conseils ne constituent cependant

(16) Discours sur la première décade, II, 6, p. 530.

(17) Ibid., II, 6, p. 532.

(18) Toutes les lettres, t. II, p. 137.

(19) Ibid., t. II, p. 318 : « Je veux vous mettre en garde ici contre l'opinion de certaines gens qu'il serait bon de publier les fautes commises par Pier Soderini... D'abord, parce que je ne crois pas qu'aucune des fautes qu'on puisse imputer à Piero puisse honorer le nouvel Etat aux yeux du peuple ; pour la raison que toutes les fautes qu'on peut reprocher à Piero, notre république en sera toujours ou coupable ou suspecte ». Cf. Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959, p. 186.

(20) Le Prince, VI, p. 305.

(21) Ibid., XVIII, p. 342.

(22) Ibid., VIII, p. 316.

César Borgia : Machiavel lui réservait sa plus grande admiration (peinture de Raphaël à la Galerie Borghèse de Rome).

et de dommage pour la cité (13), du rapport des forces (14), mais surtout il faut savoir envisager le pire pour pouvoir, le cas échéant, y faire face. Cette dernière précaution qui revient souvent sous la plume de Machiavel, il l'a définie de merveilleuse façon dans une lettre du 17 mai 1521 à F. Guichardin : « Je crois en effet que le vrai moyen d'apprendre le chemin du paradis, c'est de connaître celui de l'enfer, pour l'éviter » (15). Le mauvais opportunisme, celui qui est la proie des circonstances, se reconnaît à l'absence d'une ligne directrice. Aussi, chez Machiavel, la stratégie détermine-t-elle la diplomatie. Celle-ci intervient avant tout au plan de la méthode, une fois le but choisi. Il n'y a pas chez lui d'orthodoxie de la méthode, sinon la diplomatie n'aurait plus de sens. Il faut au contraire savoir choisir, au regard des circonstances, la méthode la meilleure. Cela signifie qu'il n'y a pas de méthode unique, définitive, ni même privilégiée qui, si on l'emploie, conduirait infailliblement au but poursuivi. D'où l'art machiavelien des distinctions : il est des cas où il faut plutôt faire une guerre « courte et

(13) Ibid., t. II, p. 240.

(14) Ibid., t. II, p. 404 et Discours sur la première décade, II, 10, p. 538.

(15) Ibid., t. II, pp. 446-447.

pas de simples recettes de l'art de gouverner. En effet, il s'agit de règles qui ne sont efficaces que dans un plan stratégique d'ensemble.

La conduite stratégique a pour base une bonne information, d'où l'importance du renseignement. Aussi Machiavel a-t-il pris soin de faire aux autorités de Florence des rapports détaillés sur la mentalité des Français, des Allemands, des Suisses, etc., afin qu'elles puissent prendre leur décision en connaissance de cause. Cette information est aussi d'ordre matériel : il faut connaître le terrain sur lequel on sera obligé de manœuvrer. Cet aspect tellurique de la politique est d'ailleurs lié à ses conceptions militaires, à savoir la constitution de milices nationales et populaires. Ainsi que le montre le partisan de nos jours — et les Américains viennent d'en faire l'expérience au Vietnam — il est difficile de vaincre une population accrochée à sa terre et défendant ses biens. De ce point de vue il y a lieu de relever ses remarques sur la chasse dans le chapitre XIV du *Prince*. Un tel sport ne maintient pas seulement le soldat en forme physique, mais il permet de bien observer les sites et les positions, de mesurer l'étendue des plaines et la pente des montagnes, etc. On peut sourire de nos jours d'un tel conseil. En vérité, il faut se placer dans les conditions de l'activité guerrière de son époque, mais surtout il faut comprendre qu'il a une portée générale, toujours valable qu'il tire lui-même après son éloge de la chasse : on prépare la guerre pendant la paix. La stratégie n'a pas d'autre signification (23). Celui-là sera surpris par l'ennemi qui commence à préparer la guerre au moment où elle est immédiatement menaçante. Ce qu'il y a de remarquable dans la vision stratégique de Machiavel, c'est qu'il raisonne toujours en fonction de l'ennemi qui — nous en faisons de nouveau l'expérience aujourd'hui dans un monde miné par la guerre civile larvée — peut non seulement être extérieur, mais aussi intérieur : « Car un Prince doit avoir peur de deux côtés : l'un au dedans à cause de ses sujets, l'autre dehors à cause des potentats étrangers » (24). Le problème fondamental de toute politique est de bien saisir quel est le véritable ennemi d'un Etat, car une erreur d'appréciation en ce domaine est toujours fatale. L'ennemi véritable peut se dissimuler derrière des protestations d'amitié et l'on perd inévitablement l'enjeu si l'on n'a pas fait l'évaluation correcte, car le système des alliances en dépend (25). Il est faux de croire que la pros-

périté, la neutralité ou la volonté pacifique épargnent à un peuple l'inimitié. Au contraire, il ne demeure libre que s'il a un ennemi. Celui qui croit n'en pas avoir est à la veille de perdre son indépendance. Aussi faut-il souhaiter un ennemi aussi bien à un peuple qu'à un Prince.

L'intelligence stratégique de Machiavel atteint les sommets avec sa théorie de la logique interne des régimes. On ne gouverne pas de la même façon dans une principauté et dans une république. Certes, il existe des principes généraux de stratégie valables pour toute politique, mais il en est d'autres qui sont propres à chaque type de régime. D'où la différence d'orientation de la pensée de Machiavel — qu'on lui a souvent reproché à tort — dans le *Prince* et dans les *Discours*. Il a pourtant pris soin lui-même de prévenir tout malentendu, mais cela n'a pas suffi à beaucoup d'interprètes, trop heureux de le mettre en contradiction pour des raisons extérieures à l'analyse purement critique de ses écrits. En effet, il précise clairement dès le début du *Prince* : « Je laisserai de côté les Républiques, dont j'ai en autre lieu discours bien amplement. Je m'arrêterai seulement aux Principautés, en retissant sur la trame ourdie ci-dessus, à disputer par quelle manière elles se peuvent gouverner et conserver » (26). On ne saurait être plus clair dans la définition de ses intentions. En fait, Machiavel revient souvent dans d'autres passages de son œuvre sur la logique propre de chaque régime. Un des textes les plus éclairants à cet égard est le rapport qu'il fait à la demande du pape Léon X, sur la situation à Florence, dans lequel il précise avec force à plusieurs reprises « que nul état ne peut se bâtir s'il n'est ou franc principat ou vraie république » (27). L'instabilité à pour cause la confusion ; c'est le cas de Florence qui n'est « ni république ni principat dûment qualifié » (28). La même idée revient dans le *Prince*, à condition qu'on veuille lire cet ouvrage sans autre préconception que celle de Machiavel. On l'a toujours jugé à partir de pré-supposés qui n'étaient pas les siens. Le malheur de ses interprètes est qu'ils n'ont pas réussi à se débarrasser de lui, même en le considérant à partir de postulats qui lui sont étrangers. Autrement dit, il n'est plus possible d'écrire sur la politique en ignorant Machiavel, pas plus qu'on ne peut faire de la philosophie en ignorant Aristote ou Kant et de la science en ignorant Newton ou Einstein. Il nous a prévenu lui-même contre l'intempérance de l'historicisme : « Nous devrions n'accuser de ce changement que notre jugement ; nous en accusons les temps » (29). Les conditions concrètes sont variables, mais les régimes restent fidèles à leur logique. Le principat ou la monarchie peut se passer,

(23) Le Prince, XIV, p. 333.

(24) Ibid., XIX, p. 344.

(25) Il faut lire à ce propos sa lettre à F. Vettori sur le rejet de la neutralité et sa préférence pour une alliance avec la France plutôt qu'avec l'Espagne. Je ne citerai qu'un passage de cette lettre : « Je crains qu'il ne vous semble, d'après ma dernière lettre, que j'ai penché pour le côté France et que les lecteurs ne puissent supposer que je n'obéis ainsi à une certaine inclination ; la chose me déplairait fort, parce que je me suis toujours évertué à garder mon jugement ferme, surtout en telle matière, et à ne pas le laisser gâter par un goût bien vain de la contradiction, ainsi que font bien d'autres. Et si j'ai penché quelque peu vers le côté France, je ne crois pas m'être trompé et je veux vous expliquer de nouveau, en guise d'épilogue, ce qui m'y a poussé ». Toutes les lettres, t. II, p. 404.

(26) Le Prince, II, p. 290.

(27) Toutes les lettres, t. II, p. 434.

(28) Ibid., t. II, p. 431. Ou encore, p. 434 ce texte : « Partant, si votre Sainteté désire créer dans Florence un état stable pour sa plus grande gloire et pour le salut de ses amis, elle ne peut y établir autre chose que, soit un principat véritable, soit une république qui ait tous ses organes vitaux. Tous autres états sont vains et de très courte vie ».

(29) Discours, liv. II, Avant-Propos, p. 512.

à la limite, de la masse ; par contre « on n'a jamais fait de république stable sans satisfaire la masse » (30).

Le Prince confirme entièrement ce point de vue : « Et qui devient Seigneur d'une cité accoutumée à vivre libre et ne la détruit point, qu'il s'attende d'être détruit par elle, parce qu'elle a toujours pour refuge en ses rébellions le nom de la liberté et ses vieilles coutumes, lesquelles ni par la longueur du temps ni pour aucun bienfait ne s'oublieront jamais. Et pour choses qu'on y fasse et qu'on y pourvoie, si ce n'est d'en chasser ou d'en disperser les habitants, ils n'oublient point ce nom ni ces coutumes, et en toute occasion y ont aussitôt recours... Mais quand les villes ou nations sont accoutumées à vivre sous un Prince et que sa race vienne à s'éteindre, puisqu'elles sont déjà habituées à obéir, que d'autre part, faute de l'ancien Prince, elles ne se mettent pas d'accord pour en choisir un nouveau dans leur sein ; et que vive en liberté elles ne savent pas ; il s'ensuit qu'elles sont plus lentes à prendre les armes : par quoi le Prince les peut vaincre plus aisément et mieux s'en assurer. Mais les républiques ont plus de vie, haïssent et désirent la vengeance plus âprement ; la mémoire de leur ancienne liberté ne les laisse, ne peut les laisser en paix » (31). Il n'est même pas nécessaire de lire entre les lignes pour comprendre **Le Prince**. Dans une monarchie on peut se passer de l'affection du peuple ; par contre, en vertu de sa logique, la république ou la démocratie l'exige, encore que Machiavel pense que le développement de l'histoire donnera le pas à la démocratie sur la monarchie : « Dans nos Etats modernes, c'est du peuple qu'il importe de mériter l'affection, car il est le plus fort et le plus puissant » (32). Il est possible que Machiavel ait prévu la force nouvelle de la bourgeoisie montante, mais cette interprétation, de caractère marxiste, n'a de valeur que pour celui qui connaît les révolutions anglaises et françaises. Fut-il un prémarxiste ? Je crois qu'il est plus sage de voir en lui un homme qui a saisi l'éternelle politique, y compris celle des marxistes. C'est en ce sens qu'il ne cesse d'avoir raison rétroactivement.

Si la diplomatie et la stratégie déterminent le cadre de l'action politique rationnelle, elles ne suffisent cependant pas en elles-mêmes, car il faut en plus, pour être un chef politique, de l'intuition et de la détermination. Ce qu'il admirait justement chez le pape Alexandre VI et César Borgia, c'est qu'« ils savaient voir l'occasion, et ils savaient la saisir » (33). L'intuition et la détermination ne sont en fait rien d'autre que l'esprit de décision. La politique n'étant pas un service personnel, mais une entreprise au bénéfice de la cité, il importe de savoir faire participer les membres à une action commune. Or, seul l'esprit de décision est capable de les entraîner : « Quand quelqu'un, écrit-il dans une lettre du 5 septembre 1510 à la Seigneurie de

Florence, veut bien quelque chose, les autres ne tardent pas à vouloir ce qu'il veut » (34). Sans doute les prophètes peuvent également entraîner les foules. Machiavel a pu observer le phénomène durant sa jeunesse avec la folle aventure de Savonarole. Il s'agissait d'une action sans diplomatie ni stratégie et qui se fiait à la seule persuasion et aux paroles. Elle ne pouvait qu'échouer du fait qu'elle ne se donnait pas les moyens du politique : « Si l'on veut donc bien entendre ce point, il faut considérer si ceux qui cherchent choses nouvelles peuvent quelque chose d'eux-mêmes ou s'ils dépendent d'autrui ; c'est-à-dire si, pour mener à bien leur entreprise, ils comptent sur les prières ou sur la force. Dans le premier cas ils finissent toujours mal et ne viennent à bout de rien ; mais quand ils dépendent d'eux-mêmes et peuvent user de la force, alors ce n'est qu'à rares fois qu'ils échouent. De là vient que tous les prophètes bien armés furent vainqueurs et les désarmés déconfits » (35). En effet, comme il le montre à la fin du chapitre XIII du **Prince**, une puissance politique est faible si elle ne s'appuie pas d'abord sur elle-même, c'est-à-dire si elle commence par chercher ailleurs que dans la politique les raisons de ses décisions et de sa détermination. En effet, une telle manière de faire est toute dépendante de la fortune, faute de vertu.

IV. — LE MACHIAVELIEN ET LE MACHIAVELIQUE

Il n'y a pas de doute que la rationalisation de l'activité politique reste encore chez Machiavel à l'état d'esquisse. Il s'agit d'un premier essai dont l'élaboration manque d'une certaine cohérence interne. Son idée de l'organisation reste plus intuitive qu'elle n'est caractérisée conceptuellement. Néanmoins il reste l'initiateur d'une lignée de praticiens de la politique, de Richelieu à Lénine, qui, parfois sans se référer directement à lui, ont essayé de donner toujours plus de consistance à l'organisation interne de l'activité politique. De même il est également l'initiateur d'une philosophie politique qui a retrouvé au cours de notre siècle une nouvelle faveur avec Pareto, Max Weber, Burnham et d'autres. D'ailleurs son orientation rationnelle et sa conception de l'organisation ont été rapidement exploitées après sa mort par toute une série d'écrivains. Ce furent d'abord les auteurs des diverses « Raisons d'Etat » (cette notion est déjà significative par elle-même) comme Botero, Palazzo ou Settala (36) ; par ceux qui, comme Scioppius dans son **Paedia politica**, ont essayé d'expliquer le politique par ses propres principes et non pas par des principes étrangers d'ordre

(34) Ibid., II, p. 245.

(35) *Le Prince*, VI, p. 305.

(36) *La Ragione di Stato de Botero a été traduite en français sous le titre Raison et gouvernement d'Etat, Paris, 1599 et celle Palazzo sous le titre Discours du gouvernement et de la vraie raison d'Etat, Douai, 1611. Je ne connais que le texte latin de Settala, De ratione status libri septem, Hambourg, 1659.*

(30) Toutes les lettres ; t. II, p. 437.

(31) *Le Prince*, V, p. 303.

(32) *Le Prince*, Paris, édit. Naves, Garnier, 1949, XIX, p. 70.

(33) Toutes les lettres, I, p. 333.

quer de nos jours et sans doute aussi à l'avenir. Ce n'est pas Machiavel qui a inventé l'activité politique qu'il a analysée. L'actualité de ce que l'on a coutume d'appeler le machiavélisme est par conséquent de tous les temps. Mais il demeure également actuel par sa méthode. Tout sociologue ou politologue qui se donne pour tâche d'analyser le phénomène politique en lui-même, suivant ses principes et ses présupposés propres, et non point au nom de normes ou d'un *a priori* extérieur, d'ordre moral, religieux, idéologique ou autre, ne saurait renier Machiavel. Il peut se sentir plus ou moins proche de lui ; il ne peut pas le diffamer. Il y a une méthode machiavélienne d'approche du politique et une méthode non machiavélienne. En général, cette dernière manque son objet, parce que, sous le couvert de faire la théorie du politique, elle fait une théorie politique, c'est-à-dire elle confond implicitement l'être et le devoir-être. Il est vrai, ceux qui ont le courage d'étudier la nature du politique pour lui-même ont en général mauvaise presse, même lorsqu'ils ne partagent pas la philosophie sous-jacente de l'œuvre de Machiavel sur la méchanceté de l'homme. La question qui se pose est de savoir si l'on peut analyser le politique en lui-même, lucidement, sans être machiavélien ? Cette question pose une autre : Où est la probité intellectuelle ? Est-elle du côté de ceux qui affirment étudier le politique pour lui-même, mais qui prennent au préalable la précaution explicite ou implicite de ne pas renoncer aux évaluations idéologiques ou morales, ou du côté de ceux qui refusent cette déviation de l'analyse, quitte à subir l'opprobre des bien-pensants de droite et de gauche, des bigots de la religion, de la morale et de l'idéologie ?

C'est en général dans ces derniers milieux que l'on rencontre précisément la dissimulation machiavélique, ainsi que G. Naudé le remarquait déjà au XVII^e siècle. En effet, Guy Patin nous relate dans une de ses lettres une conversation avec Naudé : « Il prisait, écrit-il, très fort Machiavel et disait de lui : Tout le monde blâme cet auteur ; or, tout le monde le suit et le pratique, et principalement ceux qui le blâment » (39). On pourrait donc poser la question que nous venons de soulever sous une autre forme : la lucidité dans l'analyse serait-elle immorale ? Pour y répondre il convient, je crois, de faire la distinction entre le machiavélien et le machiavélique.

J'appelle machiavélien le politologue qui s'efforce, même s'il ne réussit pas toujours à éliminer ses évaluations personnelles, de décrire l'activité politique avec toute la clairvoyance possible, sans dissimuler la réalité sur la base d'options individuelles préalables, et sans l'altérer au nom d'une conception ou théorie politique préméditée. Cette description ne se limite pas uniquement à l'analyse, mais elle a aussi pour objet de comprendre la spécificité du politique par rapport à d'autres activités. Cela ne veut pas dire que le machiavélien renonce, pour sa gouverne personnelle, à préférer tel choix plutôt que tel autre, ni qu'il approuve

(39) Correspondance de Guy Patin, *édit. Réveillé-Parise*, t. II, p. 479.

Le Pape Alexandre VI Borgia, Prince de la Renaissance plutôt que Pape (appartement Borgia au Vatican).

moral ou autre (37) ; et enfin ceux qui ont compris l'importance pratique de l'organisation, comme Fra Paolo Sarpi, l'auteur de la formule : « La première justice du prince est de se maintenir prince » (38). Il n'est évidemment pas possible de retracer ici la pensée machiavélienne pour montrer combien elle est restée vivante au cours des siècles, en analysant les œuvres de G. Naudé, de Fichte et autres auteurs.

C'est sous un autre aspect qu'il faut envisager, à partir de l'analyse que nous venons de faire de sa pensée, son actualité.

Il serait ridicule de prétendre que Machiavel a fait une étude exhaustive de l'action politique, comme s'il n'y avait plus rien à ajouter à son œuvre. Son mérite est d'un autre ordre. Comme le soulignait déjà Bacon, il a décrit ouvertement et sans dissimulation aucune ce que les hommes politiques ont toujours fait, même lorsqu'ils condamnent ou calomnient le Florentin. Il y a, en effet, un machiavélisme éternel qui préexistait à l'œuvre de Machiavel et que l'on continue de prati-

(37) *Paedia politicae, dans l'édition des œuvres de Scioppius, par Conring, Brunswick, 1730.*

(38) *Les Opinions del Padre Paolo servita, Venise, 1685, ont été traduites en français sous le titre Le Prince, Berlin, 1751. La phrase en question se trouve à la page 4 de cette édition.*

tous les mécanismes et toutes les méthodes qu'il explique, mais il renonce à l'esprit de justification qui consiste à donner raison à telle orientation et tort à telle autre. La « vraie » politique n'est pas celle d'une meilleure cité à construire, mais la politique historique et empirique que les hommes n'ont cessé de pratiquer avec profit ou dommage pour la collectivité dont ils ont eu la charge. Il évite donc de s'indigner si un procédé lui paraît cynique et de s'enthousiasmer si tel autre lui apparaît moralement conforme à ses désirs. Au contraire il essaie de comprendre, ce qu'il peut y avoir de naïveté, d'illusions, de cruautés et aussi de grandeurs dans l'acte politique. C'est donc une erreur de croire que le machiavélien écarte la morale ou l'idéologie. Non seulement il reconnaît leur légitimité, mais il évite d'être dupe du rôle qu'elles peuvent jouer dans l'activité politique. Il renonce à s'exalter ou à condamner parce qu'une action flatte ou choque son sentiment personnel, car l'analyse montre qu'un acte apparemment magnanime et édifiant peut dissimuler des intentions perverses et des desseins détestables, alors qu'un autre, qui paraît cruel au regard de notre sentiment, peut avoir été bénéfique pour la collectivité. Il ne cherche donc pas à expliquer la politique à des fins pratiques d'une opinion, d'une tendance ou d'un parti, ni non plus pour décrier l'activité politique comme telle, ni non plus à cause des méthodes et des moyens qu'elle peut utiliser, pour célébrer par opposition les prestiges de la conduite morale de tel individu ou de tel groupe. Le fait d'être machiavélien correspond à une attitude **intellectuelle et critique** devant le politique, qui n'exclut nullement qu'en d'autres occasions, qui ne sont plus celles de l'analyse théorique, on ne prenne personnellement parti ou on ne manifeste ses options. Au fond, il s'agit d'une attitude de caractère scientifique, **sine ira et studio**, qui s'efforce d'être aussi objective que possible dans l'étude théorique du phénomène politique. Elle ne préjuge donc pas, sauf exception, de l'opinion personnelle et des choix individuels en ce qui concerne l'attitude pratique du machiavélien. A tout prendre, il s'agit de saisir ce qu'il y a de permanent et de variable dans l'activité politique, comprendre son utilité et sa nécessité, ses grandeurs et ses abus, sa finalité et ses méthodes. **Sans doute faut-il être précisément machiavélien pour révéler ce qu'il y a de machiavélique dans la politique.**

Par opposition, le machiavélique est celui qui donne le change. Aussi déteste-t-il en général le machiavélien, l'homme du dévoilement. Au demeurant il ne saurait en être autrement. La condamnation comme l'enthousiasme sont en politique des formes de dissimulation. Par conséquent, si le machiavélique flétrit et accable le machiavélien, celui-ci ne peut pas, s'il entend rester fidèle à son attitude intellectuelle, répondre en retour par une condamnation du machiavélisme, puisque, celui-ci fait partie du jeu normal de la politique qu'il observe et analyse, au même titre que les amalgames arbitraires ou les confusions voulues, courantes en politique. Il va de soi que l'esprit machiavélique ne peut que présenter le machiavélien comme un corrupteur ou comme un falsificateur. Par conséquent, face à la politique ma-

chiavélique et finalement à la politique tout court, puisque le machiavélisme fait partie de sa nature, il est difficile de maintenir la position machiavélienne, car elle exige une volonté formidable d'indépendance critique. Et pourtant, on ne sera jamais un machiavélien si l'on n'a pas la force de résister aux pressions de la politique partisane ou de braver les menaces du machiavélisme. On peut donc définir le machiavélique comme l'homme qui en politique utilise les procédés et les moyens observés et analysés par Machiavel et d'autres du même genre que d'autres auteurs, de la même famille d'esprit, ont exposés après lui. Pour l'essentiel, le machiavélisme consiste à faire croire, en l'art de paraître fondé sur l'habileté diplomatique et l'organisation stratégique, en jouant avec les passions, les aspirations et les désirs des hommes afin d'assurer le mieux possible la concorde intérieure et la sécurité extérieure. L'idéologie appartient de ce fait aux catégories machiavéliques comme les simulacres d'honnêteté ou les promesses eschatologiques de la liberté, de l'égalité ou de la paix. Autrement dit, il est machiavéliquement normal que pour conquérir le pouvoir, le maintenir ou le renforcer, on accuse ses adversaires d'immoralité, de tromperie, et qu'on présente leurs déclarations comme des procédés de propagande et de conditionnement. Quel est le parti politique, qu'il soit chrétien ou marxiste, de droite, de gauche ou du centre qui n'emploie pas ces armes ? Les uns le font avec plus de cynisme, les autres avec plus de naïveté. On comprend aisément dans ces conditions que l'un des premiers préceptes de tout machiavélisme consiste à récuser Machiavel et ses analyses : il faut faire croire qu'on rejette ses méthodes tout en les utilisant captieusement. La ruse machiavélique consiste justement à imputer aux autres les procédés dont on se sert.

Cette distinction entre le machiavélien et le machiavélique nous permet de mieux comprendre le génie de Machiavel et de mieux saisir les raisons de sa perpétuelle actualité. On porte volontiers au crédit de Marx le fait d'avoir été, avant Nietzsche et Freud, l'initiateur du démasquage, aujourd'hui en honneur en sociologie. En effet, grâce à sa dialectique par réaction réciproque de la superstructure idéologique et de la structure sociale, Marx a dévoilé les motifs latents, les intentions souterraines, les raisons inavouées et les causes cachées des actions humaines, en particulier dans le domaine politique. Ce mérite qu'on attribue à Marx, il faut d'abord en honorer Machiavel, car c'est lui qui a inauguré cette méthode, et même avec infiniment plus de maîtrise et de perspicacité. On peut se demander pourquoi on continue malgré tout à se montrer si sévère à son égard ? C'est que ses analyses sont beaucoup moins flatteuses que celles de Marx. Il n'épargne rien ni personne, ni forme de gouvernement ni classe, ni la république ni la principauté, ni les patriciens ni les masses. Ses **Histoires florentines** sont caractéristiques à cet égard. Il décrit avec la même lucidité l'insolence des grandes familles que celle du peuple, il analyse impitoyablement la futilité politique qui anime les patriciens et les foules et il scrute les passions folles aussi bien des individus que du peuple. De part et d'autre on joue la liberté pour chaque

fois mieux l'emprisonner. Son observation ne connaît aucune exclusive. C'est la politique comme telle qu'il passe au crible de son analyse critique et non point une politique particulière de catégories et de classes déterminées. Son étude ne connaît aucun *a priori*. Aussi est-elle gênante pour tout parti politique, pour toute doctrine. Marx au contraire fait une discrimination en faveur d'une classe privilégiée, justement pour des raisons que la critique machiavélienne n'aurait aucune peine à dévoiler. La méthode de Machiavel permet de démasquer les prétendus démasqueurs. C'est en cela que réside sa supériorité, parce que pour un machiavélien le marxisme est un aspect du machiavélisme, au sens que nous avons défini plus haut. Les catégories de l'analyse machiavélienne sont épistémologiquement plus générales et sociologiquement plus englobantes que celles de Marx. Cette supériorité est impardonnable aux yeux des professionnels du démasquage, puisque seul un machiavélien peut les mettre à leur tour en question.

V. — LA MORALE DU POLITIQUE

Le fait d'avoir été personnellement de tendance plutôt républicaine n'a pas constitué pour Machiavel un obstacle à une appréhension positive du régime de la principauté ni de la nature du politique en général, précisément parce qu'il a su faire taire, quand il le fallait, ses convictions personnelles. Ce que certains de ses interprètes considèrent comme une contradiction, à savoir la préférence pour la république et la rédaction du *Prince*, constitue au contraire son principal mérite. Si Machiavel n'est pas un homme à double face, on peut cependant constater dans son œuvre une double orientation de la recherche : d'une part la tentative, de caractère logique, qui consiste à rationaliser l'activité politique, à y découvrir une cohérence interne, sur la base de ce que nous avons appelé stratégie et diplomatie ; d'autre part le souci, plus sociologique et psychologique, de discerner et de dévoiler les motifs et les raisons latentes des agents politiques. Il n'a pu accomplir cette dernière tâche que parce qu'il avait d'abord entrepris la première, car il n'est guère possible de repérer le poids de l'irrationnel, de démasquer les forces dissimulées et souterraines et même de surprendre les impondérables de la *fortuna* si l'on n'est pas au préalable en possession d'un schéma rationnel de l'activité. Or, parce qu'il montre que le besoin de faire croire conduit l'homme politique à enrôler la religion et à mobiliser la morale, y compris les sentiments les plus nobles, dans son action aux fins de l'exercice le plus efficace du pouvoir, on en conclut qu'il est un auteur immoral et même l'apologiste de la corruption en politique. Une telle imputation me semble des plus contestables.

C'est vrai, il affirme sans cesse qu'un prince doit inspirer la crainte, et s'il admire le pape Jules II, qu'il n'aimait pas personnellement, c'est parce qu'il savait se faire craindre et respecter (40). Mais il affirme

également sans cesse qu'un prince doit se faire estimer, qu'il doit éviter de se faire haïr et mépriser : « Vous savez que le devoir essentiel de tout prince est de se garder d'être détesté et méprisé » (41). Dans une autre lettre, parlant du jeune Lorenzo, il écrit : « il se fait aimer et respecter plus que craindre ; conduite d'autant plus estimable qu'elle est plus délicate à tenir » (42). On trouve des formulations analogues dans d'autres écrits, y compris le *Prince*. Retournant donc à ce que je disais d'être craint et aimé, je conclus que puisque les hommes aiment selon leur fantaisie et craignent à la discrétion du Prince, le Prince prudent et bien avisé se doit fonder sur ce qui dépend de lui, non pas sur ce qui dépend des autres ; il se doit seulement étudier à n'être point haï, comme j'ai dit » (43). Il y a d'autres accents qui ne trompent pas, par exemple son attitude devant Pise qu'il consigne dans une lettre à la Seigneurie : « V.S. trouveront peut-être que j'ai gardé trop d'anciens soldats, je n'ai pas cru pourtant pouvoir faire autrement, d'abord parce qu'il me paraissait inhumain de licencier des hommes qui vous ont longuement servis » (44). Le problème semble donc beaucoup plus complexe que ne le laissent croire les divers contempteurs de Machiavel. Quelle est alors sa véritable pensée à propos de la morale ?

Machiavel ne confond pas le travail du savant avec les désirs du partisan qui analyse la politique avec une idée derrière la tête qui préjuge déjà de la conclusion. Il réfléchit sur la politique et non sur la morale. Autrement dit, le politologue est un politologue et non un moraliste. Mais il y a plus. Machiavel ne croit pas à la politique morale pas plus d'ailleurs qu'à la politique scientifique ou esthétique ou religieuse, pour la simple raison que la politique a pour tâche de résoudre des problèmes politiques, selon les normes et les présupposés de l'activité politique, et non point les problèmes des autres activités. Aussi n'a-t-elle pas non plus à se plier aux normes ou aux présupposés de ces autres activités. L'édification morale ou la propagation de la religion ne sont pas l'affaire de la politique. La politique répond à la nécessité de la nature sociale de l'homme, en ce sens qu'elle facilite la cohabitation des citoyens. Certes, s'ils étaient tous bons, elle serait inutile. C'est ce que pensent les utopistes, mais cette illusion coûte cher aux peuples si de pareils hommes parviennent au pouvoir et tentent d'appliquer sincèrement leur programme. « Mais étant mon intention d'écrire choses profitables à ceux qui les comprendront, il m'a semblé plus convenable de suivre la vérité effective de la chose que son imagination. Plusieurs se sont imaginé des Républiques et des Principautés qui ne furent jamais vues ni connues pour vraies. Mais il y a loin de la sorte qu'on vit à celle selon laquelle on devrait vivre, que celui qui laissera ce qui se fait pour cela qui devrait se faire, il apprend

(41) *Ibid.*, t. II, pp. 402-403.

(42) *Ibid.*, t. II, p. 348.

(43) *Le Prince*, XVII, p. 341.

(44) Toutes les lettres, t. II, p. 300.

(40) Toutes les lettres, t. II, p. 401.

plutôt à se perdre qu'à se conserver ; car qui veut faire entièrement profession d'homme de bien, il ne peut éviter sa perte parmi tant d'autres qui ne sont pas bons » (45). Mais les hommes ne sont pas non plus entièrement méchants — ce qui signifie pour Machiavel qu'ils ne sont pas purement des bêtes — car, dans ces conditions l'homme politique serait aussi méchant qu'eux et les hommes seraient soumis à la loi du plus fort. Il n'y aurait pas d'organisation politique. En fait, les hommes sont « rarement ou tout bons ou tout mauvais » (46). C'est à partir de ces considérations qu'il faut comprendre la politique et sa nécessité humaine. Quant à sa nature, l'homme politique est ce que sont les autres hommes, ni tout bon ni tout méchant. Ce qui le distingue des autres, c'est le rôle qu'il doit assumer, à savoir protéger les uns contre les autres, par conséquent introduire des relations aussi raisonnables que possible, qui rendent plus aisée la coexistence humaine. Or, cela ne constitue pas un problème moral, car ces relations ne les rendent pas meilleurs. En effet, il s'agit de réaliser ce minimum qui permet que les uns supportent les autres. Du moment qu'une collectivité entend vivre de façon indépendante comme collectivité, la politique a pour rôle de leur fournir les moyens de cette volonté. La religion elle-même ne peut remplir cette tâche, car, ainsi que les Florentins l'ont montré lorsque le pape les a menacé des foudres de l'excommunication, ils ont préféré le salut de leur patrie au salut de leur âme (47).

Nous sommes ici au cœur de la pensée de Machiavel. Les moralistes de la politique croient que d'une décision moralement bonne ne peuvent que découler des conséquences bonnes. Là est l'erreur. Ce n'est pas sur le moment que l'on peut apprécier la valeur de toutes les conséquences, mais uniquement avec le temps : « car le temps chasse tout devant soi et peut apporter avec soi le bien comme le mal, et le mal comme le bien » (48). Il faut donc savoir faire confiance en l'homme politique et le juger sur ses capacités politiques et non sur ses vertus morales ou sur sa piété. Il est possible que les exigences de l'intérêt général l'oblige à faire des entorses à ce que nous considérons, du point de vue de la morale personnelle, comme bon, car il y a une spécificité du bien commun qui n'est pas l'addition ni la conséquence des biens particuliers. Il est fréquent que ce qui est condamnable du point de vue de la morale individuelle peut être profitable pour la communauté. Ainsi parlant du prince il écrit : « Et **etiam** qu'il ne se soucie pas d'encourir le blâme de ces vices sans lesquels il ne peut aisément conserver ses Etats ; car, tout bien considéré, il trouvera quelque chose qui semble être vertu, et en la suivant ce serait sa ruine ; et quelque autre qui semble être vice, mais en la suivant, il obtient aise et sécurité » (49). Le problème n'est donc pas

(45) Le Prince, XV, p. 335.

(46) Discours sur la première décade, I, XXVII, p. 442.

(47) Histoires florentines, III, VII, p. 1.078.

(48) Le Prince, III, p. 296.

(49) Ibid., XV, p. 336.

Entrée du Palazzo Vecchio, avec le David de Michel-Ange.

de faire une politique morale, mais d'assumer les responsabilités politiques avec tous les honneurs et tous les inconvénients. La morale du politique consiste à s'acquitter des devoirs que la charge impose, au même titre que la morale du professeur est de faire les meilleurs cours et celle du prêtre de remplir sa tâche de prêtre et non une autre.

Evidemment la morale courante approuvera le fait de faire régner la prospérité et d'instaurer de bonnes lois, mais le problème se pose avec plus de difficultés lorsqu'il s'agit de la sécurité. Lorsqu'une cité entend être indépendante comme Etat, il faut qu'elle se protège contre les Etats rivaux et qu'elle prenne les mesures en conséquence pour s'opposer aux convoitises rivales, parfois au détriment du confort des morales individuelles. Ce n'est que si le pouvoir politique répond efficacement à cette volonté qu'il s'acquitte moralement de son devoir, s'il est vrai qu'il n'existe de sta-

bilité dans aucune institution politique si l'on ne pourvoit pas à la défense de l'Etat » (50). Est-ce que l'homme politique remplit encore sa tâche s'il accepte de sacrifier la concorde intérieure aux arbitraires des désirs individuels qui prennent prétexte de la moralité subjective de leurs aspirations pour leurs fins particulières ? Certes, il serait moralement préférable que de n'instituer que de bonnes lois, mais les hommes ne les respectent pas, même si elles étaient les meilleures. Par conséquent il faut faire appel à la force. « Il faut donc savoir qu'il y a deux manières de combattre, l'une par les lois, l'autre par la force : la première sorte est propre aux hommes, la seconde propre aux bêtes ; mais comme la première bien souvent ne suffit pas, il faut recourir à la seconde. Ce pourquoi est nécessaire au Prince de savoir bien pratiquer la bête et l'homme » (51). Pourquoi exigerait-on du pouvoir de pratiquer une politique morale quand les hommes sont à la fois bons et méchants ? Comment peut-on exiger d'un gouvernement d'être toujours fidèle à ses promesses, au prix de la sécurité générale, quand les hommes sont souvent infidèles à leurs serments ? L'homme politique est un homme, à l'image des hommes qu'il gouverne. Il n'est pas, lui non plus, ni tout bon ni tout méchant. La flatterie consiste à faire croire à une politique qui serait absolument bonne, par exemple à faire régner la prospérité sans avoir à se préoccuper de la défense extérieure ni de la protection intérieure des citoyens les uns contre les autres. La moralité de l'homme politique est de faire de bonnes lois, mais aussi d'avoir de bonnes troupes. L'attitude immorale est par exemple celle des habitants de Capoue qui ont voulu assurer la défense des autres cités, alors qu'ils étaient incapables d'assumer la leur, et qui ont de ce fait ruiné leur cité et celles de leurs alliées (52).

S'il n'y a pas pour Machiavel de politique morale, il y a une morale du politique. C'est la vertu ou le sens de la responsabilité dans la conduite des affaires de la cité, c'est-à-dire la capacité de remplir au mieux la tâche au service de la collectivité. C'est ce qui ressort de l'admirable texte du Prince : « Or, que nul seigneur ne pense pouvoir jamais choisir un parti qui soit sûr, qu'il estime plutôt qu'il les prenne tous incertains : car l'ordre des choses humaines est tel que jamais on ne peut fuir un inconvénient sinon que pour en courir un autre. Toutefois la prudence gît à savoir connaître la qualité de ces inconvénients et choisir le moindre pour bon » (53). La tâche du politique est toujours minimale, non point maximale, comme celle de la morale ou de la religion. Il remplit efficacement son rôle s'il crée la prospérité, assure la sécurité par la puissance et protège les uns contre les autres. Encore faut-il qu'il n'ait pas peur de sa propre ombre : « Toutefois il ne doit pas croire ni agir à la légère, ni se donner peur soi-même, mais procéder d'une manière modérée, avec sagesse et humanité, de peur que trop de confiance ne le fasse imprudent et trop de défiance ne le rende

insupportable » (54). La finalité du politique, la voici : « Outre ces choses, un Prince doit montrer qu'il aime la vertu, et doit porter honneur à ceux qui sont excellents en chaque art. Après il doit donner courage à ses citoyens de pouvoir paisiblement exercer leurs métiers, tant dans la marchandise qu'au labourage et dans toute autre occupation humaine, afin que le laboureur ne laisse ses terres en friche de peur qu'on ne les lui ôte et le marchand ne veuille pas commencer un nouveau trafic par crainte des impositions. Le Prince donc donnera récompense à ceux qui veulent faire ces choses et à quiconque pense en quelque autre manière que ce soit à enrichir sa ville ou son pays. En outre il doit en certain temps de l'année ébattre et détenir son peuple en fêtes et jeux. Et comme chaque ville est divisée en métiers ou en tribus, le Prince doit faire cas de ces groupements, être quelquefois dans leurs assemblées, donner de soi exemples d'humanité et magnificence : néanmoins qu'il ne déroge point à la majesté de son rang, car elle ne lui doit jamais faillir » (55). Ainsi, la vertu de l'homme politique ne consiste pas uniquement dans le talent personnel de la diplomatie et de la stratégie, mais aussi dans sa capacité de protéger les autres activités, qu'elles soient économique, artistique, religieuse, afin qu'elles puissent s'épanouir librement selon leurs normes et présupposés propres, dans l'intérêt du pays tout entier. Le rôle de la politique est de protection et pour le remplir il faut la puissance.

La morale du politique consiste donc à savoir prendre ses responsabilités au service de tous et éventuellement à se rendre coupable éthiquement pour le bien de la cité. Cela ne veut pas dire qu'il y a une double morale, celle des individus et celle de la collectivité politique. De même qu'on peut se rendre coupable dans n'importe quelle autre activité, on le peut également en politique. Pourquoi exigerait-on de la seule fonction politique qu'elle soit innocente ? Comme n'importe quel autre homme, l'homme politique n'est ni tout bon ni tout méchant, mais il y a des chefs qui sont plutôt l'un ou plutôt l'autre. Malheureusement le plus honnête n'est pas toujours le plus compétent ni le plus efficace. Inversement les plus odieux candidats au pouvoir réussissent souvent à faire croire qu'ils sont à la fois les plus habiles, les plus intègres, les plus respectables et les plus humains. C'est là le tragique de toute politique. L'homme qui vient au pouvoir peut être un Churchill ou un de Gaulle, il peut n'être également qu'un Daladier ou un Nitti, mais il peut aussi être un Hitler ou un Staline. Toute choix est un risque. La fortune des hommes politiques n'est pas identique à la fortune des peuples. Il y a des choix désastreux, dont les conséquences sont catastrophiques, alors que les intentions étaient bonnes. La grandeur et la faiblesse de la politique s'éprouvent à l'expérience. Elle n'est ni bonne ni mauvaise en elle-même. Seuls nos choix sont heureux ou malheureux.

(50) Histoires florentines, II, V, p. 1.006.

(51) Le Prince, XVIII, p. 341.

(52) Discours sur la première décade, II, XI, p. 541.

(53) Le Prince, XXI, p. 359.

(54) Ibid., XVII, p. 339.

(55) Ibid., XXI, p. 359.

Machiavel et l'historicisme

par Emilio Gentile

LA pensée de Machiavel ne peut se concilier avec l'idée d'une rationalité des événements historiques, idée qui est l'essence de l'historicisme. L'histoire, selon les historicistes, est réalité rationnelle et il n'y a en elle rien de fortuit ; chaque fait a une logique et une valeur dans son origine, son évolution et sa fin. Le relativisme, qui dérive logiquement de cette historicité des valeurs atteint son sommet en affirmant l'histoire comme valeur absolue. Sous cet aspect, l'historicisme est présent dans de nombreuses idéologies contemporaines. Comme l'avait imaginé un précurseur de l'historicisme, sous les vicissitudes humaines on discerne le regard vigilant d'une « Providence » que rien ne distrait de l'œuvre de l'homme, que cet homme soit un saint ou un criminel, un héros ou un lâche, un grand ou un petit, qu'il affronte la lutte ou qu'il la déserte. Cette « providence » conserve les pensées et les œuvres pratiques des hommes, les transmettant aux nouvelles générations qui s'approprient ce patrimoine, l'enrichissent, l'améliorent, le transmettent au crédit des générations suivantes. Chaque époque, selon l'historicisme, est plus riche, plus belle, meilleure et plus sage que la précédente. La décadence est une apparence. La Providence ou l'astucieuse raison ou le dialectique des structures utilisent le bien et le mal pour le progrès de l'humanité, considéré comme inexorable. Dans le flot rationnel des événements, sous l'apparence d'un mouvement chaotique, l'individu doit agir en s'abandonnant au courant avec l'espérance de se sentir investi d'une mission, peut-être inconnue de lui, et d'être toujours confiant dans l'avenir, malgré les circonstances contraires, parce qu'il n'y a pas d'événements qui n'aient un sens, c'est-à-dire une signification et une fin. Les historicistes ne sont pas d'accord entre eux pour donner une définition théorique de l'historicisme, mais ils sont tous également convaincus de posséder le secret du sens de l'histoire, qu'ils soient révolutionnaires ou conservateurs, respectueux du passé sous toutes ses formes ou croyant en l'avenir.

MACHIAVEL ET LE SENS DE L'HISTOIRE

Le sens de l'histoire est révélé à tous ceux qui se dépouillent de leur individualité et se plongent dans la marée historique qui monte vers le Bien. Pour toutes les conceptions historicistes, l'individu est une institution insignifiante de l'histoire qui le contient et le justifie.

L'historicisme était né comme une compréhension de la réalité humaine passée, selon l'origine individuelle de chaque phénomène, en éliminant la transcendance des choses du monde. Ensuite il est devenu une religion optimiste de l'avenir. Tout est histoire et puisque le déroulement de l'histoire est la réalisation de la Raison et que la Raison est le Bien, l'avenir verra le succès du Bien. L'historicisme ne nie par le Mal, mais le considère comme une résistance, un stimulant et une occasion du Bien. Le Mal est l'ombre du Bien. Le Bien triomphe toujours et, naturellement l'historicité, qui est sa chose, est le Bien ; on la représente sous une forme humaine et elle dit aux hommes : « Travaillez... avec tout vous-mêmes, chaque jour, chaque heure, dans chacune de vos actions ; et laissez faire la divine Providence, qui en sait plus que chacun de vous et travaille avec nous, en nous et au-dessus de nous ». (Benedetto Croce, Histoire de l'Europe au XIX^e siècle).

Karl Löwith a écrit, dans « d'Hegel à Nietzsche » : « Aujourd'hui encore l'historicisme, comme foi dans le sens de l'histoire, représente la religion des « hommes cultivés », pour qui le scepticisme est trop faible et a moins de pouvoir qu'une foi quelle qu'elle soit. » L'historicisme est succédané à bon marché de la foi. Qu'y a-t-il en effet de meilleur marché que de croire que tout ce long processus de l'histoire n'a pas encore abouti et, s'il s'est révélé riche de conséquences, doit avoir un sens et un but ? Si « tout tombe dans l'histoire », l'histoire du monde et de l'esprit est fondamentalement riche de perspective, puisque son principe est le progrès vers l'avenir, qui constitue l'essence du temps.

ment, que ce mouvement soit ascendant ou descendant. « Et moi, en pensant comment les choses procèdent, je juge que le monde a toujours été le même, et, dans cette manière d'être, il y a autant de bon que de mauvais ; mais ce mauvais et ce bon varient d'une province à l'autre, comme on le voit par l'étude de quelques royaumes antiques, qui variaient de l'un à l'autre par le changement des costumes, mais le monde restait le même ». (Discours II, préface). Si nous considérons l'admiration et la passion de Machiavel pour les Romains et le monde païen, qu'il avait toujours devant les yeux quand il raisonnait des choses du présent, on peut penser que pour lui l'histoire, bien loin d'être en progrès, est en décadence. Le monde romain apparaît à Machiavel comme un cycle parfait et complet, dans lequel toutes les formes de vie sociale sont données ; elles représentent un modèle pour l'action dans un monde gâté par la religion chrétienne.

« Qui veut savoir ce qui sera, qu'il considère ce qui a été ; parce que toutes les choses du monde, en tout temps ont eu leur pendant dans les temps antiques. Ce qui se produit parce que les hommes ont et auront toujours les mêmes passions, et leurs actions, il faut en convenir, auront toujours les mêmes effets ». (Discours, III, 43).

Selon Machiavel, en effet, les hommes « naissent, vivent et meurent toujours selon le même ordre ». (Discours, I, 11). Celui qui connaît les actions passées peut mieux agir dans le présent et mieux se préparer pour l'avenir parce que les éléments n'ont pas changé et que les hommes sont toujours les mêmes : « Et qui considère le passé et le présent, reconnaît facilement comment dans toutes les cités et dans tous les peuples il y a les mêmes désirs et les mêmes amours, et comment ils existeront toujours.

En sorte qu'il est facile à qui examine avec soin le passé, de prévoir dans chaque république le futur et de montrer les remèdes dont les Anciens ont usé, ou, si on ne les retrouve pas, d'en inventer de nouveaux grâce à la ressemblance des accidents. Mais parce que ces considérations sont négligées ou ne sont pas comprises de celui qui lit, ou si elles sont comprises ne sont pas connues de celui qui gouverne, il s'ensuit que toujours ce sont les mêmes scandales qui éclatent à chaque époque ». (Discours, I, 39).

L'histoire n'est pas, pour Machiavel, le déroulement rationnel d'un dessein mais une récolte d'expériences de technique politique, un livre de recettes pour l'homme de gouvernement. Ce n'est pas le développement d'une idée, l'accès à une forme d'humanité plus riche et plus parfaite, la réalisation de la Raison, le règne de la Providence. La nature humaine est immuable : le futur est, pour cette raison, la répétition du présent et du passé, selon un cycle qui ne connaît ni arrêt ni changement. Comme un médecin bénéficie des expériences des médecins qui l'on précédé, de même un homme politique doit suivre l'exemple et les actions des grands hommes du passé : « Le Prince doit lire l'histoire et considérer dans l'histoire les actions des meilleurs ; voir comment ils se sont comportés dans les guerres,

Le Palazzo Vecchio où Machiavel avait son bureau.

Il ne se passe pas de semaine sans que quelqu'un tienne un discours « historique », c'est-à-dire un discours qui en opposition aux commémorations du passé ne se préoccupe que de l'avenir, donne la conviction que seuls les siècles futurs pourront évaluer ce qui est accompli aujourd'hui. On croit que l'avenir donnera un droit historique et une justification des actions et des événements du présent, et on est plus ou moins convaincu que l'histoire est le tribunal du monde.

Comme dans toutes les religions, le futur est un état révélé aux élus et le messie est pour les uns, un individu, pour d'autres une race, ou une nation, ou une classe. La religion historiciste ne rencontre pas d'obstacles dans son affirmation progressive du Bien, ne s'arrête pas en face des sacrifices imposés aux particuliers et aux masses parce que, dit-on, l'Histoire fait payer un prix qu'on considère comme nécessaire d'acquitter pour atteindre ses buts, c'est-à-dire pour atteindre sa fin et achever cette fin dans un royaume d'hommes parfaits.

MACHIAVEL ANTIHISTORICISTE

Dans la pensée de Machiavel, on ne voit nulle trace d'historicisme. Il a une conception naturaliste de l'histoire, qui est l'opposé de la conception historiciste.

Machiavel considère l'histoire comme un processus cyclique continu et non comme un progrès. L'histoire répète invariablement ses formes, « tant il me paraît que tous les temps recommencent, et que nous sommes toujours les mêmes ». (Lettres à Guicciardini. 16-20 octobre 1525). Du passé jusqu'au présent il n'y a pas d'amélioration et il n'y en aura pas dans le futur. Les choses humaines, affirme Machiavel, sont toujours en mouve-

examiner les causes de leurs victoires et de leurs défaites, pour pouvoir éviter celles-ci et imiter celles-là ; et surtout il doit suivre l'exemple de quelques grands hommes qu'il se choisira pour modèles et il s'attachera à marcher sur leurs traces ». (Le Prince, XIV).

L'histoire peut instruire l'homme de gouvernement et lui fournir les procédés qui, utiles dans le passé, peuvent l'être encore dans le présent, du moment que les hommes et la situation se présentent de la même manière. La décadence du monde actuel, affirme Machiavel vient « de ne pas avoir la connaissance véritable de l'histoire, de ne pas en comprendre le sens, à la lecture et de ne pas en goûter la saveur ». De là vient que si nombreux soient ceux qui la lisent, ils prennent plaisir à entendre quelle variété d'accidents elle contient, sans penser autrement à l'imiter, jugeant l'imitation non seulement difficile, mais impossible ; comme si le ciel, le soleil, les éléments, les hommes étaient, dans leur mouvement, leur ordre et leur puissance, différents de ce qu'ils étaient autrefois. (Discours, I, préface).

Dans chaque technique, il y a une forme de progrès : il peut nous sembler aussi que dans chaque conception « technique » de l'histoire et de la politique, comme l'a écrit Machiavel, il y a un signe de confiance dans l'avenir. La leçon de l'histoire conduit à l'action consciente et si le prince imite les actions des meilleurs hommes du passé, il pourra fonder un Etat, le conserver et le préserver de la décadence, en évitant les erreurs comme l'y prédispose un esprit attentif à l'avenir. Mais en réalité dans cette foi de Machiavel dans l'histoire comme recueil de recettes techniques se manifeste une contradiction fondamentale de sa pensée, qui est l'aspect le plus pathétique de son pessimisme. Il exalte les grandes actions, il conseille les méthodes et les instruments pour le succès, il a confiance dans l'Etat et dans les lois qui donnent forme à la matière brute de l'humanité, il croit en l'utilité pratique de l'expérience. En son for intime, pourtant, il désespère de la valeur d'une action quelle qu'elle soit, parce que tout est destiné à périr ou à être emporté par le Hasard. Aucun recueil de recettes ne peut servir à un prince excellent, étant donné que « il est impossible d'organiser une république perpétuelle, parce que mille voies inopinées causent sa ruine ». (Discours, III, 17).

LES CONTRADICTIONS DE MACHIAVEL

Pessimiste sur la nature de l'homme et sur les vicissitudes du monde, Machiavel ressent la contradiction entre le désir d'agir et le scepticisme inspiré aussi bien de la leçon du passé que de l'expérience du présent : « De quoi m'émerveillerais-je, écrivait-il à Pierre Soderini, si mon propre destin ne m'avait montré des choses si nombreuses et si variées que je suis contraint d'admirer un peu ou de confesser que je n'ai pas apprécié, ni en les lisant, ni en les pratiquant, les actions des hommes et leurs manières de procéder ». Toute sa pensée est pétrie d'un pessimisme qui ne fait aucune concession à l'espérance, tout en étant persuadé des exigences de l'action et du besoin de construire quelque

chose de durable. C'est un cas d'opposition insurmontable entre le sentiment et la raison, quand la pensée atteint une vision si lucide des choses du monde que le caractère se rebelle et ne s'adapte pas toujours à elle. Chez Machiavel, il y a la contradiction d'un pessimiste qui ne se résigne pas : il donne et il reprend en même temps. Ses formules typiques sont opposées en un dualisme artificiel. Vertu - fortune, expérience - nécessité, fougue - prudence, volonté - circonstances. Le monde imaginaire de Machiavel est un monde dominé par la fortune, mélange de Hasard et de Destin, et il essaie en vain de contester cette domination : « Je sais que plusieurs ont cru et croient encore que les choses de ce monde sont gouvernées soit par la fortune, soit par Dieu, d'une manière telle que la prudence humaine ne peut rien contre les événements ; en sorte qu'il est inutile de s'en mettre en peine, et de chercher à les prévenir ou à les diriger ». (Le Prince, XXV).

Machiavel ne se résigne pas complètement à cette renonciation et veut trouver une ouverture par l'action de l'homme. « Les révolutions dont nous avons été et dont nous sommes encore les témoins sont bien propres à accréditer cette opinion, contre laquelle j'ai quelquefois moi-même bien de la peine à me défendre, lorsque je considère combien ces événements dépassent toutes nos conjectures. Cependant, comme nous avons un libre arbitre, il faut, ce me semble, reconnaître que le hasard ne gouverne pas tellement le monde que la prudence humaine n'ait quelque part à tout ce que nous voyons arriver. » (Le Prince, XXV)

Il est évident que cette réponse n'est pas une solution logique de la contradiction. C'est un expédient, un compromis pour répartir ce qu'on ne possède pas. La « science politique » de Machiavel se fonde sur ce compromis.

Après la faillite de ses ambitions politiques, durant ses années d'exil, Machiavel reconnaît toujours plus à la fortune la domination sur les choses humaines. Sa correspondance de ces tristes années le prouve amplement. Il ne sert à rien à l'homme d'être impétueux ou prudent en face de la fortune. Celle-ci « veut être l'arbitre de toutes les choses humaines » et l'ennemie de la gloire des hommes, comme elle le démontre envers le duc de Valentinois et envers Castruccio, qui « quand c'était le temps de lui donner la vie, la lui a enlevée et interrompit les desseins que quelque temps avant il avait pensé réaliser ». La fortune veut démontrer au monde « qu'elle est la façade des grands hommes, elle et non la prudence ; elle a commencé à démontrer sa force en un temps où la prudence ne pouvait y avoir aucune part, alors qu'on devait au contraire lui reconnaître toute la part » (Vie de Castruccio Castracani). La fortune est la ruine de la gloire : « La fortune sait bien faire ceci : choisir un homme, quand elle veut réaliser une grande action, qui ait assez d'esprit et de vertu pour reconnaître cette occasion qu'il lui doit... : et si personne ne veut manifester sa puissance, ou l'amasser, elle le prive de toute possibilité de faire quelque chose de bien ». (Discours, II, 29).

Florence, vue des jardins Boboli: Santa Maria del Fiore et Palazzo Vecchio.

Les hommes peuvent seconder le dessein de la fortune, mais ne peuvent s'y opposer « ils peuvent tisser la trame qu'elle a ourdie, non la rompre. » (Discours, II, 29).

Machiavel n'a pas donné une définition de la fortune. En un sens moderne, nous pouvons l'entendre comme le résultat des actions humaines : le hasard et la nécessité ensemble, océan d'imprévu et de fatal qu'aucun individu ne peut embrasser, ni contrôler avec l'esprit et son action, pour cette raison, va s'y perdre. Une conséquence reste inconnue de ceux qui agissent : les actions des hommes sont, elles aussi, contenues en elle et elle les confond et les conduit vers des directions inimaginables et imprévisibles. Cette idée de la fortune est analogue à la conception qu'a Vico de la Providence et à l'habileté de la Raison selon Hegel, les deux pères de l'historicisme, mais diffère d'elles, en ce que Machiavel n'a jamais pensé que l'histoire et la fortune fussent rationnelles et eussent un sens.

PARODIE DE LA PROVIDENCE

De même qu'il n'y a pas trace de progrès ni de liberté dans la pensée de Machiavel, de même n'y paraît pas la Providence, rationalité supérieure des événements humains. Au mieux quelquefois elle apparaît, mais il s'agit d'une parodie de la rationalité des événements sur laquelle se fonde l'historicisme. Par exemple Machiavel présente comme une « providence » de la nature le fait qu'elle remédie à l'excès de population d'une région, quand l'émigration n'est pas possible, « ou par la peste, ou par la famine, ou par l'inondation » parce que « la nature, comme dans les corps simples quand elle veut éliminer beaucoup de matière super-

flue, procède d'elle-même à plusieurs mouvements et fait une purge qui sauve ces corps ; de même la nature intervient dans ces corps mixtes nés de la génération humaine, quand toutes les provinces sont pleines d'habitants, au point qu'ils ne peuvent plus vivre ni aller ailleurs pour occuper et remplir tous les cioux ; et quand l'astuce et la malignité humaine est venue d'où elle peut venir, il est nécessaire que le monde se purge par l'un de ces trois moyens : la peste, la famine ou l'inondation ». (Discours, II, 5).

Dans l'univers de Machiavel il n'y a pas de place pour une Raison qui s'intéresse au sort des hommes, recueille leurs aspirations et leurs œuvres, utilise leurs actions pour conduire l'humanité vers un but toujours meilleur. Il n'y a pas de place pour la Raison, la Providence, la dialectique de l'Esprit et de la Matière dans cette conception de la vie qui se résout toute en un mouvement perpétuel, comme une malédiction ou une condamnation, et à quoi sont condamnés, les cioux et les hommes.

Où il n'y a pas de progrès de la culture, du costume, des mœurs, de la sagesse, il n'y a pas de but dans les actions humaines, il n'y a pas non plus de trace d'historicisme. Machiavel « a quasi totalement épuisé son attention sur la politique comme problème proprement technique, faisant abstraction de ce qu'il y a de libre, d'impondérable, de progressif dans la conduite de l'homme. Sous cet aspect, Machiavel est absolument fermé à la conception moderne de l'histoire : pour lui, l'histoire n'est pas une évolution des formes dans une réalité toujours nouvelle, mais une répétition naturelle, physique de phénomènes immuables avec leurs lois absolument nécessaires ». (F. Montanari, La poésie de Machiavel).

LA CONDITION DE L'HOMME

Machiavel ne croit pas au progrès dans l'histoire parce qu'il ne croit pas que l'homme puisse être changé. Sa conception de l'homme est pessimiste, il tient compte de certaines catégories du bien et du mal. Ou, pour mieux dire, c'est une conception naturaliste, parce qu'il considère l'homme comme un élément quelconque de la Nature dont l'état est ce qu'il est, non ce qu'il devrait ou pourrait être. Machiavel ne se pose pas le problème moral de la nature de l'homme.

L'histoire se répète comme un procédé mécanique parce que le comportement de l'homme, sous tous les cieux et dans tous les temps, est toujours le même : « Le monde fut toujours un monde habité par des hommes qui eurent toujours les mêmes passions et toujours il y eut ceux qui commandent et ceux qui obéissent, et parmi eux, ceux qui obéissent volontiers et ceux qui obéissent à contre-cœur » : (Du moyen de traiter les peuples révoltés de la Valdichiana). Les principaux mobiles des actions humaines sont, pour Machiavel, l'ambition, la peur, l'avidité, l'ennui. Les hommes font le bien seulement s'ils y sont poussés par la nécessité, « mais on peut dire ceci en général : que les hommes sont ingrats, changeants, dissimulés, timorés et âpres au gain. Tant qu'on leur fait du bien, ils vous sont tous dévoués : ils vous offrent leurs biens, leur sang, leur vie et jusqu'à leurs propres enfants lorsque vous n'en avez pas besoin ; mais quand vous en avez besoin, ils se révoltent ». (Le Prince, XVII).

Machiavel affirme que l'action politique doit avoir comme postulat la méchanceté humaine. « Il est nécessaire à qui dispose d'une république et y ordonne les lois, de supposer que tous les hommes sont des rois et qu'ils ont toujours tendance à utiliser la malignité de leur esprit chaque fois qu'ils auront l'occasion de le faire : et quand aucune malignité ne se manifeste de quelque temps, cela vient de ce que, pour ne pas être vue faisant l'expérience du contraire, elle ne se fait pas reconnaître : mais vient toujours à la fin un temps où éclate la vérité ». (Discours).

La conception de l'histoire, chez Machiavel, naît de cette idée de l'homme : l'homme ne suit pas un idéal de justice, de paix, d'équilibre, d'amour mais seulement la satisfaction de sa nature mauvaise. Il n'y a pas de place pour la conscience quand il y a le succès comme résultat. A un tribun lors de l'émeute des cardeurs de laine, Machiavel fait dire « Ni le remords, ni l'infamie ne doivent vous effrayer ; car il n'y a jamais d'infamie pour ceux qui l'emportent, quelle que soit la façon dont ils l'emportent : Et des reproches de la conscience nous ne devons pas plus tenir compte, parce que partout où existe, comme chez nous la crainte de la faim et de la prison, celle de l'enfer ne peut trouver place. Si vous examinez le moyen de procéder des hommes, vous verrez que tous ceux qui sont parvenus à de grandes richesses et à une grande puissance y sont parvenus par la ruse et par la force : et qu'ensuite tout ce qu'ils ont usurpé par fourberie ou par violence, ils

le recouvrent faussement du titre honnête, de gain, pour cacher l'infamie de son origine. Ceux qui, par trop de prudence ou trop de faiblesse n'osent pas employer ces moyens, se plongent chaque jour davantage dans la servitude et la pauvreté ; car les serviteurs fidèles restent toujours esclaves, et les bons restent toujours pauvres : il n'y a que les trompeurs et les audacieux qui sachent briser leurs chaînes, et les voleurs et les fourbes qui sachent sortir de la pauvreté. Dieu et la nature ont mis la fortune sous la main de tous les hommes ; mais elle est plutôt le partage de la rapine que de l'industrie, d'un métier infâme plutôt que d'un travail honnête : voilà pourquoi les hommes se dévorent entre eux et que le sort du faible empire chaque jour. » (Histoire de Florence, III, 13).

La lutte de l'homme contre l'homme par désir d'acquiescer n'a pas de trêve, parce que l'homme ne connaît pas de terme à son ambition, ne se contente pas de ce qu'il a, s'il ne continue à monter ; les appétits des hommes sont insatiables « parce qu'ayant reçu de la nature de pouvoir désirer tout et de la fortune, de pouvoir obtenir peu, il en résulte une insatisfaction continuelle dans les esprits humains, et un dégoût de ce qu'ils possèdent. » (Discours, II, préface).

Mais, rassasiés, les hommes, « une chose ayant échoué, ne veulent pas se contenter ainsi et en désirent une autre ». (Histoire, IV, 14). Et ce désir ne pourra être jamais satisfait parce que « si nous désirons la totalité, la partie ne peut nous satisfaire » (Histoire, VI, 20). De la même façon, encore, dans son poème en vers de *L'Ane d'or*, Machiavel explique la cause « du changement des choses du monde » :

Ce qui renverse les royaumes de leurs sommets les
[plus élevés
plus qu'autre chose, c'est que les puissants
de leur puissance ne sont jamais rassasiés.

De là vient que ne sont jamais satisfaits
ceux qui perdent, et qu'il s'amasse des jalousies,
pour ruiner ceux qui sont restés vainqueurs.

De là vient que l'un s'élève et l'autre meurt ;
et que celui qui s'élève se détruit toujours lui-même
par ses ambitions nouvelles ou par sa peur.

C'est cet appétit qui détruit les Etats :
et ce qui est le plus étonnant c'est que chacun
connaît cette erreur et que personne ne l'évite.

(V. 37-48)

C'est la « force » de la nature humaine qui ne peut
cesser d'aspirer à la puissance, par crainte ou par
ambition, en sachant pourtant que la puissance porte
en elle sa ruine. La puissance est nocive et « il vaudrait
mieux tenir sous l'eau et sa queue et sa croupe »
(V. 53-54).

L'homme ne connaît pas un état parfait de tranquillité, de satisfaction et il est poussé par la vertu ou la nécessité d'agir ; en conséquence les Etats persèverent

Visages de Florentins dans « le Voyage des Rois Mages » de Benozzo Gozzoli (Palazzo Medici Riccardi).

pour un temps bref dans la stabilité avec l'aide des ordres et des bonnes lois. Tous les règnes, juge Machiavel, ont commencé dans la vertu et ont fini dans la corruption :

« Le courage fait les Etats tranquilles ;
et de la tranquillité naît ensuite la mollesse,
et la mollesse ravage les pays et les villes.

Ensuite quand une province a été dans un état de discordes pendant un certain temps, la vertu revient à nouveau s'y établir.

Celui qui gouverne peut et veut cet ordre des choses afin que rien ne soit ou ne puisse être stable sous [le soleil.

Et on a toujours vu et on verra toujours
le mal succéder au bien
et le bien succéder au mal,
et l'un sera toujours la cause de l'autre. »

(V. 94-105).

De cela découle l'aventure perpétuelle et immuable des choses humaines. Les hommes sautent d'une ambition à l'autre, désirant naturellement acquérir richesse et gloire ; ils ne sont pourtant jamais sûrs de leurs possessions s'ils ne les étendent. L'ambition propre ou la pauvreté, source d'envie et d'avidité des biens d'autrui, les contraignent à ne jamais se reposer dans leurs limites, à acquérir sans cesse plus, suscitant ainsi de nouvelles envies et de nouvelles peurs, jusqu'à ce que tout tombe en ruine. Selon Machiavel, en effet, « l'homme ne croit posséder sûrement ce qu'il a que s'il acquiert plus que ce qu'il a ». En outre, ceux qui possèdent beaucoup peuvent changer avec une grande puissance et une grande mobilité.

Il y a plus : « ceux dont les comportements sont inconvenants et ambitieux allument dans le cœur de ceux qui n'ont rien la volonté de posséder soit pour se venger de ceux qui les ont dépouillés, soit pour pouvoir jouir de ces richesses et de ces honneurs qu'ils voient mal utilisés par les autres ». (Discours, I, 5). Tout cela pour Machiavel, est naturel et, pour cette raison, sans remède ; ce ne peut être changé comme on ne peut changer le mouvement des astres et la loi de la pesanteur. La nature des hommes est telle qu'ils ne pourront jamais avoir la paix, ni atteindre un état de parfaite harmonie entre les désirs et la réalité. Le destin a marqué chaque homme d'une condamnation qui le porte à être, par nécessité, « mauvais ». C'est comme un péché originel qui a enlevé pour toujours à l'homme la possibilité de racheter sa nature et de retrouver son innocence perdue. Le véritable père de l'humanité a été Caïn :

« O ! esprit humain insatiable, orgueilleux
sournois et changeant et par-dessus tout
mauvais, injuste, emporté et cruel,
Puisque c'est par ta volonté ambitieuse
que s'est produite la première mort violente
dans le monde et que fut ensanglantée la première
[herbe !

Croissant ensuite, cette mauvaise semence
multipliant la cause du mal
il n'y a pas de raisons pour qu'on se repente
de faire le mal.

De là vient que l'un monte et l'autre descend,
de là vient la révolution sans lois ni traités
qui change tout Etat mortel » (De l'ambition W 55-66).

L'homme ne peut donc éliminer, selon Machiavel, du monde et de lui-même « l'appétit malhonnête de l'avoir ».

L'unique morale qu'il peut suivre est la magnanimité des actions, en sachant qu'il est « nécessaire de tenir l'épée et non le livre dans la main » et en se montrant capable d'être, ou tout bon, ou tout mauvais, en tirant de la grande masse des hommes privés de dignité, médiocres dans l'esprit qui anime leurs actions et prudents, ce qui leur fait tenir les voies du milieu sans aucune audace ni grandeur de dessein. Dans une histoire privée de sens et de repos, où les événements suivent sans ordre le caprice du Hasard et fuient les pesantes élaborations des esprits experts, la dignité de l'homme, pour Machiavel, est dans le courage de l'action, même si on a conscience qu'agir c'est risquer et que les actions quelles qu'elles soient, même les meilleures, se perdent dans le nombre infini des combinaisons dans lesquelles le Hasard, la Nécessité et la Nature changeante des hommes ont une puissance indistincte. Toutefois « il vaut mieux agir et s'en repentir que de ne pas agir et s'en repentir » (Lettre à Vettori, 25 février 1514). L'homme est condamné à l'action par sa nature et il est impossible d'imaginer, dans le passé, dans le futur — dans lequel les partisans de l'historicisme voient le règne de la tranquillité et de la réalisation complète du bien, — une humanité transformée et satisfaite d'elle-même. Dans l'univers de Machiavel domine la nécessité, force de la nature qui contraint les hommes au mouvement perpétuel et immuable parce que « rien sur terre ne persévère dans le même état » (L'Anc d'or, III, W 92-93).

Quand il n'est pas agité par la peur et par l'ambition, l'homme est tourmenté par l'ennui. C'est pourquoi l'homme ne peut atteindre un état de perfection : « Comme les choses amères perturbent le goût et les choses

douces l'affadissent, de même les hommes sont insatisfaits du bien et se plaignent du mal. » (Lettre à Soderini).

Dans son poème en vers de « l'Anc d'or », qui est sans doute son écrit le plus pessimiste, Machiavel soutient que les bêtes sont certainement plus heureuses que les hommes parce qu'elles sont privées de la pensée, qu'elles n'ont pas d'ambition, cause du comportement agité de l'homme. L'Ecclésiaste seul et Léopardi ont exprimé un pessimisme aussi grand sur la nature humaine, tout à fait étranger et inconciliable avec l'idée de la rationalité de l'Histoire comme réalisation du Bien (quel que soit le Bien). L'homme est malheureux « plus qu'aucun animal sur terre » ; il naît nu et sans défense, « dans les pleurs sa vie commence », sa vie est plus fragile que celle d'un cerf ou d'une oie, son corps n'a pas d'organes de défense comme les autres animaux, et il est rongé, lui seul, par l'ambition et l'avarice. La nature et la fortune le trompent et lui font imaginer le bien sans aucun effet :

« Vous avez l'ambition, la luxure et la douleur,
et l'avarice qui donnent la gale
à votre vie que vous estimez tant.
Aucun autre animal se trouve avoir
vie plus fragile et plus grande volonté de vivre,
crainte plus confuse et rage plus grande.
Un porc ne tourmente pas un autre porc.
Un cerf, un autre cerf ; seul l'homme assomme,
crucifie et dépouille un autre homme. »

(L'Anc d'or, VIII, 136-144).

Emilio GENTILE ■

Apparence et réalité

dans l'œuvre de Machiavel

par Maurice Cranston

ON dit souvent que date de Machiavel la théorie d'une politique sans moralité, ou encore que Machiavel introduit l'idée de deux moralités, l'une privée valable pour les rapports entre les hommes et l'autre politique gouvernant les actions des dirigeants. Je crois que ces deux interprétations sont erronées toutes les deux. La thèse de Machiavel, quand on la comprend bien, est qu'il y a une seule moralité, mais que le dirigeant doit parfois l'enfreindre ou la violer. Ce que Machiavel écrit réellement dans le fameux chapitre 19 du *Prince* est que le dirigeant ne devrait pas s'écarter de ce qui est moralement bon s'il peut s'y conformer, mais qu'il devrait savoir comment faire le mal, quand cela est nécessaire. Machiavel ne prétend en aucun cas que le mal est autre chose que le mal. Sa pensée est que le dirigeant doit être prêt et disposé à faire de mauvaises actions, sachant qu'elles sont à la fois mauvaises et impératives.

Une expérience qui contribua à convaincre Machiavel de la valeur de cette opinion fut la manière dont Pierre Soderini assumait les fonctions de « gonfalonier » à Florence. Soderini était un homme aux principes moraux élevés et inflexibles. Son comportement, dirigé par un sens de la justice irréprochable et scrupuleux envers ses ennemis, eut pour conséquence l'invasion de la ville florentine de Prato par les troupes espagnoles du Cardinal de Médicis et les crimes atroces qu'elles y commirent. Machiavel tira de cette expérience une leçon : à savoir que l'homme d'Etat ne devrait pas tolérer que ses rapports avec d'autres Etats soient gouvernés par les mêmes scrupules moraux que ceux qui devraient gouverner les rapports entre particuliers.

Toutefois, en soulignant la nécessité pour les dirigeants d'enfreindre la loi morale dans certaines circonstances, Machiavel précise que ces atteintes aux principes doivent être réalisées avec beaucoup de discrétion et d'une manière aussi dissimulée que possible. Machiavel attache une grande importance à la distinction entre l'apparence et la réalité, et il attribue une valeur presque aussi grande à l'apparence de la vertu qu'à sa pratique. Il dit à son *prince* qu'il devrait savoir comment paraître réunir certaines qualités morales : « j'oserai bien dire, que s'il les a (les qualités dessus nommées) et qu'il les observe toujours, elles lui portent dommage ; mais faisant beau semblant de les avoir, alors elles lui sont profitables ; comme de sembler être pitoyable, fidèle, humain, intègre, religieux ; *et de l'être*, mais arrêtant alors ton esprit à cela que s'il faut ne l'être point, tu puisses et saches user du contraire ». (*Le Prince*, XVIII, Pléiade p. 342).

Beaucoup de lecteurs laissent passer les mots : « *et de l'être* ». Machiavel veut que le dirigeant soit bon la plupart du temps, et paraisse bon tout le temps. Ce conseil ouvre la porte à la doctrine inquiétante et même perverse de la raison d'Etat ; mais même ceux d'entre nous qui le déplorent doivent sûrement concéder valeur et importance à l'argumentation de Machiavel. Etant donné qu'un dirigeant doit traiter avec d'autres dirigeants qui sont parfois rapaces et sans scrupules, il ne lui est pas toujours facile de se conformer aux mêmes règles de conduite que celles qui devraient prévaloir parmi les individus d'une communauté civilisée. Mais en même temps il est de son devoir, en tant que chef d'une communauté civilisée, de faire observer la loi morale comme un exemple pour les gens qui la

lorsqu'une mauvaise action a été révélée au public, aucune personnalité de la classe politique ne peut se permettre de sembler l'excuser même si le mal qui a été commis servait un intérêt politique ; c'est pour cela que les hommes d'Etat sont prompts à condamner leurs collègues quand ceux-ci sont malchanceux au point d'avoir été découverts, même si eux-mêmes ont commis des actions semblables à leur profit, actions qu'ils ont réussi à cacher. L'hypocrisie est inévitable. Une des raisons de l'hostilité permanente des hommes politiques et des dirigeants envers Machiavel est qu'il leur conseille de faire consciemment et délibérément ce que la plupart d'entre eux font déjà naturellement mais qu'ils préfèrent ne jamais avouer ou colorer de fausses raisons.

*
**

Il est instructif, à la lumière de cette analyse, de comparer les vues de Machiavel avec celles de Rousseau, Rousseau insiste sur le fait que l'honnêteté et la sincérité sont essentielles en politique. Dans sa *Lettre à d'Alembert* sur la moralité du théâtre, il oppose le comédien, obligé par sa profession de jouer un rôle et un personnage qui n'est pas le sien, donc de parler et d'agir autrement que selon sa nature et l'orateur public dont la voix est celle de la vérité.

Dans cette *Lettre à d'Alembert*, Rousseau demande : « Qu'est-ce que le talent du comédien ? », il répond : — « L'art de se contrefaire, de revêtir un autre caractère que le sien, de paraître différent de ce qu'on est, de se passionner de sang-froid, de dire autre chose que ce que l'on pense aussi naturellement que si on le pensait réellement et d'oublier enfin sa propre place à force de prendre celle d'autrui ». Se rendant peut-être compte que ces propos pourraient inciter immédiatement le lecteur à des identifications avec les hommes politiques, Rousseau se hâte d'ajouter qu'il ne devrait pas y avoir de confusion entre le comédien et l'orateur : « La différence est très grande. Quand l'orateur se montre, c'est pour parler et non pour se donner en spectacle ; il ne représente que lui-même, il ne joue que son propre rôle, ne parle qu'en son propre nom, ne dit ou ne doit dire que ce qu'il pense ; l'homme et le personnage étant le même être, il est à sa place ; il est dans le cas de tout autre citoyen qui remplit les fonctions de son état ».

Il n'est pas nécessaire de faire une comparaison détaillée entre la description passablement malveillante faite par Rousseau du comédien et le portrait trop flatteur qu'il trace de l'orateur politique pour observer que ni sa critique de celui-là ni ses louanges de celui-ci ne coïncident tout à fait avec la justice. Car si un homme propose à son public, à la manière de l'acteur, ce qui est clairement présenté comme une imitation, il n'est pas raisonnable de se plaindre que ce qu'il propose soit une imitation. Et, de même, proclamer que le modèle idéal d'orateur est un homme entièrement et manifestement sincère ne constitue pas un éloge

Portrait de Machiavel par Santi di Tito (Palazzo Vecchio).

respectent. Par conséquent, en même temps qu'il doit parfois contrevenir aux principes de cette moralité, il ne peut pas révéler cette faculté. Ce n'est pas seulement parce qu'une réputation de fourberie rend plus difficile à un homme de tromper avec succès ; il y a une autre raison. Un dirigeant ou *prince* est une personne éminente, et même au-dessus des autres ; s'il manifeste ouvertement que la fraude et le mensonge sont parfois admissibles, il est plus que probable que des gens plus humbles suivront son exemple dans leur vie privée.

Et Machiavel n'avait aucun désir d'aboutir à une telle conséquence. Le fait que le dirigeant dans l'exercice de ses fonctions soit parfois obligé de faire le mal ne permet pas à n'importe qui de le faire, ni ne le justifie.

Le monde juge d'après les apparences, peut-être pour la seule raison que l'apparence est le seul critère de jugement qu'il ait. Si l'on se rappelle des exemples d'hommes qui ont été bannis de la vie publique au cours des cent dernières années pour turpitude morale, la raison de leur chute était à l'évidence la publicité du scandale plutôt que leurs actions scandaleuses. Car nous apprenons par d'indiscrètes biographies qu'une proportion élevée d'hommes d'Etat européens et américains et parmi les plus éminents des générations précédentes — acceptèrent des « pots de vin », osèrent des mensonges énormes ou eurent des aventures diverses ; mais le fait crucial est que ces tortueuses vicissitudes demeurèrent dans l'ombre. L'éprouvante vérité est que

approprié des véritables orateurs. Il est difficile en effet de concevoir que cette description soit exacte, même s'il s'agit de l'orateur politique idéalisé. Car l'orateur politique n'est pas simplement un citoyen qui se lève et dit ce qu'il pense. C'est un homme dont la mission est de persuader ses auditeurs d'accepter, ou d'approuver une politique particulière. L'art oratoire est un art difficile, qui demande un talent naturel peu commun aussi bien qu'une formation professionnelle. La vie publique mérite notre respect, mais Rousseau ne rend pas service à l'orateur en le louant pour des qualités qu'il serait quelque peu absurde de s'attendre à trouver chez un homme politique.

C'est là que le contraste entre Rousseau et Machiavel est le plus frappant. Machiavel comprend la nature de la politique, Rousseau non. Rousseau exige la sincérité totale un peu comme les existentialistes d'une époque plus récente exigeaient l'authenticité. Et cette exigence dépasse de beaucoup ce que nous pouvons raisonnablement demander à un orateur politique. Nous réclamons de notre orateur qu'il soit logique avec lui-même, qu'il semble persuadé de ce qu'il dit, et qu'il soit et en même temps apparaisse au moins modérément honnête. Mais nous ne lui demandons pas de parler comme s'il avait prêté serment. F.D. Roosevelt était un homme d'Etat très estimable, mais aucun de ceux qui lisent ses Lettres assurant de son affection n'importe lequel de ceux qui pourraient l'aider à être élu Président, ne peut croire que Roosevelt était entièrement sincère dans ce qu'il écrivait et disait. Un homme qui écrirait de telles lettres dans les relations privées s'attirerait sans doute nos critiques ; mais la vie politique n'est pas la vie privée, et nous devons prendre d'autres critères en considération quand nous la jugeons. Les choix offerts à un homme politique sont souvent très limités, et les risques qui s'y attachent peuvent être d'à peu près égale importance. Le génie de Machiavel est d'avoir mis en évidence cet état de choses et a traité aussi clairement et franchement une situation que d'autres choisissent commodément d'ignorer.

Jean-Jacques Rousseau a perçu la distinction entre l'apparence et la réalité, mais il ne l'a pas comprise, comme en témoigne ce qu'il dit du métier de comédien. Rousseau croyait que l'apparence était du domaine du mensonge, donc mauvaise, alors que la réalité était du domaine de la vérité, et donc bonne. Le théâtre était mauvais, car c'était, selon lui, le temple des illusions ; le forum politique était bon, car c'était là que les hommes assumaient pleinement leur rôle de citoyens. Concevant ainsi l'apparence à l'opposé de la réalité, Rousseau ne put jamais saisir pleinement la nature de la vie politique, alors que Machiavel comprit que l'apparence est presque aussi importante que la réalité, qu'elle en est même une partie.

Il est curieux de remarquer que Rousseau lui-même, quand il en vint à penser très sérieusement aux possibilités offertes par la politique, non seulement excuse l'insincérité, mais va jusqu'à la recommander positivement. Quand il traite dans le *Contrat social*, de l'orateur

le plus important de tous, le législateur, le fondateur de la république, il dit que l'orateur ne doit pas parler au public avec des mots d'initié, de spécialiste parce que le vulgaire ne comprend pas le langage de l'homme instruit. Rousseau va jusqu'à recommander au Législateur d'avoir recours à la dissimulation et faire entendre que les Lois Mères de la Cité qui sont l'œuvre de son génie, lui ont été dictées d'ailleurs et d'en haut « pour entraîner par l'autorité de Dieu ceux que ne pourrait ébranler la prudence humaine ». (1)

Il est particulièrement intéressant de remarquer le philosophe que cite Rousseau pour appuyer sa recommandation. Il se sert d'une citation tirée des *Discours sur la Première Décade de Tite-Live* (Livre V, chapitre XI, Pléiade p. 412) où Machiavel écrit : « Et en vérité il n'a jamais existé de législateur qui n'ait eu recours à l'entremise d'un dieu pour faire accepter des lois exceptionnelles inadmissibles autrement ; en effet nombreux sont les principes utiles dont un sage législateur connaît toute l'importance et qui ne portent pas en eux des preuves évidentes qui puissent frapper les autres esprits ».

Les lecteurs de *l'Emile* de Rousseau peuvent se rappeler plusieurs supercheries et stratagèmes utilisés par le précepteur d'Emile pour élever le garçon dans le chemin de la vertu. Donc on ne peut pas dire que Rousseau ait constamment cru que la sincérité, l'authenticité et la transparence fussent toujours nécessaires aussi bien en public qu'en privé. En effet si la franchise est vraiment une vertu, c'est Machiavel que nous devons admirer, et non Rousseau. Car Rousseau introduit par une porte dérobée le principe même de la dissimulation qu'il avait rejeté à grand éclat. La position de Machiavel est paradoxale en cet autre sens qu'il dépouille l'homme d'Etat des masques et belles apparences en même temps qu'il lui conseille de les revêtir. Pourtant Machiavel est sûrement le plus moraliste des deux. Affirmer qu'il y a certaines exceptions à l'application de la loi morale, ne nie absolument pas — mais affirme plutôt que la loi morale a une application générale, et une application générale tellement contraignante que toute exception à l'éthique commune requiert une justification appropriée et nécessite une dissimulation très étudiée. Le projet de Machiavel n'était sûrement pas de séparer la politique de la morale, ou de conceptualiser la politique à la lumière d'une science dénuée de toute référence normative. Une telle entreprise devait être le travail d'une génération beaucoup plus récente ; j'ai nommé la nôtre.

Maurice CRANSTON ■

Professeur au London School of Economics

(1) Du *Contrat social* : « Autre difficulté qui mérite attention. Les sages qui veulent parler au vulgaire leur langage au lieu du sien n'en sauraient être entendus. Or, il y a mille sortes d'idées qu'ils est impossible de traduire dans la langue du peuple... Cette raison sublime, qui s'élève au-dessus de la portée des hommes vulgaires, est celle dont le législateur met les décisions dans la bouche des immortels, pour entraîner par l'autorité divine, ceux que ne pourrait ébranler la prudence humaine ».

Machiavel et la violence

par Bernard Guillemain

« **E**T quand vos mœurs seraient saintes, vos manières bienveillantes, vos jugements droits, ils ne suffiraient pas à vous faire aimer ; vous vous tromperiez en croyant qu'ils suffiraient, car, qui est accoutumé à vivre sans entraves, toute chaîne lui pèse, tout lien le serre : encore qu'il soit impossible de trouver un Etat violent associé à un bon prince, car il faut nécessairement ou qu'ils deviennent semblables ou que, rapidement, ils se ruinent l'un l'autre (1). » Par ces mots un délégué de Florence — auquel, de toute évidence, Machiavel prête ses propres pensées — s'adresse à Gauthier de Brienne, délégué du roi de Naples, qui s'est emparé de la tyrannie. M. Franco Gaeta, l'éditeur du texte, a commenté *stato violento* dans une note que nous croyons erronée : « un Etat que l'on tient par la force. » On ne pourrait pas, en effet, allier, même momentanément, des manières bienveillantes à l'usage de la force. Or il est clair qu'il n'y a pas pour l'auteur contradiction *in terminis* puisqu'un processus temporel, si bref soit-il, serait nécessaire pour faire éclater leur incompatibilité. Un prince saint, bienveillant, juste, pourrait en pure logique se trouver à la tête d'un Etat gouverné par violence. Les termes de *violenza*, *violento* ne signifient pas, dans le langage machiavélien la mise en œuvre d'une force impétueuse, illégitime, destinée à contraindre.

On trouve, à la vérité, une exception. Dans le *Decennale primo* on lit : « la violence et le choc de ses gens. » (2). Il s'agit d'un *apax legomenon*. Mais il figure dans d'avoir fixé son vocabulaire technique qui se formera par degrés au long de la rédaction des *Discours sur la première décade de Tite Live* et du *De Principatibus*. Les mots *violence*, *violent* demeureront toujours d'un emploi rare : on le comprendrait mal, étant donné l'intérêt porté par Machiavel aux guerres, aux conjurations, aux exécutions, s'il ne limitait leur acceptation d'une manière très précise. Très peu moderne aussi : l'inspiration est puisée à même la pensée aristotélicienne et

scolastique : il y a violence lorsqu'un système, un « ordre » est amené à agir contre sa nature ou contre sa finalité essentielle et seulement alors (3). Alors que certains termes techniques dont use Machiavel lui sont propres, comme *virtù*, *fortuna*, *ordine*, etc., nous avons affaire ici à un terme technique hérité du Moyen Age et, probablement pour cela, négligé par les commentateurs (4). Voilà un argument de plus au dossier de l'archaïsme du Secrétaire Florentin.

LES EQUIVOQUES DE LA VIOLENCE

L'opposition violent-naturel s'exprime directement en *Discours*, III, 30 d'une manière à la fois très banale : il s'agit d'opposer mort violente à mort naturelle, mais très parlante, puisque Machiavel a glissé le mot *ordine* : la mort des rivaux survient « *o per violenza, o per ordine naturale*. » Il n'y a pas d'*ordine* violent. Walker traduit faiblement : « *either by violence or in the natural course* (5) » et n'ajoute aucun commentaire, comme si *ordine* ne comportait pas chez Machiavel une signification trop précise pour que sa présence ici ne fasse pas problème. Il s'agit du système de l'univers, de l'ordre naturel des choses et certainement pas du cours naturel des événements. Lorsque des individus se rebellent contre l'ordre étatique, en tant qu'individus, nobles arrogants et sans civisme, soldats mutins, Machiavel utilise une terminologie différente : le mot le plus propre paraît

(1) « *Istorie fiorentine* ».

(2) « ... la *violenza* da sue genti e l'urto. » *Decennale primo*, un texte précoce : en 1504 Machiavel est encore loin

(3) *Thomas d'Aquin*, *Summa contra gentiles*, III, L, 385.

(4) *L'imprégnation scolastique de Machiavel a été justement relevée par Huovinen*.

(5) *Leslie J. Walker, S.J., The Discourses of Niccolò Machiavelli, London, 1950, I, p. 546. — Barincou (Pléiade), p. 684 traduit tout aussi faiblement : « la violence ou une mort naturelle. »*

alors *insolenzia*. Lorsqu'il y a perversion du système, lorsque, par exemple, les détenteurs du pouvoir sortent de la légalité, en tant que détenteurs du pouvoir, alors Machiavel parle de *violenza*. Ainsi les décemvirs, dès le début de la seconde année de leur pouvoir, alors qu'il n'y avait encore ni exactions, ni brutalités, ni menaces et qu'ils se comportaient seulement avec un excès d'orgueil « commencèrent à tenir l'Etat par violence » (6).

Il y a un lien entre la violence au sens scolastique et la violence au sens moderne, usage contraignant de la force. Mais il ne s'agit pas du tout d'identité : une déviation essentielle des *ordini* fournit la condition suffisante, mais non nécessaire, d'un abus de la force. Les décemvirs, en introduisant une manière purement aristocratique dans une démocratie mixte, ont violé la loi fondamentale sans qu'ils aient encore eu besoin de sévir contre leurs adversaires. La violence, au sens machiavélien, se présente comme une espèce de la corruption : un Etat, une société, sont corrompus lorsqu'ils ne répondent plus à la fin pour laquelle ils ont été institués. Mais ici la corruption est produite par une initiative volontaire. On considère volontiers, et à juste titre, le livre I des *Discours* comme une théorie de la corruption qui y est présentée, dans une perspective strictement déterministe, comme l'effet naturel de la durée. On ne voit d'abord pas très bien comment il pourrait s'y juxtaposer une espèce volontariste de la corruption. A y regarder de près Machiavel ne suggère rien de tel : 1^o) il y a des germes de corruption à Rome (*Nous y verrons une infinité de fautes commises par le Sénat et par le peuple au préjudice de la liberté* (7) ; 2^o) le Sénat, alerté, n'ose pas agir de peur qu'on rétablisse les tribuns. Cependant Appius Claudius échoua. Une des grandes raisons fut qu'Appius ne sut pas ménager les transitions nécessaires, qu'il ne sut pas sauvegarder l'ombre des anciennes formes, de quoi la contrainte suppose encore vivants les *ordini* antérieurs. La violence des décemvirs est donc née des mêmes causes qui engendrent n'importe quels troubles dans n'importe quel Etat.

A la vérité pour qu'un acte de violence parvienne à établir un pouvoir susceptible de se maintenir, certaines conditions doivent être remplies : ou bien le tyran s'acquiert le peuple, comme fit Nabis, tyran de Sparte, ou bien il s'appuie sur une garde d'étrangers, ou bien il s'allie avec de puissants voisins qui le protègent contre les factions de l'intérieur. S'il s'agit d'une tyrannie populaire, il est évident qu'elle ne peut s'établir que sur les ruines d'un Etat entièrement corrompu. L'énoncé des deux autres conditions comporte si évidemment une allusion à la restauration des Médicis, rentrés à Florence avec l'appui des armes de Jules II et de Raimondo di Cardona et assurés par une garde personnelle, que nous avons le droit de le commenter au moyen du récit, par Machiavel lui-même, du retour de la Famille (8). Or la *Lettre à une Dame de qualité* ne nous laisse aucun doute sur le sens donné par le Secrétaire à l'événement : la force du pape et des Espagnols aurait échoué si le pouvoir républicain et Soderini qui était à sa tête, ne s'étaient effondrés de

l'intérieur. La sottise et la faiblesse du régime sodérinien, modèle du régime corrompu, ont donc causé, et non l'intervention extérieure, le coup d'Etat de 1512.

De la corruption la violence, avec son caractère volontariste, n'est donc pas, pour Machiavel, une espèce contradictoire, mais un signe-effet. C'est sur ce point que le déterministe et naturaliste Machiavel s'éloigne le plus de ses inspirateurs scolastiques et humanistes dont il garde surtout le langage : la *verità effettuale*, c'est-à-dire l'expérience politique, enseigne que le libre-arbitre ne saurait agir efficacement contre la nécessité des faits ; l'obstacle d'un Etat bien ordonné doit être levé pour que la tentation de pervertir l'essence des *ordini* suscite autre chose qu'un fantasme ou une vaine gesticulation.

LA VIOLENCE BLAMABLE ET LA VIOLENCE PERMISE

On pourrait en tirer que la violence est exonérée de tout blâme, et, en général, soustraite à l'évaluation morale. Il n'en est rien. Machiavel a consacré deux chapitres du *De Principatibus*, les chapitres VIII et IX, à opposer les princes criminels aux princes civils (9). Il est très clair que la succession des chapitres VI à IX comporte deux dichotomies successives sans aucun lien entre elles : les actions d'Agathocle ne sont pas beaucoup plus criminelles en elles-mêmes que celles de César Borgia ; or César Borgia se trouve dans une certaine mesure loué tandis qu'Agathocle, malgré sa vaillance et son intelligence, se trouve entièrement destitué de

(6) D., I., *Les décemvirs ont pris cent vingt licteurs au lieu de vingt et se font des partisans en distribuant à la jeunesse les biens des condamnés. Cependant ils n'empiètent pas encore sur le Sénat.*

(7) Liv. I, chap. XL. *Pléiade* p. 469.

(8) *Lettre du 15 septembre 1512.*

(9) Notre commentaire suppose erroné celui, à bien des égards magistral, de M. Sasso (Niccolo Machiavelli, storia del suo pensiero politico, Napoli, 1958, pp. 252-258 et 295-296, Machiavelli e Cesare Borgia, Roma, 1966, pp. 125-149. Nous démontrerons dans notre thèse, un certain nombre de points qui justifient une nouvelle interprétation : 1^o) contrairement à la théorie défendue par Toffanin et par Chabod et qui fournit son nerf à l'argumentation de M. Sasso, si les éléments de la pensée machiavélienne sont en grande partie formés à la veille du coup d'Etat de 1512, la synthèse doctrinale ne s'annonce même pas ; elle sera réalisée entre septembre 1512 et janvier 1513 ; 2^o) contrairement à la thèse soutenue par M. Sasso la pensée de Machiavel n'évolue pas, mais demeure fixe, invariable, toujours identique à elle-même de janvier 1513 jusqu'à la mort de l'auteur, encore qu'elle ait perdu de sa fécondité après 1519 ; 3^o) en particulier la doctrine défendue dans les *Discours* sur la première décennie de Tite Live ne diffère en rien (sauf par son état d'inachèvement dans le premier livre) de la doctrine soutenue dans *Les Principautés* ; en effet contrairement à la totalité de la critique, nous affirmons la parfaite identité de vue entre les *Discours* et le *De Principatibus* : la fonction de celui-ci consiste à traiter d'apories doctrinales qui n'ont pu prendre place dans le traité sur les républiques, création des principautés, rôle du libre-arbitre, etc... ; 4^o) enfin, contrairement à tous les commentateurs, sauf Meinecke, nous considérons César Borgia comme un paradigme inessentiel quoiqu'important.

ce qu'il tenait du consentement de ses concitoyens. Sa répétition au chapitre IX souligne l'opposition symétrique de la principauté criminelle et de la principauté civile, à laquelle on parvient et que l'on gère selon les lois « *non per sceleratezza o altra intollerabile violenza.* » La violence doit donc être moralement condamnée. Or une des conséquences naturelles de la violence est, nous l'avons dit, l'usage de la force. La force violence est condamnable, de même d'ailleurs, nous le verrons, que la mise en œuvre de la force au cours de certaines actions qui présentent un rapport de similitude avec la violence (nous avons cité l'insolence). Parler de violence, au sens moderne, chez Machiavel, ne peut donc pas être traité sans erreur d'une manière sommaire, comme fait Renaudet : « Machiavel n'examine pas si l'usage de la force est licite à l'homme d'Etat (11)... ce qui est obtenu par la force est légitimement obtenu (12). » Renaudet se moque superbement non seulement de l'opposition entre les chapitres VIII et IX du *De Principatibus*, mais encore des innombrables blâmes adressés aux décemvirs, à César et à travers eux, sans doute, aux Médicis... Il s'appuie sur un commentaire spécieux de *De Principatibus*, VII, sur l'histoire de César Borgia dont l'éloge lui paraît illimité alors qu'il s'enferme dans de très étroites limites et qui, au surplus, en Romagne, n'aurait pas pu ne pas agir violemment, attendu qu'il n'y rencontrait aucun *ordine* valable : « Avant que le pape Alexandre VI eût délivré la Romagne des seigneurs auxquels elle obéissait, cette contrée était le repaire de tous les crimes. Les causes les plus légères y produisaient des meurtres et des pillages effroyables. » (13).

Cette Romagne en désordre, où les seigneurs utilisaient leur puissance pour rançonner leurs sujets en multipliant les contraventions et les spoliations offre précisément l'exemple de la force mal employée parce qu'employée pour le mal. Il convient donc de savoir quand l'usage de la force est licite et quand il est prohibé. Il faut distinguer deux problèmes : 1°) dans quelles conditions positives l'usage de la force peut-il réussir ? 2°) à quelles conditions l'usage de la force est-il moralement permis ? Walker, d'après son *Subject Index* ne trouve chez Machiavel qu'une réponse à la première question. La totalité de l'œuvre répond à la deuxième et l'on ne saurait, sans alourdir le texte, rapporter toutes les affirmations concordantes : Machiavel regarde la violence comme illicite toutes les fois qu'il s'agit de détruire un Etat encore gaillard, d'usurper le pouvoir et encore, d'une manière générale, de servir des intérêts particuliers. L'Etat lui-même n'est pas regardé par Machiavel comme une association de particuliers dont

Charles Quint : ses soldats saccagèrent Rome, en mai 1527 ;
l'unité italienne se réalisera trois siècles plus tard
(portrait, école flamande du XVI^e siècle au Louvre).

louange : « Néanmoins sa cruauté sauvage, son inhumanité jointes à d'infinis traits excellents empêchent qu'il soit célébré parmi les hommes les plus excellents. On ne peut donc attribuer à la *fortuna* ou à la *virtù* ce qu'il a obtenu sans l'une et sans l'autre. » Comment Agathocle mérite-t-il cette condamnation rigoureuse ? Il a été élevé à la principauté par la voie constitutionnelle, mais 1°) il a décidé de régner seul, sans plus supporter les liens des *ordini* ; 2°) il a rejeté tout « *obbligo d'Altri* », or la gratitude constitue pour Machiavel le lien social primitif (10). Oliveretto Eufreducci subit la même sentence pour avoir manqué de reconnaissance envers son oncle et éducateur. Cela suppose que pour l'un et pour l'autre le crime ne se trouve pas dans l'usage de la force, qui peut être légitime, mais dans la violence. Le terme, d'ailleurs, rarissime dans le *De Principatibus*, apparaît au chapitre IX : Agathocle a voulu « *tenere con violenza* »

(10) *D.I. chap. 2* : « C'est de là que naquit la connaissance de la différence entre les choses honnêtes et bonnes et les choses pernicieuses et criminelles ; en effet si l'on voyait quelqu'un nuire à son bienfaiteur, la haine et la compassion naissaient entre les hommes : ils blâmaient les ingrats et honoraient ceux qui savaient se montrer reconnaissants... ».

(11) Machiavel, *Paris*, 3^e éd. p. 220.

(12) *ibid.* p. 227.

(13) *Discours Liv. III, chap. XXIX, Pléiade* p. 682.

l'intérêt serait l'intérêt moyen des personnes privées, mais l'Etat, la société, le peuple, sont toujours considérés en corps et l'intérêt collectif comme radicalement distinct des intérêts particuliers. La violence est donc permise dans la mesure et dans la mesure seulement où elle est au service de la collectivité, elle est interdite dans tous les autres cas. Le fondateur agit par violence, par violence agit aussi l'homme d'Etat, qui doit s'efforcer de maintenir le corps en vie et doit pour cela ramener perpétuellement la société à son origine, de là le droit à l'exercice défensif de la force, aux exécutions d'Etat, à la guerre. En revanche sont condamnables non seulement les actes de force qui nuiraient à l'Etat, mais encore tous ceux qu'un particulier dirigerait contre d'autres particuliers, et en premier lieu Machiavel montre un mépris incroyable envers le politique qui se sert de l'Etat comme d'un bien privé.

UNE ARMEE DE CITOYENS

Montrons-le sur un cas privilégié. Machiavel, vivant dans un pays où régnait le système de la *condotta* et témoin de guerres privées, défend cette thèse devenue banale, mais à l'époque très originale, que la guerre et la chose militaire n'appartiennent qu'à l'Etat seul. Il ne lui faut pas moins d'un livre entier de *L'Art de la Guerre* pour le démontrer. C'est qu'il ne dispose pas de la notion de souveraineté et qu'il distingue à peine entre Etat et gouvernement. L'argumentation va nous éclairer sur les véritables intentions du Secrétaire Florentin. 1°) Jamais un homme de bien ne fera métier des armes : en effet, s'il compte sur la guerre pour vivre, lorsque la paix sera venue, il lui restera de périr de faim ou de se livrer à des activités criminelles. Les soldats de métier ne sauraient que favoriser la guerre qui leur apprend la rapine ou voler, ce qui les conduit à la potence. 2°) Une république ne doit pas utiliser des soldats de métier. Les hommes de bien, dont Attilius Regulus fournit le paradigme, font des soldats-citoyens aussi louables sur le forum que sur le champ de bataille ; qu'un général fasse la guerre dans son propre intérêt, en poursuivant son avantage personnel dans la paix comme dans la guerre il deviendra un danger pour l'Etat : César a été valeureux, mais il a détruit la république et confisqué la liberté. « Un Etat bien ordonné ne doit donc faire la guerre que par nécessité ou par gloire ; il doit en borner la profession au service public, et, en temps de paix, à un simple exercice. » 3°) Un roi doit lui aussi fuir les soldats de métier comme le montre l'empire romain. La soldatesque est menaçante pour le prince qui n'a d'autres ressources que de livrer des guerres perpétuelles pour l'éloigner du palais ou de se l'attacher par des soldes ruineuses pour le Trésor. Le premier devoir d'un chef d'Etat n'est pas de faire la guerre mais de gouverner ses sujets ou les citoyens. Cela entraîne qu'il doit savoir faire la guerre mais aussi qu'il doit aimer la paix. Le livre I de *L'Art de la Guerre* est d'une importance capitale pour l'interprétation de la pensée machiavéenne. Que la violence n'appartienne légitimement qu'à l'Etat constitue une évidence à partir du moment où nous disposons du concept

de souveraineté. Faute de ce concept qu'il pressent sans le définir ni le développer Machiavel use d'une démonstration fort convaincante, mais très étrange parce qu'elle se situe aux antipodes du prétendu machiavélisme. Sans doute le prince doit savoir agir en lion, mais seulement pour défendre ses sujets. La violence, considérée intrinsèquement, est radicalement condamnée : c'est la même chose en soi que de se battre sur le champ de bataille ou de voler sous la menace d'armes. Non seulement l'homme de bien ne fera pas métier militaire, mais encore il doit répugner aux armes puisque le plus grand privilège que Rome pût faire à un citoyen était de le dispenser de servir. La seule fin est le maintien de l'Etat, la guerre un moyen vil. Mais l'argument le plus déconcertant est celui qui invoque l'immoralité personnelle du professionnel de la guerre. Il semble indiquer que, contrairement aux allégations de critiques comme Croce, Machiavel n'a pas affirmé « l'autonomie de la politique » (14) ou du moins qu'il ne l'a posée que d'une manière très relative, non sans beaucoup de réserves.

ETAT DE NATURE ET ETAT CIVIL

C'est de ce point de vue (le plus élevé) que nous devons juger en définitive la pensée de Machiavel sur l'usage de la force. Cela nous ramène à des thèses fondamentales. On ne fera jamais assez attention aux quelques lignes, inspirées de Polybe, où Machiavel parle de l'état de nature et décrit le passage de l'état de nature à l'état civil. Au commencement les hommes vivaient dispersés et à la manière des bêtes. Puis, leur nombre s'accroissant, ils se sont rapprochés sans cesser de craindre le monde de sorte qu'ils unirent leurs efforts et nommèrent un chef, le plus fort et le plus brave. Cependant les bienfaits du chef ne l'assurèrent pas contre l'ingratitude de sorte qu'une nouvelle crainte surgit : comment s'assurer contre la force du semblable ? On fit alors des lois, on institua des punitions ; telle fut l'origine de la justice. Dès lors le chef ne fut pas le plus fort, mais le plus sage et le plus juste. On notera la progression : la nature est le règne de la force. Le plus fort ne vient pas à bout de la force des siens. Pour dominer la force il a donc fallu une force supplémentaire, celle des lois, de la justice et de la sagesse. Il en résulte que la sagesse n'est rien d'autre qu'une modalité de la force et que la justice ne serait rien sans les punitions. Il est d'autre part hors de doute que, pas plus que Rousseau ne croit que les hommes ont, un jour, contracté entre eux, Machiavel ne voit dans l'institution des liens sociaux un procès historique. Au demeurant la nature persiste au-delà de la cité fondée : en témoigne l'identité à travers le temps et l'espace des passions humaines. Aussi la vie sociale peut-elle être envisagée dans son tissu comme rapport de forces. La lutte des classes témoigne de la vitalité des groupes et il serait vain de prétendre la supprimer : où elle s'affaiblit, la société se corrompt,

(14) *Etica e politica*, 4^e ed. Bari, 1956, pp. 256-261.

où elle est puissante : pourvu que l'on sache l'institutionnaliser, la société est gaillarde. Quelle transformation a donc apporté le fondateur ou le législateur ? Rien de plus que ceci : il a créé un ordre. De là le nom du constituant — d'ailleurs emprunté à l'usage — *ordinatore*, des institutions, *ordini*, la mention constante de sociétés bien ordonnées ou mal ordonnées. Pourtant « les hommes sont méchants », c'est-à-dire qu'ils sont moins ordonnés que naturels. La société demeure donc un artefact précaire : l'état de nature ne précède pas l'état civil qui ne lui succède pas ; ils sont contemporains et le conflit de la force désordonnée et de la force qui ordonne constitue la réalité de la vie politique. Bien plus : l'ordre se nourrit du désordre, l'antagonisme nourrit sa vitalité, l'homogénéité, l'indifférenciation des peuples le rendraient exsangue. Humaine en tant qu'elle est activité ordonnatrice, la politique est animale en tant qu'elle est activité. Elle puise donc sa vie, elle plonge ses racines dans ce réservoir de force qu'est la *natura* et elle est elle-même force, en conflit avec les forces grouillantes des passions et des factions. On comprend par conséquent comment le législateur, en deçà de la loi, en tant qu'il est lion, agit par la force légitimement (ou plutôt antérieurement à toute légalité). De là ces meurtres, ces exactions dont sont loués sans mesure les Moïse et les Romulus. Mais comme le chef d'Etat se trouve perpétuellement exposé à l'effondrement du pouvoir (avec l'effondrement de la moralité et de toute civilisation et humanité), à cause de la nature contradictoire de l'humanité ordonnée, il doit sans cesse ramener la société à son principe. De là les mesures pénales extraordinaires préconisées pour maintenir l'Etat et pour le défendre contre les conjurations, de là de cruelles suggestions comme le souhait du massacre des fils de Brutus, auquel Soderini n'aurait pas su se résoudre.

On se défend mal, pourtant, en lisant ces propositions, impitoyablement déduites, qui préconisent la violence, d'un certain étonnement. Car l'action gouvernementale du Secrétaire n'avait guère annoncé tant de rigueur et de goûts sanguinaires. Sans doute il a justifié la condamnation à mort de Vitellozzi (15) ; mais ce bandit de grand chemin, que Florence avait recruté, on ne sait pourquoi, comme *condottiere* (et à ce titre détesté par Machiavel) et qui s'était rendu coupable de forfaiture et de haute trahison n'inspire pas la pitié. Après la révolte de la Valdichiana, Machiavel donne l'avis suivant : on doit cesser de poursuivre les rebelles par des tracasseries ; car dans un pareil cas il n'y a que deux conduites à tenir, le génocide ou le pardon ; or après quelques mois on ne comprendrait plus le génocide, il faut donc une amnistie complète (16). Il a reproché à Soderini de ne pas avoir massacré les fils de Brutus, mais enfin, lors de l'affaire Strozzi, chargé par le gonfalonier d'établir l'acte d'accusation, il a manœuvré, selon toute vraisemblance, pour faire presque acquitter l'accusé, s'attirant ainsi une moindre audience auprès de son chef et l'amitié indéfectible des Strozzi (17). Lors du Concile de Pise, contrairement à Soderini qui prit tous les risques d'une guerre et qui le paya de sa chute, il a préconisé une neutralité active (18).

On se prend à se demander si Machiavel, devenu par la force des choses pur théoricien, n'a point, pour se consoler de l'action perdue, énoncé des propositions sous une forme paradoxale, abrupte, mais non sans jactance malicieuse d'intellectuel.

On comprendra, croyons-nous, le fond de sa pensée, en le voyant comparer la conduite de César Borgia à l'égard des Romagnols à la conduite des Florentins à l'égard de Pistoie. César Borgia a brisé par tous les moyens la résistance primitive des Romagnols et il a ensuite brisé le moyen de sa répression en faisant mettre à mort son juge, Rimirro de Orco : ainsi a-t-il ramené la paix en Romagne où il n'y avait pas de bons *ordini* et les habitants ont répondu à cette sagesse par la reconnaissance et par le loyalisme. Florence a prétendu « tenir Pistoie par les factions », c'est-à-dire diviser pour régner : il s'en est suivi, pour la ville sujette, des années d'agitation et de malheur. Qui donc, de César Borgia ou de Florence a agi avec le plus de pitié ou d'humanité ? L'usage de la force n'est-il pas conseillé simplement pour détruire le règne de la force, pour limiter, autant que faire se peut, l'exercice diffus et irrationnel de la force ? A la limite, s'agit-il d'autre chose que de violence abstraite, un Etat bien ordonné se conservant de lui-même, par l'équilibre des pouvoirs (comme le Parlement équilibre en France le pouvoir royal) ? Et l'usage actuel de la force ne tiendrait-il pas à être éliminé par cette force bien ordonnée que représentent de bonnes institutions, par la justice et par la sagesse ? Il n'est certes pas question d'admettre que l'homme puisse se soustraire un seul instant à sa nature qui est force et force passionnelle — c'est en cela que consiste le pessimisme de Machiavel : même le gouvernement civil est fondé en dernière analyse sur la force, et c'est ce que Renaudet n'a pas compris en opposant chez notre auteur le règne de la loi aux créations de la force. Mais la force peut être convertie en justice et en sagesse.

Selon Croce, Machiavel aurait connu, malgré les apparences, la nostalgie d'une société d'hommes justes et bons. Nous sommes d'accord avec Croce. Mais cela définit seulement Machiavel comme un humaniste de tradition et nous le contrôlons de mieux en mieux au fur et à mesure que s'éclairent les longtemps mystérieuses années d'apprentissage. Sa véritable originalité réside dans le thème d'une conversion de la spontanéité agressive qui, en combattant contre elle-même se change en sagesse sans changer de nature.

Bernard GUILLEMAIN ■

N.D.L.R. — Le texte ci-dessus est un rapport présenté à un Colloque de l'Association internationale de Philosophie politique par M. Bernard Guillemain, Directeur du Centre de Recherches et d'Etudes de Psychologie des Peuples et de Sociologie Economique de l'Université de Rouen.

(15) Lettre à un chancelier de Lucques, 1^{er} oct. 1499.

(16) Del modo di trattare i popoli della Valdichiana ribellati.

(17) Seule manière d'interpréter les faits connus.

(18) Renaudet : Le concile gallican de Pise-Milan, Paris, 1922.

Machiavel et le Bon Dieu

par René Pucheu

POUR approcher l'un des « Cent livres de l'humanité » — si l'on reprend le titre d'une série d'émissions célèbres — il est au moins deux biais.

● En quête de l'auteur ou de son mythe ?

Ou bien, première manière, on peut *partir en quête de l'auteur*. Le vouloir rencontrer. Chercher à comprendre sa pensée, voire désirer « co-naître » à sa parole. Dans ce cas, on doit s'efforcer, par les mille et une méthodes dont la critique est riche, de saisir ce que l'écrivain *dit* ou *voulut dire*.

Comment ne pas constater que quand l'auteur se nomme Nicolas Machiavel, c'est là, peine perdue ! Certes, il serait prodigieusement passionnant de percer cet homme, en son âme et conscience. De dévoiler son idée de derrière la tête. Qui était-il ? Nul ne le sait. Voilà cinq cents ans que les vagues et les nouvelles vagues de brillants esprits l'investissent. En vain. Quel est son ou quels sont ses mots-clés ? Est-ce celui-ci : « *La meilleure forteresse au monde est l'affection du peuple* » ? Est-ce celui-là : « *On n'a que ce choix : Caresser les hommes ou bien les détruire, en effet, ils peuvent se venger des injures légères, mais des grandes ils n'en n'ont plus le pouvoir ; aussi, l'offense qu'on fait à un homme doit être mesurée de telle sorte qu'on ne craigne la vengeance* » et d'ajouter, « *Le mal doit se faire tout d'une fois* » ?

Typant cinq siècles de querelles, de doute, Georges Mounin (1) remarque : « Pour tout le monde hors l'Italie, Machiavel est l'écrivain politique ayant écrit noir sur blanc que *la fin justifie tous les moyens*.

Pour les Italiens du XX^e siècle, Machiavel est essentiellement l'écrivain d'un aphorisme tout différent : « *il m'a semblé plus utile de rechercher la vérité du fait des choses que les imaginations qu'on s'en fait* ». Quel est le véritable Machiavel ? « C'est bien poser la question de Machiavel en tant qu'auteur. Le seul ennui est qu'à jamais elle est insoluble. » La question « *Che cosa è principato* » faute de trouver une réponse satisfaisante en éveille une autre : « pourquoi Machiavel questionne-t-il de telle manière que l'objet de sa question se donne en représentation indéfinie », remarque Claude Lefort (2). Ainsi le prince du « secret » applique lui-même sa théorie. Vif et mort, il ne livre pas le sien. Nicolas Machiavel demeure le plus total des machiavéliens.

Ou bien, seconde manière pour aborder une grande œuvre, on peut la *suivre à la trace*. Négliger le travail dans l'œuvre pour étudier le « travail de l'œuvre » c'est-à-dire l'œuvre au travail parmi les peuples, les masses et les hommes. Dans cette approche, peu importe ce que dit et voulut dire l'auteur. L'important est ce qu'on lui a *fait dire*. Voire simplement ce que *l'on dit* de lui. L'image que *l'on s'en fait*. Les sentiments qu'il inspire. Car les livres n'entrent point dans le cercle restreint des ouvrages immortels de par la qualité de leur contenu intellectuel. Plutôt c'est l'ampleur du choc qu'ils provoquent sur les sensibilités qui les inscrit dans la mémoire collective. Et par l'émotion, les œuvres et les hommes se retrouvent hissés au grand ciel des mythes. En poussant à l'extrême, qu'importe le « vrai » Machiavel ? Le plus important pour « aller

(1) Georges Mounin - Machiavel (Club du Livre).

(2) C. Lefort - Le travail de l'œuvre (Ed. Gallimard).

plus loin » dans la compréhension de l'opinion, des sociétés et des hommes c'est Machiavel tel qu'en son mythe l'imaginaire occidental — ou humain — l'a changé.

Bien sûr. En inventoriant *ce qui, en Machiavel, fascine et ce qui fait horreur* — et à qui ? où ? comment ? — fût-ce un Machiavel composé de toutes pièces par l'imagination collective — on n'en apprend pas long sur le Machiavel de San Geminiano. Certes, mais on saisit l'idée que les individus, les groupes, les classes et les nations se font de la politique. L'idée ? Davantage : le *désir* qu'ils ou elles logent en elle. N'est-ce pas le plus important ?

Malheureusement, si les commentaires de Machiavel abondent et surabondent, l'histoire, la géographie, la sociologie du mythe appelé Machiavel ne sont qu'à l'état d'esquisse. C'est dommage. Car enfin, ce qui serait utile de savoir c'est en quoi et pourquoi Machiavel est prophète du Surhomme pour les uns, suppôt de Satan pour les autres. Est-ce parce qu'on croit qu'il prétend que « *la fin justifie les moyens* » ? Est-ce parce qu'on lui tient rigueur d'avoir pris le parti de divulguer « *la vérité du fait des choses* », d'avoir « vendu la mèche » ? On concédera qu'il vaudrait la peine d'y voir clair sur ces questions. De laisser dormir Nicolas pour spectographier le Machiavel du mythe.

Précisément, j'ai souvent pensé à cet usage possible de Machiavel en constatant l'effroi que sème le seul nom de Machiavel chez *certaines catholiques*.

Déclarez par exemple, devant certains catholiques : « Que cela plaise ou non, l'action politique est bien telle que l'a décrite Machiavel. Pour être efficace — et à quoi bon « faire de la politique » si on n'est pas résolu à l'efficacité ? — on n'a pas l'embarras du choix, il faut être lion, loup ou renard, il faut recourir à la force (à bon escient, évidemment) ou déployer de la ruse à gogo ».

A ces mots, ce sera l'horreur, le scandale. Bien sûr, il y a parfois de *l'indignation de convenance* dans ce rejet de Machiavel. Souvent aussi, il y a de *l'alibi*. On voit beaucoup de femmes et d'hommes se donner le confort de penser que l'action politique a des lois et des mœurs particulières. Réagir comme si elle avait le monopole du machiavélisme. Alors qu' « il y a des machiavélistes dans tous les états », comme l'observait Diderot. Alors que le machiavélisme n'est pas le propre des anti-chambres ministérielles et des couloirs parlementaires.

La vie privée n'en n'est pas exempte. « Les liaisons dangereuses » sont un beau petit manuel de machiavélisme pour amants. Et quel père de famille n'est pas, par-ci, par-là, acculé à machiavéliser ? Par ailleurs, le machiavélisme court les bureaux des directions générales et des secrétariats généraux ; il inspire les stratégies des princes du marketing ; il n'est pas exclu des actions syndicales ; ni la « Hiérarchie » catholique

*Jules II, Pape-soldat et protecteur des arts
(peinture de Raphael au Palazzo Pitti, Florence)*

ni ses contestataires ne lui échappent. Tant et si bien que face à cette nausée de bon aloi, on se prend parfois à s'irriter non du machiavélisme — les choses sont ce qu'elles sont ! — mais de ce machiavélisme au second degré qu'est celui de la bonne conscience des Bien-Pensants et des Mal-Pensants. Et on éprouve les regrets de Péguy :

« J'aimerais mieux les anciens ambitieux, les ambitieux classiques ; ils parvenaient à la puissance par les moyens de la puissance ; ils parvenaient au gouvernement par les moyens du gouvernement ; nés dans le siècle, ils croissaient et dominaient dans le siècle ; politiques ils naissaient, politiques ils croissaient, politiques ils mouraient. Il était naturellement réservé aux temps modernes d'introduire... ce progrès industriel dans l'art de l'arrivisme et cette invention vraiment nouvelle sur le chemin de l'ambition... Cette race d'arrivistes qui avant tout éprouvent le besoin de nous faire de la morale, je signifie ces ambitieux de la race moraliste professionnelle ».

● D'un certain sourire à l'excommunication majeure

Reste que l'affirmation de la vérité de Machiavel émeut et scandalise beaucoup et souvent. Pas tous ni toujours évidemment. Le catholicisme n'a jamais été un, même quand il était indivisible. Il est aussi peu homogène que toujours ; il y a plusieurs catholicismes. Donc,

si certains s'échauffent, d'autres restent froids. Pour nuancer, tout en restant sommaire, on peut émettre l'hypothèse que face à Machiavel les catholiques français — car il ne sied d'écrire que sur les phénomènes que l'on est à même d'observer — adoptent généralement l'une des quatre attitudes que l'on va évoquer :

1) *Un certain sourire*

Le catholique « moyen », le « catholicisme populaire » — pour recourir à des appellations commodes — a Machiavel dans la peau. A l'instar de toutes les Françaises et les Français, il a absorbé Machiavel en étudiant « les Fables de La Fontaine ». O Paradoxe ! L'école de la République, support de Machiavel ! Paradoxe, certes. Il n'empêche que cela est. Car, André Siegfried l'a pertinemment diagnostiqué. La Fontaine est un « Machiavel français » et d'ajouter :

« La philosophie de La Fontaine est en somme assez proche de celle que pratiquent au moins inconsciemment les Français ; même absence d'illusion, même réalisme élémentaire, même souci de ne pas se laisser duper, même acceptation désabusée de la vie. L'homme du commun ne croit guère que son prochain puisse agir avec désintéressement, il accepte généralement, s'il s'agit d'expliquer les actes d'autrui, le motif le plus égoïste comme étant le plus vraisemblable, ce en quoi il se rencontre avec le Code Civil. Je me demande dans ces conditions si son scepticisme ne dépasse pas celui du fabuliste » (3).

En définitive, le citoyen quelconque serait-il résigné à un machiavélisme généralisé. Le machiavélisme, selon lui, ne serait-il pas « naturel » ?

2) *Une quasi-connivence*

On peut avancer que le catholicisme des Aristocrates et des Bourgeois conquérants n'a — sauf exceptions et aussi bien sous ses appellations on ne vise pas des personnes mais des classes — pas éprouvé d'intolérance catégorique à l'encontre de Machiavel. C'est normal et les *catholicismes de l'Ordre* avaient de bonnes raisons de ne pas fulminer en lisant *Le Prince*, tout en faisant évidemment la moue face à ses affirmations trop claires pour ne pas contrevenir à la bonne éducation et à l'élégance qui implique toujours le mezzo voce, les demi-teintes.

Ils avaient au moins deux bonnes raisons :

— pour les uns, « les affaires sont les affaires » et donc, « la politique est la politique », il ne faut pas mélanger les genres et Machiavel peut avoir raison sans que Jésus-Christ en soit outragé ;

— pour les autres — plus intransigeants et mystiques — les choses de la vie sont si peu de chose et si méprisables à la lumière de la foi qu'il ne faut pas se mettre martel en tête dans leur usage. L'important c'est de marcher en chantant « Nous voulons Dieu ».

En définitive, ce que reprocheraient le plus à Machiavel les catholicismes de l'ordre n'est pas qu'il ait dit — à ce qu'on dit — que « la fin justifie les moyens » mais d'avoir tiré au clair les lois de l'efficacité et sur ce ton ! Il y a des vérités qu'il n'est pas bon de dire. En tout cas, qu'il n'est pas de bon aloi de dire crûment.

3) *Une espèce d'indifférence*

A vrai dire, il est délicat de diagnostiquer l'attitude, à l'égard de Machiavel, de la « nouvelle conscience catholique » qui prend forme depuis mai 1968. Les « catholicismes de la protestation » — pour écrire comme Danielle Leger — ou plus simplement les *catholicismes de la contestation* ignorent, d'une certaine manière, Machiavel. Plus exactement, ils se situent peu par rapport à lui. Machiavel est éclipsé par Marx. Si l'influence de plus en plus grande du marxiste italien Gramsci pourra ramener la question de Machiavel à l'ordre des débats, on n'en est pas encore là.

Cependant, étant donné les orientations et les structures de ce regard, il apparaît que Machiavel ne devrait pas scandaliser. Cela par suite de deux raisons :

— d'abord que Machiavel ait déchiré les voiles et ait exposé la « vérité du fait des choses », voilà qui ne peut être tenu que comme une entreprise de démystification libératrice. En cela, Machiavel est révolutionnaire » (A. Gramsci) ;

— ensuite que Machiavel soit crédité de soutenir que « la fin justifie les moyens » ne devrait pas non plus donner la nausée. Puisque la classe dominante « a commencé » à user de la violence, pourquoi les pauvres devraient-ils faire les délicats sur les moyens ? D'ailleurs, en quel « lieu » pourrait-on trancher « neutralistement » de la moralité des moyens ? Nul ne siège au plafond, nul ne communique « en direct » avec le ciel. Tous sont immergés dans la lutte des classes et si on peut, parfois, choisir son camp, on ne peut n'en choisir aucun. La guerre (fût-elle sociale) c'est la guerre.

En définitive, Machiavel ne serait-il pas une sorte de Prométhée qui a réussi ? Celui-ci a échoué dans sa tentative de dérober aux dieux le feu, source de leur pouvoir. Machiavel est parvenu à révéler la stratégie de leur domination. Cependant, et ceci est important — si Machiavel n'est pas exclu, on ne peut faire qu'un bout de chemin avec lui. Si pour libérer les opprimés, il faut accepter carrément de devenir lion ou renard, cette conversion à la violence et à la rouerie, n'a qu'un caractère provisoire. Les « catholicismes de la contestation » ne croient pas au destin ; ils croient à l'histoire. Et même à l'Histoire « sainte » en quelque sorte. Donc, Machiavel n'est vrai que tant que les masses vivent dans la préhistoire. Quand le Capitalisme finira, les pouvoirs déperiront.

Il me semble que si, dans le cadre de la « nouvelle conscience chrétienne » on débattait — mais encore

(3) A. Siegfried - *La Fontaine, Machiavel français.*

une fois Machiavel intéresse peu — du Prince, on admettrait assez aisément qu'il révèle la *vérité du pouvoir* mais que le pouvoir n'est qu'un *accident* dont l'humanité saura un jour faire l'économie. Le Pouvoir n'étant pas sans fin, le Prince n'est qu'un manuel pour temps de nécessité.

4) *Un rejet sans appel*

C'est dans l'univers de deux catholicismes très caractérisés que Machiavel est la « tête de Turc », et « ce pelé, ce galeux dont vient tout le mal... ».

● Le regard des militants des années 30

En premier lieu, il faut retenir *les catholicismes des années 30* ou pour reprendre l'appellation de Danielle Leger les « catholicismes de la mission ». Dans ce regard, Machiavel est le diable et cela, par suite de deux circonstances.

D'abord, pour les générations des années 30, Machiavel s'est incarné. Il s'est fait chair et on l'a, notamment baptisé Mussolini — qui, précisément, préfaça une édition du Prince — et Hitler. Dans la passion des combats comment ne se fût-on pas mis à imaginer que Hitler était le machiavélisme et que le machiavélisme ce n'était qu'Hitler ?

Ensuite, ces générations ont eu tendance à prendre un Pape au mot, Pie XI — ou Pie XII ? — avait laissé tomber : « La politique est la forme moderne de la charité ». C'est manifestement faux. S'il est vrai que la charité peut avoir besoin de la politique, s'il est vrai que la politique peut préparer les voies de la charité — étant entendu que l'on donne à ce mot *charité* son sens le plus originellement et le plus originellement chrétien, — la politique et la charité, ça fait deux. Bien sûr, le Pape le savait bien ; il avait simplifié pour se faire comprendre. L'ennui c'est que beaucoup de militants — un « enfant de chœur » ne sommeille-t-il pas dans tout militant ? — l'ont cru, en ce temps-là. Et ils ont cru qu'à coup de foi et d'amour et de générosité on dissiperait l'opacité de la politique et on y introduirait la transparence ! Les choses, ce me semble, se sont révélées plus compliquées. Plus chargées de pesanteurs.

Bien sûr, ces catholicismes n'ont jamais reproché à Machiavel d'avoir prétendu révéler la « vérité du fait des choses » ; pour ces générations un tantinet idéalistes et platoniciennes, les analyses du Prince n'ont pas été crédibles. Elles leur ont paru si aberrantes qu'elles n'ont pu les considérer que comme des « réalités » *exceptionnelles*. Quant à la fameuse question des fins et des moyens quelles générations furent plus riches en théologiens prestigieux et en penseurs experts ? Pour ceux-ci ce ne fut qu'un jeu de démontrer que la politique n'est pas inéluctablement machiavélienne. Du moins, en alla-t-il ainsi quelque temps car peu à peu, la « force des choses » a acculé théologiens et intellectuels à revenir sur terre — ainsi Jacques Maritain qui semble avoir moins facilement triomphé

du « Machiavélisme » à la fin de son œuvre qu'au commencement.

● Le regard des hiérarques

En second lieu, on peut repérer parmi les catholicismes « anti-machiavélianistes » — on ne s'aventurera pas à écrire « anti-machiavéliques » — le *catholicisme ecclésiastique*. Il excommunie catégoriquement Machiavel.

Sans doute, des historiens pointilleux objecteront qu'il conviendrait de nuancer. Qu'il y eut des Papes lecteurs de Machiavel et d'autres proscriptionnaires du même. C'est normal. Il y a un temps pour tout, dit l'Ecclésiaste. L'ennui c'est qu'on y voit peu clair sur les motifs des variations. Comme le remarquait le Père Bruckberger à l'occasion de la déclaration sur l'avortement de la plus haute Congrégation romaine, la gêne provient de l'impossibilité de discerner « pourquoi tantôt on élève la voix très haut et tantôt on sombre dans un silence profond », (Le Journal du Dimanche, 8-12-74.) Du coup, négligeons les variations d'antan.

— D'ailleurs, à cela près, l'anti-Machiavélisme est la règle. Pourquoi donc ? Georges Mounin propose une explication. Selon lui, ce serait une querelle entre Italiens. La Papauté n'aurait pas digéré le dernier alinéa du Prince : l'appel au jour où l'on verrait « surgir le rédempteur de l'Italie » qui à l'encontre du Vicaire du Christ fonderait la nation. Incontestablement, il faut accepter de faire une large part à ce conflit. Au fil des siècles antérieurs, il a dû jouer. Enormément. Aujourd'hui, des causes moins conjoncturelles dominent. Probablement.

Certes, il doit rester le fait que le Prince est une exaltation de l'Etat et de la Nation. Naguère la Chrétienté comme projet de société n'était pas compatible avec cette aspiration à la naissance de « volontés collectives » conviées à devenir les acteurs autonomes de l'Histoire. Cette incompatibilité s'est atténuée puisque une Chrétienté est, désormais impensable. Cependant, cet obstacle subsiste. La possibilité d'*acteurs* autonomes de la création historique ne peut qu'être rejetée par le « modèle ecclésiastique » classique.

Surtout, il semble que le monde ecclésiastique ait eu les dents agacées par l'accent implacable mis sur « la vérité du fait des choses ». Beaucoup plus, probablement, que par la primauté conférée aux moyens sur les fins.

Pourquoi, donc, demandera-t-on cette peur venue du constat ? En vérité, il serait très important d'en tirer au clair les motivations. Et, surtout, il ne faut pas la réduire à une simpliste volonté d'obscurantisme, née d'un désir de puissance. De-ci, de-là, ce motif peut avoir joué. Cependant, la bonne foi se doit présumer. On peut, aussi, parier pour des explications nobles. Surtout, si l'on imagine que l'Eglise catholique s'est, peu à peu, donné une conscience de « mère » et qu'elle n'a pas évité la tentation de l'amour possessif et apeuré. Ecclesia génitrice !

violence, devant sa diffusion irrésistiblement contagieuse dès qu'on la laisse *apparaître*. Et il a montré, précisément, que le rôle du « sacré » et de l'institution religieuse était de neutraliser la violence afin que, se répandant, elle ne détruise pas la société elle-même et tous ses membres. N'y aurait-il pas de ce souci dans l'hostilité à Machiavel ?

La troisième préoccupation est corrélative. Il s'agirait d'une sorte d'*affolement politique*. Evidemment, il est difficile d'y voir clair sur les arrière-pensées de l'Eglise des Clercs, en ce temps-là — pour ne pas parler d'aujourd'hui. Pourtant, le plus sûr est de parier que, consciemment ou inconsciemment elle était lucide. J'incline à croire au prophétisme de Dostoïevski écrivant cette légende du Grand Inquisiteur qui reste et restera l'une des paraboles les plus inouïes de la littérature humaine. Or, donc, dans cette perspective l'Eglise des Clercs savait pertinemment deux choses. D'abord, l'Eglise savait que le pouvoir d'un homme sur d'autres hommes est très difficile à justifier. *A légitimer*. Elle n'était pas innocente la Mère Eglise — du moins, on le gagerait — ; elle n'ignorait pas que cette *question du pouvoir* avait été un casse-tête pour les Grecs. En effet, si l'on en croit Hannah Arendt « Aristote comme Platon, avant lui, entendait introduire une espèce d'autorité dans le maniement des affaires publiques et dans la vie de la Polis et, assurément pour de très bonnes raisons politiques. Pourtant, lui aussi dut recourir à une espèce de solution de fortune pour rendre plausible l'introduction dans le domaine politique d'une distinction entre les gouvernants et les gouvernés, entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent » (4).

De plus, l'Eglise avait conscience, aussi, que le pouvoir c'est irrésistible. Montesquieu n'avait pas encore écrit que « tout homme qui a du pouvoir tend à en abuser ». Mais ça se savait. C'est pourquoi, elle avait inventé le « sacré », ce « huitième sacrement », une kyrielle de péchés, la notion de « bien commun » et, par-dessus tout, elle agitait les affres de l'enfer. Peut-être, sur ce point, la même Hannah Arendt exagère-t-elle en prétendant que la doctrine de l'enfer a une « origine politique, non religieuse », que sa fonction est de fonder l'obéissance. Ce souci doit, malgré tout, avoir joué quelque peu.

Et voici que Machiavel faisait fi de tous ces freins. Bradait tous ces corsets. Comment l'Eglise n'aurait-elle pas frêmi ? « Car vivre dans un domaine politique sans l'autorité ni le savoir concomitant que la source de l'autorité transcende le pouvoir et ceux qui sont au pouvoir, veut dire se trouver à nouveau confronté, sans la confiance religieuse en un début sacré ni la protection de normes de conduites traditionnelles et par conséquent évidentes, aux problèmes élémentaires du vivre-ensemble des hommes ». « Début sacré », « problème élémentaire du vivre-ensemble ». Bref l'aventure politique de l'humanité ou la politique comme aventure

(4) H. Arendt - *La crise de la culture* (Ed. Idées).

Sainte Catherine sous les traits de Lucrece Borgia, par Pinturicchio (appartement Borgia au Vatican).

Pour moins généralement écrire, on peut supposer que cette espèce d'acharnement de l'institution ecclésiastique à voiler l'écart entre l'être et le devoir être, entre le discours *théorique* et les comportements *pratiques*, a répondu — voire répond — à trois préoccupations.

L'une a été un souci d'*ordre pastoral*. Tout s'est passé comme si les Grands Clercs avaient craint que ces nigauds de laïcs, ces « grands enfants » prennent « la vérité du fait des choses » pour la vérité *vraie*. La vérité insurmontable et qu'ils finissent par se soumettre au « réel » en pensant que les choses qui sont ce qu'elles sont, sont aussi, ce qu'elles doivent être. Je n'ignore pas que, généralement, on tient aujourd'hui pour évident que l'Eglise fut toujours, partout, en tout l'auxiliaire de « blocs historiques » successivement dominants. Pour ma part, je crois que les faits furent moins univoques. Après tout, les gros yeux et les réprimandes faits à Machiavel ont, peut-être, de-ci, de-là, eu des accents révolutionnaires. En tout état de cause, cette hypothèse mériterait réflexion.

La seconde préoccupation semble être d'une autre nature. Elle tient à la *fonction ethnologique* de la religion. Il s'agit d'une sorte de *peur existentielle* de la violence. « L'anti-machiavélisme » ecclésiastique prend sens, ce me semble, à la lumière des analyses de René Girard dans « La Violence et le Sacré ». Celui-ci nous a décrit le tremblement des sociétés d'antan devant la

re-commençait avec Machiavel. Re-commençait avec le risque non pas de ce « machiavélisme modéré » à la Richelieu, à la Bismarck — pour dire comme Jacques Maritain — voire à la « papale ». Mais avec le risque de ce « machiavélisme absolu » dont le XX^e siècle fut la grande saison. Ce machiavélisme non plus « politique » mais qui est « métaphysique, religion, enthousiasme prophétique, religion ». Peut-être, en définitive, l'Eglise des Clercs mesura-t-elle l'ampleur des risques. Peut-être son « anti-machiavélianisme » fut-il de prudence, de sécurité. En quelque sorte on assista à une sorte de conflit entre une mère « bourgeoise » et des enfants à l'âme de Conquistador.

Pourquoi, donc, ce diable de Machiavel avait-il besoin de reposer tous les problèmes ? En « vendant la mèche » n'allait-il pas finir par mettre le « feu aux poudres » ? pensa l'Eglise des Clercs. Et elle essaya de limiter les dégâts. Car l'Eglise a toujours, en politique, préféré la prudence à la vérité. Ce qui, sous un certain biais, est assez « machiavélien ». Somme toute.

● Machiavel et après ?

Assurément, pour suivre *Machiavel à la trace* — fût-ce parmi les catholiques seulement — il conviendrait d'élargir et de détailler l'inventaire sommaire — et, en vérité plus impressionniste que scientifique — que l'on vient d'esquisser. Aussi bien, il ne s'agissait, en ces propos, que de suggérer un des bons usages possibles de Machiavel. Machiavel comme révélateur de mentalités. Peut-être, aussi, toutefois, visait-on — mais cela est vraisemblablement l'intention de ce numéro — à relancer la *question de Machiavel* et, donc, *Machiavel comme question*. Car, enfin, on n'en aura jamais fini avec Machiavel. Avec ce grand, ce bienheureux Machiavel qui est comme un aiguillon enfoncé dans la conscience des sociétés nées de l'Europe afin qu'elles « aillent plus loin » dans la réflexion et dans la modification — si elle est possible — du plus étrange des phénomènes sociaux : le pouvoir. Encore qu'il en fasse pour toujours, peut-être, une énigme.

Dans cet esprit, n'importe qui que fut Machiavel en chair et en os ou en mythe, n'importe quoi qu'il ait voulu dire, qu'il ait dit ou qu'on lui ait fait dire, il reste, en nous, après l'avoir lu ou après avoir lu ses commentateurs, bien des interrogations.

En guise de conclusion nous en révélerons deux :

— d'abord, celle-ci tracassante : *pourquoi, donc, Christ et le christianisme ne sont-ils pas venus à bout du pouvoir, de ce pouvoir souvent anti-humain, toujours intrinsèquement a-humain ?* Bizarre.

Certes, il ne faut rien exagérer. Sans Christ et l'Eglise c'eût été pire. Peut-être. C'eût été Macbeth généralisé et le Prince sans rivages. Probablement. Il reste qu'il faut prendre acte d'un *certain échec* de la Parole venue

d'ailleurs. C'est, probablement le plus grand mystère du christianisme. Charles Péguy l'a, avec profondeur, relevé.

Oui, pourquoi, donc, le pouvoir a-t-il résisté ?

— Enfin et question d'avenir, *que faire, donc, du pouvoir ?* Car, impossible, désormais, de jouer l'autruche. Machiavel a été vérifié par l'Histoire. On peut parier que le futur changera tout cela. C'est un pari. Qu'il faut faire. Tout en sondant la part d'illusion. Mais si, per omnia secula seculorum, le pouvoir résistait que devraient faire les chrétiens ? Doivent-ils, d'ores et déjà *inverser leur regard* sur le pouvoir ? Après s'être efforcés de le domestiquer en le consacrant, doivent-ils tenter de le réduire en le mettant à nu ? Après avoir cru lire dans l'Écriture que le pouvoir vient de Dieu, doivent-ils prêcher que « le pouvoir est mort en Jésus-Christ » ? A franchement parler, une telle lecture est, me semble-t-il, plus conforme au texte de l'Évangile que celle qui a été admise pendant des siècles. Plus on y pense, moins on peut douter que Jésus-Christ ait désacralisé radicalement le pouvoir. Son acharnement à éviter la relation de pouvoir n'est-elle pas un indice qu'il y a quelque chose de pourri dans le moindre pouvoir ?

Evidemment, si cette lecture prédomine demain, cela impliquera que l'Eglise, hier, garante — beaucoup ou peu mais garante quand même — des « pouvoirs » deviendrait garante de l'utopie. De la fonction « attestatrice », elle passerait à la fonction « protestatrice » ou contestatrice. N'est-ce pas ce qui se cherche parmi nous, dans notre aujourd'hui ? L'Eglise — critique ne serait-ce pas ça ? L'événement serait fondamental. L'une des plus grandes mutations historiques de l'aventure de l'homme en Occident. Au fond, Machiavel ne l'a-t-il pas prévue, si, comme le prétend Hannah Arendt « pour lui, le point décisif était que tout contact entre la religion et la politique doit corrompre les deux et qu'une Eglise non corrompue, bien que considérablement plus respectable, serait encore plus destructive pour le domaine public que l'Eglise corrompue d'alors ».

A vrai dire, ce diable de Machiavel nous met au rouet. Après lui, plus que jamais, le pouvoir, tout pouvoir est injustifiable. Pourtant, rien n'assure que l'auto-gestion même puisse aller sans aucun pouvoir, au moins au niveau des sociétés globales. Alors, où, qui inventera de nouvelles légitimités puisque l'expérience prouve que le pire des pouvoirs est celui qui n'est que de fait ?

Grandeur de Machiavel de nous avoir acculés à cette impasse. En ruminant ces questions inouïes qu'il nous impose n'oublions pas, toutefois, son conseil : « Il importe qu'un Prince sache user adroitement de l'homme et de la bête ». Faisons nôtre cette recommandation. A force de vouloir penser le pouvoir au nom de l'homme, ne déchainons pas, parmi nous, les bêtes.

René PUCHEU ■

Machiavel sans énigme

par Etienne Borne

« Le temps qui chasse tout devant soi, le bien comme le mal... » (Le Prince).

DESTIN d'une étroite poignée de penseurs illustres dont les noms propres sont devenus des épithètes communes de large et vulgaire usage. Un amour *platonique*. Une fermeté *stoïcienne*. Un esprit *cartésien*. Une conduite *machiavélique*. La migration de ce singulier-universel qu'est la doctrine haute et forte, descendant vers le plat pays des concepts généraux échangés et manipulés dans le commerce des hommes, ne va jamais sans un affadissement falsificateur qui change une complexe, difficile et secrète figure en caricature utilisable.

Métaphysique, poétique et mystique de ce désir qui est l'homme même, et que dégrade et stérilise toute volonté de puissance, la pensée authentique de Platon contredit violemment, dans son avidité de réel et d'absolu, la froidure des idéalismes désincarnés. Et si on déguise Platon — et Nietzsche a donné avec toute sa noblesse dans la vulgarité de ce contre-sens — en déserteur de la terre et en nostalgique d'une idée fabriquée avec des absences, c'est qu'on ne lui pardonne pas d'avoir retourné le mythe contre la mythologie et, perçant les faux-semblants des représentations païennes, pressenti la gloire de ce Dieu qu'il appelait le Bien et qu'il savait si vivant qu'il le disait supérieur à l'Idée en prestige et en puissance.

La praxis des vieux stoïciens, à la fois théorie et pratique, n'est rien d'autre que l'étreinte passionnée de cette fatalité divine, raisonnable, toute-puissante et juste qui est le monde même et cet « amor fati » a peu de chose à voir avec le culte de la volonté pour la volonté, repliée sur elle-même en un narcissisme de la dureté, indifférent au train du monde.

Descartes, philosophe pour lequel la pensée confuse

est aussi pensée, comme l'écrivait jadis le meilleur de ses commentateurs, tient : que l'union de l'âme du corps qui fait « un vrai homme » est une donnée de l'expérience vécue irréductible à l'analyse notionnelle ; que la volonté humaine, proprement infinie, introduit dans l'homme créature finie disproportion et déséquilibre ; qu'enfin la vérité suprême est celle de la liberté de Dieu, laquelle rend contingente la raison elle-même. Ce métaphysicien génial ne saurait donc être en aucune manière responsable du « cartésianisme » entendu, selon une tradition décidément increvable comme un rationalisme vulgaire et content de soi, fanatique ennemi du mystère, et dont on fait au surplus, double contre-sens, la caractéristique essentielle de l'esprit français.

Aussi peut-on soupçonner qu'une aventure semblable à celle de Platon ou de Descartes a pu et dû arriver à Machiavel dont il est permis de se demander, tant est pressante la séduction des analogies, s'il a réellement professé ce machiavélisme — selon lequel il n'y aurait pas de vraie politique sans un congé donné à la morale — qui lui est si généralement attribué. Machiavel pourtant a eu plus de chance que d'autres illustres. Alors que lorsqu'il s'agit de Platon ou de Descartes, les historiens des idées, le gros de l'opinion cultivée et aussi les adversaires de leurs positions et convictions qui trouvent plus commode de réfuter des structures mortes et de désamorcer les grandes pensées subversives en les situant dans les cimetières de l'archéologie, presque tous, à quelques rares et honorables exceptions, font peu de difficultés à confondre le platonisme avec Platon ou le cartésianisme avec Descartes — au contraire une bonne part des interprètes de Machiavel et la plus savante, la plus éclairée, la plus avancée poli-

*Scènes de la vie citadine à Florence présentées à la faveur d'épisodes de l'Histoire Sainte,
par Ghirlandaio dans l'Eglise Santa Maria Novella.*

tiquement, allant à contre-courant du flot des commentaires scandalisés, s'est attachée à découvrir en Machiavel une profondeur cachée et, à force d'ingéniosité, à trouver sa véritable pensée ailleurs que dans ce mauvais lieu où la tradition l'avait reléguée. Comment n'être pas tenté d'accorder d'entrée de jeu un préjugé favorable à la thèse des habiles et des généreux qui en situant la pensée machiavélienne à belle et bonne distance du machiavélisme auraient sauvé Machiavel de l'infortune dont, en tombant dans le domaine public, ont été victimes sans que beaucoup de vengeurs s'arment pour leur querelle, un Platon ou un Descartes.

Rien cependant n'est plus trompeur que le chapitre des analogies. Car le machiavélisme n'est pas à Machiavel ce que le platonisme est à Platon ou le cartésianisme à Descartes. Il suffit en effet d'une lecture, j'allais dire naïve, des textes pour s'apercevoir que les combats menés par Platon sur tous les champs de bataille de la culture n'ont rien de platonique ou que la condition de l'homme selon Descartes fait un singulier paradoxe peu intelligible à qui ne disposerait que des clartés dites cartésiennes — alors qu'à lire Machiavel et notamment la plus célèbre de ses œuvres « le Prince », ce qu'on a nommé le machiavélisme, c'est-à-dire une politique qui peut ne pas ignorer la morale puisqu'il lui arrive de l'utiliser à ses propres fins, mais qui jamais ne se subordonne à une normativité éthique, — y apparaît, s'y développe, s'y étale sans aucune espèce de discrétion. Pour distinguer du machiavélisme

la véritable pensée de Machiavel, il faut donc supposer que le machiavélisme est un jeu que joue l'auteur du « Prince », et qu'il joue énigmatiquement pour des raisons que la perspicacité de l'exégète se fait fort de tirer de l'ombre.

Aussi s'il convient de suspecter l'authenticité de ce machiavélisme que prêtent à Machiavel les innombrables et bien-pensantes réfutations de « Prince », il faut aussi, en poussant jusqu'au bout la pratique du soupçon, prendre garde de ne pas être mystifié non plus par la subtilité d'une lecture seconde qui pourrait n'être pas incapable de fabriquer, tant pour le personnage que pour l'œuvre, quelque énigme savoureusement compliquée et qui, sans la virtuosité de l'interprète, demeurerait indénouable.

Certes les habiles de notre temps sont munis de méthodes de décryptage aptes à déceler sous le langage des hommes la parole non-dite, dissimulée par le camouflage du discours, et à trouver l'essentiel d'une pensée dans les absences, les silences, ou pour parler plus scientifiquement, les interstices d'un texte, car rien n'est plus habité qu'un vide — comme le montre l'exemple des maisons abandonnées, si vite peuplées de fantômes. Et discours et textes de Machiavel se prêteront plus que d'autres à des méta-lectures de ce genre. Lesquelles pour l'honneur de l'esprit critique peuvent et doivent être aussi mises en question. Afin de savoir s'il y a ou non une énigme de Machiavel à

déchiffrer ou si cette prétendue énigme ne se dissoudrait pas à une première et immédiate lecture déclassée des préperceptions vulgaires et savantes, il conviendra de confronter le machiavélisme comme concept en circulation dans la commune culture avec la pensée machiavélienne telle que la reconstruisent les habiles. Mais les choses pourraient à la fin se dé-complexifier et se dé-subtiliser, si l'on me permet ces barbarismes, dès lors que l'on prendrait les textes machiavéliens pour ce qu'ils disent et donc pour ce qu'ils sont.

Le machiavélisme comme on en parle

Partons donc des apparences sans récuser d'avance les évidences premières, qui, a priori n'ont ni plus ni moins de chances de se révéler plus vraies et plus décisives que ces obscurités secondes dans lesquelles se complait la critique contemporaine. On consultera d'abord les dictionnaires qui prennent les mots et les sens comme ils viennent. Le nombre de qualificatifs et de substantifs dérivés de Machiavel est considérable. Le Littré énumérera et définira tour à tour *machiavélique*, *machiavéliquement*, *machiavéliser*, *machiavélisme*, *machiavéliste*. Prolifération unique et déjà significative. Installé dans sa page de dictionnaire, Machiavel occupe solidement un territoire bien délimité de la langue et sa pensée ou du moins la projection de sa pensée dans la conscience commune a été intégrée à la culture européenne, et très vite dès le XVI^e siècle à partir notamment des formulations qu'en ont données, pour la réfuter, les théologiens de la contre-réforme ou les publicistes du calvinisme. Tout semble dit dès ce moment, et siècle après siècle, le machiavélisme et la contestation du machiavélisme (dont se mêlent aussi bien que les moralistes professionnels les illustres de la politique : il existe un anti-Machiavel du roi de Prusse Frédéric II dans lequel se reconnaît la main de Voltaire) paraissent définitivement fixés. Et le Littré, cet inventaire parfaitement exhaustif des possibilités conceptuelles de la langue, va en mettant à sa place la vieille armoire y reconnaître les fioles de l'éternelle et diabolique pharmacie.

On dit « c'est un Machiavel » d'un homme d'Etat sans scrupules. Et, je continue à citer le Littré, sera dite machiavélique ou machiavélienne toute politique et par extension toute conduite qui pour mieux arriver à ses fins refoule la tentation des bons sentiments et sait briser les chaînes importunes de la bonne foi et de la parole donnée. Et le Littré offre un passable raccourci de la littérature anti-machiavélienne en expliquant que l'auteur du « Prince » aurait mis en forme de maximes et haussé à un niveau théorique les procédés de violence et de perfidie de ces « petits tyrans de l'Italie » dont Machiavel aurait été le complaisant conseiller. Le Larousse prendra le relais du Littré en définissant, sans surprise, le machiavélisme comme « *le système politique de Machiavel considéré souvent comme un négatif de toute loi morale* ». Ici aussi la « perfidie » et « l'absence de scrupules » donnent au machiavélisme sa couleur — noire — et son contenu — détestable.

Un exemple suffira pour montrer à quelle sorte de polémique — procès des mœurs obliques des fausement grands politiques par une cléricature moralisante — se trouve lié en fait de machiavélisme l'emploi du terme et l'usage de l'idée. Agrippa d'Aubigné peut écrire, alors que « le Prince » n'est pas encore vieux d'un siècle :

« *Nos rois qui ont appris à machiavéliser
Au temps et à l'estat leur âme déguiser...* »

Pour le réformé intraitable que fut Agrippa d'Aubigné, le « Paris vaut bien une messe » de son ancien compagnon d'armes Henri de Bourbon, passé au catholicisme par opportunité politique et raison d'Etat, et quelle qu'ait pu être sa conviction intime, ne pouvait être mieux situé, jugé et condamné que par référence au machiavélisme. D'où il suit que le machiavélisme est déjà un concept couramment utilisé dans une signification définitivement stabilisée.

Les références qu'on vient de rappeler convergent vers un repérage qui n'est pas une définition proprement dite du machiavélisme mais qui peut en tenir provisoirement lieu et fixer la règle d'emploi du mot dans le commun discours. Sera dite « machiavélique » toute doctrine ou plutôt toute pratique théorisée selon laquelle il n'est d'autre politique capable d'atteindre les fins qui sont les siennes — c'est-à-dire la conquête du pouvoir, le gouvernement des hommes, le maintien et l'accroissement des Etats — que celle qui s'établit non seulement en dehors mais aussi à l'encontre de toute norme proprement morale ; considérer les exigences et les interdits de la morale, dans leur indifférence au résultat, comme démobilisateurs des énergies politiques, tel serait le critère de l'attitude machiavélienne. L'archer ne peut atteindre la cible s'il vise le ciel. Bref la politique comme antimorale, tel serait en trois mots le machiavélisme.

C'est peu de remarquer que les textes autorisent une telle interprétation, car il s'agit moins d'interprétation que de première et immédiate lecture. On retiendra, empruntés au « Prince », deux textes parmi les plus connus, haussés par une multitude de commentateurs à la dignité de « célèbres citations », et qui disent parfaitement ce qu'ils veulent dire.

Rappelant que selon la tradition des Anciens, le centaure Chiron — à la fois bête et homme — a été l'instituteur politique d'Achille, le plus célèbre des héros grecs, Machiavel tire sans peine la leçon de la fable : « *Puis donc qu'un Prince doit savoir bien user de la bête, il en doit choisir le renard et le lion... Ceux qui simplement veulent faire les lions, ils n'y entendent rien. Partant le sage seigneur ne peut garder sa foi si cette observance lui tourne à rebours, et que les causes qui l'ont induit à promettre soient éteintes* ». Rien de plus clair : la bonne foi, la fidélité à la parole donnée sont d'élémentaires valeurs morales, et Machiavel ne le conteste pas ; il avance simplement que le politique qui s'obligerait à les respecter absolument et quelle que soit la circonstance, serait un bien piètre homme d'Etat ; et s'il invite son Prince à bien déguiser sa mauvaise foi, Machiavel multiplie sans les habiller

pudiquement les formules du cynisme le plus nu comme par exemple celle-ci : « à celui qui a mieux su faire le renard, ses affaires vont mieux ». On ne saurait dire plus clairement que si la perfidie est mauvaise moralement, il lui arrive, pourvu qu'elle soit employée à bon escient, d'être bonne politiquement.

Deuxième trait qui va, celui-là jusqu'à l'exemple concret, emprunté à l'histoire, encore toute fraîche de ce César Borgia que la tradition considère comme le modèle du « Prince ». Le duc de Valentinois (c'est par ce titre qu'est désigné dans Machiavel le fils du pape Alexandre VI Borgia) envoie pour pacifier la Romagne en proie aux troubles féodaux et aux tumultes civils, l'un de ses fidèles et hommes de main « *Messire Rémy d'Orque, homme cruel et expéditif auquel il donna entièrement pleine puissance* ». Mais une fois la mission bien accomplie moyennant le sang et les supplices nécessaires, il importait que l'odieux de cette exécution retombât sur le seul « ministre » et que « le prince » n'en subisse pas l'infamie au détriment de ce bon renom sans lequel on ne peut efficacement gouverner. Que faire alors pour à la fois confirmer l'ordre public sur la longue durée et rétablir la popularité ébranlée du prince au nom duquel avait été menée la répression ? Les beaux discours et les promesses d'une imminente ère nouvelle auraient été dérisoirement insuffisants. Il fallait pour résoudre cet impossible possible, un acte foudroyant susceptible de frapper et pour longtemps l'imagination des foules. Et c'est ainsi que le zélé serviteur se trouva « *un beau matin, à Cesena, (mis) en deux morceaux, au milieu de la place, avec un billot de bois et un couteau sanglant près de lui* ».

Par un tel coup d'éclat, le Borgia avait reconquis son peuple dont Machiavel nous assure qu'il demeura « *en même temps satisfait et stupide* ». Bon exemple d'une heureuse et nécessaire normalisation et obtenue à l'encontre de toutes les morales divines ou humaines d'abord par un jeu de « férocité » compensée, et redoublement d'immoralité par une perfidie préméditée qui brise — c'est le cas de le dire — le précieux collaborateur dès qu'il a cessé de servir et qu'il est devenu gênant. Si le machiavélisme consiste principalement à refuser qu'un interdit moral soit opposable à une nécessité politique, comment alors ne pas convenir que Machiavel a bel et bien professé le machiavélisme ?

Le prince des anti-cléricaux

La contestation du machiavélisme a toujours été liée dans l'histoire des idées à une mise en question de Machiavel lui-même, la dénonciation de l'hérésie prenant la forme d'un procès d'hérétiques. Les deux questions : qu'est-ce que le machiavélisme et qui était Machiavel, ou plus agressivement quelle sorte d'homme faut-il être pour avoir inventé le machiavélisme ? — sont inséparables l'une de l'autre.

Machiavel dont la politique était la passion avant qu'il en fasse la théorie avait mis lui-même la main dans le feu, sinon en occupant les tout premiers rôles, du moins dans le proche voisinage des maîtres et des

Le 23 mai 1498, place de la Seigneurie, supplice de Savonarole, le prophète désarmé (musée de San Marco, peinture anonyme).

puissants, puisque le secrétaire florentin chargé de très importantes missions diplomatiques en Italie et en Europe avait longuement rempli une fonction assez analogue à celle de secrétaire général du gouvernement. Il a fallu la catastrophe de la République florentine pour le jeter dans une inaction mal supportée (avec peut-être, ses biographes en discutent, des moments de conspiration feutrée) qui a pu pousser une méditation ravagée de nostalgie à une extrémité de désabusement et d'amertume. Machiavel ne juge pas des choses politiques du haut de quelque ciel métaphysique. Il a vécu avec les politiques de son temps dans une familiarité qui n'a pas pu ne pas être une complicité. Il a touché à la hache. Il parle de politique. Il ne parle pas à la politique. Bref, il n'appartient pas à la race des clercs.

Avant Machiavel il existe déjà, monuments honorés et respectés, un nombre considérable d'œuvres canoniques qui traitent de politique à un haut niveau de généralité. Mais leurs auteurs, philosophes antiques ou théologiens médiévaux, sont exactement des clercs qui s'appliquent à faire dans la politique le partage du bien et du mal, du juste et de l'injuste, du pur

et du corrompu et qui proposent à l'admiration des peuples et à l'imitation des chefs de peuples des portraits bien étudiés et tout lumineux du prince comme il devrait être. Tels dans Platon le roi-philosophe ou le philosophe-roi de « la République » ; ou encore le saint couronné de l'imagerie chrétienne-chevaleresque. La nouveauté révolutionnaire introduite par Machiavel, c'est que l'auteur de ce « Prince » nouveau style congédie le personnage du clerc et se garde de prêcher aux conducteurs d'hommes une vertu si idéalement belle qu'elle en devient utopique et anti-politique, et qu'elle pourrait bien être le moyen (faut-il dire machiavélique ?) dont se servent les clercs pour mieux affirmer leur supériorité et écraser de leur mépris les laïcs empêtrés et souillés dans les fondrières de la politique telle qu'elle est et comme elle va.

Avec Machiavel se trouve, non pas ébranlée mais déracinée la conviction majeure du clerc, celle qui constitue le clerc en tant que clerc ! la certitude d'une distinction et d'une tension entre le réel et l'idéal et surtout de la fonction normative de cet idéal, dont le clerc est dès lors le témoin vigilant et soupçonneux. D'où toute une architecture de comparaisons, de préférences, de hiérarchies qui fait que telle société parce que plus juste est préférable à telle autre société, ou tel régime supérieur parce que plus libre à un autre régime, ou que telle politique vaut mieux qu'une autre politique parce que plus humaine, toutes choses se révélant inégales à la lumière des principes que, par sa vocation même le clerc se doit de maintenir — sinon comment savoir si l'histoire des hommes titube ou marche droit ? — dans leur pureté et leur intégrité. Vision des choses que, pour faire vite et commode on pourrait dire platonicienne. Au contraire, pour Machiavel constitutions et pratiques politiques n'ont pas à être jugées selon une lumière descendue d'un ciel intemporel ; dès lors qu'il traite d'une république, la République romaine, comme dans les « Discours sur la première décade de Tite-Live », ou des Principautés, c'est-à-dire du pouvoir personnel comme dans « le Prince », il s'agit toujours d'un Etat à conquérir, à maintenir ou à perdre. Ceci vaut cela et la Principauté, la République. Au système de l'inégal a succédé le règne de l'égal. Une tyrannie de dure contrainte n'est ni pire ni meilleure qu'une libre république si l'un et l'autre régime, bien établis dans la durée, assurent l'ordre public en même temps que la force et la prospérité de l'Etat. Substituant au principe — clérical — du meilleur, un principe positif et laïque de réalité et d'efficacité, Machiavel a donc inventé un type jusqu'à lui introuvable de penseur politique qui s'applique à peser les forces réelles et réellement agissantes et d'apprécier comme physiquement (étant donné qu'il y a aussi une physique des forces dites morales, sociologiquement considérées) l'adaptation des moyens aux buts et des ressources aux desseins.

L'œuvre de Machiavel est riche en vives polémiques contre les principautés ecclésiastiques dont les titulaires installés par l'inertie des longues coutumes « *ont des sujets et ne les gouvernent pas* » possèdent des territoires et « *ne les défendent point* », et plus particulièrement

contre le pouvoir pontifical qui, établi à Rome, est l'obstacle majeur à l'unification de l'Italie, et fait de celle-ci une proie offerte et exposée aux neuves ambitions des grands Etats voisins récemment unifiés, France et Espagne qui viennent s'ajouter aux indiscrètes et plus traditionnelles entreprises du prétendu Saint-Empire pour ravager la péninsule et rendre plus instable encore ses fragiles équilibres politiques. Si on se souvient aussi des sarcasmes de Machiavel contre les « prophètes désarmés », claire allusion à la chute du dominicain Savonarole, un bref instant maître de Florence, on voit bien qu'ennemi du pouvoir des clercs, il est en ce sens résolument et même passionnément anticlérical. Mais son anticléricalisme ne réside pas seulement dans telle opinion qu'il avait sur le pape-roi ou les religieux démagogues, ou telle thèse qu'il professait sur la faiblesse ou les contradictions d'un pouvoir dit spirituel, cet anticléricalisme se montre à plein originellement et plus fondamentalement par la manière dont Machiavel appréhende les choses de la politique dans l'immanence même de l'histoire, en rendant non seulement inutiles mais dérisoires les recours à la transcendance et à la conscience, ces deux références cardinales du clerc. Machiavel ou le prince des anticléricaux.

Aussi les clercs se sont-ils bien vengés. Non seulement en réfutant une doctrine scandaleuse, mais encore en disqualifiant un auteur qui, appelé à penser la politique, et comment penser autrement qu'en clerc ? a manqué, et n'est-ce pas le péché contre l'esprit, à sa vocation de penseur. Machiavel un clerc qui a trahi. D'où alors l'image communément reçue de l'homme Machiavel, qui fait pendant, noirceur pour noirceur, à la notion vulgaire de machiavélisme et lui correspond trait pour trait dans toutes les gammes du sinistre. Ce conseiller du prince qui use de toutes les ressources de son savoir comme du charme de son style à la fois insinuant et brutal, comme il sied à une entreprise de séduction, pour munir de ce qu'il appelait les « armes appropriées » toute volonté de puissance, celle de l'homme au pouvoir comme celle de l'amateur de coups d'Etat, n'est-il pas coupable de forfaiture dans l'exercice, cette fois dévoyé, de la traditionnelle magistrature du conseil ? Et ne se conduit-il pas en maître de corruption ce philosophe politique qui en dénaturant la philosophie fait de la morale l'interdit de séjour dans un domaine sur lequel régnera sans partage la seule rationalité calculatrice ? Narcisse affranchissant des tabous périmés de la piété et du respect de soi tous les Nérons de l'histoire passée ou à venir, tel serait finalement dans son cynisme avoué et publié qui, heureusement, avertit et le fait reconnaître de loin, le personnage de Machiavel qui doit être pour d'évidentes raisons de convenance aussi haïssable et proche du diabolique que le machiavélisme lui-même.

Les récupérations progressistes du machiavélisme

Les formes que la politique a prises depuis bientôt deux siècles, l'exaspération de la violence et des fanatismes, la sophistication croissante des dialectiques

de la ruse, les ambitions aussi d'une recherche politique qui ne connaît que les faits et les forces, se veut, pour des raisons scientifiques moralement neutres, et refuse l'intervention indiscreète du jugement de valeur, ont apporté de quoi nourrir la querelle du machiavélisme et donné de nouvelles chances à Machiavel dont il est étonnant qu'à travers les bouleversements immenses qui changent la face des sociétés et les rythmes de l'histoire, il reste d'une permanente actualité. Le propre du procès de Machiavel c'est que d'une part il paraît plaidé une fois pour toutes et qu'il est constamment rouvert.

Parce qu'elles étaient, et qu'elles restent très stéréotypées, qu'elles prolifèrent par imitation littérale les unes des autres et qu'elles sont suspectes de boursoufflement idéaliste, les colères cléricales contre Machiavel et le machiavélisme ne pouvaient pas ne pas tourner un jour ou l'autre au bénéfice de l'auteur du « Prince », dans la mesure aussi où une réaction anticléricale, dans le sens très déterminé que nous avons donné à ce mot, s'est manifestée avec notamment Hegel et Marx dans la philosophie de la politique et la philosophie de l'histoire. Désormais il est possible de dire sans trop faire scandale que, en face de César ou de Lénine, le clerc muni de ses maximes évangéliques ne fait pas le poids, pas plus que « le maître d'école », (ainsi polémiqueait Hegel), ce clerc laïque avec son abécédaire du juste et de l'injuste. Tout se passe comme si la politique elle-même se faisait de plus en plus machiavélienne et, dès lors, comme si Machiavel avait tout simplement découvert une vérité de la politique que à la fois ceux qui parlent de politique et ceux qui font de la politique auraient intérêt à cacher ou à travestir.

On va donc assister à un certain nombre de récupérations progressistes de Machiavel dont il n'est pas question d'énumérer les multiples variantes et dont on se contentera de donner deux exemples : Machiavel précurseur d'une science de la politique et de l'histoire, et Machiavel ami du peuple et de la liberté.

Progressiste en ce sens qu'elle ferait de Machiavel le contemporain en esprit de la plus moderne recherche, la première interprétation a pour elle le souci évidemment machiavélien d'expliquer les effets par leurs causes et de montrer les conséquences prévisibles d'un coup d'éclat intimidant, comme d'une fausse manœuvre ou d'une lâche passivité ; s'y ajoute le ton de Machiavel qui décrit l'événement, fût-il catastrophique dans le style d'une objectivité qui constate sans déplorer ou qui n'admet d'autre appréciation d'un résultat que sa seule positivité. Comme il l'a dit lui-même, et la formule appartient à l'arsenal des célèbres citations machiavéliennes, Machiavel recherche « *la vérité de fait des choses plutôt que les imaginations que l'on s'en fait* ». Mais il ne suffit pas pour faire œuvre scientifique de prendre les choses de l'histoire et de la politique comme elles sont et non comme on voudrait qu'elles soient — surtout quand ce qu'elles sont rend tout à fait impossible une science de l'histoire et de la politique.

Comment d'abord faire une science de l'histoire quand on n'a pas le sens de l'histoire ? Machiavel développe ses exemples sans aucune considération pour les diversités temporelles et culturelles, et il va comparant sans cesse l'incomparable et par exemple le tyranneau d'une étroite république italienne et un « empereur de Rome ». De plus et surtout les notions dont use Machiavel et qui caractérisent son appréhension même des choses politiques n'ont rien de scientifique comme le montre une analyse des principales d'entre elles qui sont les notions de « vertu » et de fortune. Deux types d'explications fondamentalement différentes, puisque la « vertu » relève de la seule énergie humaine portée à un haut degré d'intensité et que la fortune renvoie à l'événement extérieur, dont il s'agira pour la « vertu » d'utiliser la chance ou d'é luder la malchance. Dualité qui fait une sorte de monde cassé et qui rend impossible toute tentative de synthèse, donc de science authentique. De plus « vertu » et fortune sont deux sortes de contingence l'une et l'autre rebelles à toute nécessité scientifique, puisque la « vertu » est le libre déploiement d'une ambition individuelle et qu'il n'est pas question de chercher à savoir (car ce serait réduction de l'irréductible) pourquoi celui-ci a « *le cœur grand et l'intention haute* » alors que cet autre ne nourrira que des pensées rampantes et des projets sordides ; telle est la disparité des individus pure donnée naturelle ; et parler de fortune comme d'une autre donnée politique et historique celle-ci, c'est dire que l'événement est hasard, hasard pas toujours maîtrisable et parfois plus fort que la plus éclatante « vertu », comme suffirait à le démontrer la déconfiture finale du duc de Valentinois. Si donc la politique et l'histoire sont telles que les décrit Machiavel et s'il faut pour les comprendre recourir à la « vertu » ou à l'absence de « vertu » des hommes et au hasard heureux ou malheureux des événements, autant avouer que la politique et l'histoire ne sauraient être l'objet d'un discours véritablement scientifique. Mettre ainsi en avant les notions de vertu et de fortune n'est-ce pas infliger un double échec à ce déterminisme rigoureux dont on croyait savoir qu'il était la condition de possibilité de toute connaissance véritablement scientifique ? Et en effet les explications machiavéliennes sont toujours situées, concrètes, liées à des situations particulières et ne sont généralisables, Machiavel ne le cache pas, qu'au péril de maintes méprises. Des nécessités multiples, provinciales, municipales, comme eût dit Montaigne, sont bien faites pour radicalement contredire toute espérance de nécessité universelle, et de déterminisme historique.

Reste alors l'autre exemple, plus sérieux, de récupération progressiste : Machiavel, champion, contre sa propre apparence, du peuple et de la liberté. C'est ainsi qu'ont lu Machiavel les philosophes, reconnus comme progressistes, du siècle des lumières. Tel Diderot dans l'article « Machiavélisme » de l'Encyclopédie : « *Lorsque Machiavel écrivit son traité du Prince c'est comme s'il eût dit à ses concitoyens : « Lisez bien cet ouvrage, si vous acceptez jamais un maître, il sera tel que je vous le peins : voilà la bête féroce à laquelle*

de sa patrie de déguiser son amour pour la liberté ». Sous le masque il y a le visage. Machiavel feint de donner à son Prince d'affreux conseils de façon à rendre le plus odieux possible le gouvernement d'un seul et le pouvoir personnel. « *Le choix seul de son exécration héros*, poursuit Rousseau, *manifeste assez son intention secrète.* » D'où la conclusion : « *ce profond politique n'a eu jusqu'ici que des lecteurs superficiels ou corrompus* ». Les premiers, cœurs purs et naïfs, se laissent duper par les apparences et s'indignent à contre-sens ; les autres, tels la cour de Rome et les Jésuites — et on retrouve ici la polémique anticléricale au sens vulgaire de ce mot qui s'est souvent développée en marge de Machiavel — avaient l'esprit assez pervers pour réfuter les maximes de Machiavel tout en en faisant leur profit et en les utilisant pour construire la mécanique de leurs intrigues. Que vienne un lecteur qui comme l'auteur du « Contrat » ne soit ni superficiel ni corrompu et seront enfin restituées à Machiavel et sa profondeur et l'intégrité de sa républicaine et progressiste intention. Dès lors les choses sont remises en ordre : si on entend par *machiavélisme* la pensée politique développée dans « le Prince » et qui est la philosophie naturelle de la tyrannie et si *machiavéliquement* désigne une certaine manière de pratiquer le double jeu et les artifices du déguisement, Machiavel est rendu à Machiavel dès lors qu'on a compris qu'il a dissimulé machiavéliquement son anti-machiavélisme.

L'Aurore, statue par Michel-Ange dans la Nouvelle Sacristie de l'Église San Lorenzo, à Florence.

vous vous abandonnez ». Jugement auquel fait écho un passage célèbre du « Contrat Social » au chapitre de la « Monarchie » (III, VI) : « *En feignant de donner des leçons aux rois (Machiavel) en a donné de grandes aux peuples. Le Prince de Machiavel est le livre des républicains* ». Et Rousseau dans une note du Manuscrit de Neuchâtel, donne les raisons de cette lecture bien faite pour réhabiliter Machiavel et sauver son honorabilité auprès de la cléricature de gauche : certes les maximes du « Prince » sont haïssables et le prince qui les suivrait et pratiquerait la perfidie et le mensonge se conduirait en tyran ; mais les autres œuvres de Machiavel sont d'une inspiration juste contraire ; et par exemple, les Discours sur Tite-Live, loin de glorifier le pouvoir d'un seul sont une claire apologie de la République romaine ; l'auteur s'y emploie à déterminer les conditions de la liberté et à expliquer par l'effet de quelles causes cette liberté a pu se corrompre, s'exposant ainsi à être confisquée. Machiavel ne peut s'être contredit d'aussi grossière manière d'une œuvre à l'autre d'autant moins que les deux textes ont été écrits dans le même temps. Le vrai Machiavel selon Rousseau est le Machiavel des Discours, ce que confirme l'histoire publique d'un bon citoyen qui avait été dans sa ville le zélé serviteur de la République. Il y a donc une énigme du Prince, mais aussitôt résolue : on suppose que « *Machiavel était forcé par l'oppression*

Rousseau défend avec conviction une thèse qui n'est guère défendable. Certes Machiavel n'a pas pour le Borgia qu'il met en scène aux bons moments du « Prince » une admiration inconditionnelle, mais « le duc de Valentinois » reste pour lui un cas remarquable de ce que peut la « vertu » lorsqu'affrontée à « la fortune » elle va jusqu'au bout de ses ressources. Imaginer que Machiavel a choisi un héros bien noir et feint de le proposer en exemple pour à travers lui, faire haïr les tyrans et tyrannie, c'est prêter à Machiavel une sorte de machiavélisme pour le bon motif qui est trop moralisant dans ses fins pour être véritablement machiavélien. Si l'intention secrète de Machiavel avait été de fournir aux bons, aux justes des armes de ténèbres afin de vaincre plus sûrement sur leur propre terrain les fils des Ténèbres (et l'interprétation marxiste de Gramsci avec l'idée du « Parti-Prince » proposée dans un autre contexte et avec d'autres arguments va aussi dans ce sens), il aurait finalement fait de la politique un ensemble de moyens subordonnés à un vaste dessein quasi-prophétique de libération, alors que pour lui tout ce qui est morale, philosophie, religion, nous dirions aujourd'hui idéologie appartient à l'ordre des moyens ou des obstacles, mais ne saurait jamais imposer ses finalités à la politique qui, dans « le Prince » comme dans les « Discours », se déploie dans une autonomie superbe et sans énigme.

Humeurs ou si l'on veut convictions partisanses importent peu. Machiavel, qui avait eu des attaches dans Florence avec les factions républicaines, pouvait ne pas porter dans son cœur le Médicis auquel le malheur des temps le contraignait de dédier son livre et avoir

ailleurs ses vraies sympathies, mais c'est justement cette sorte de sentiment ou de préférence qui troubla le regard de l'observateur et que Machiavel a très délibérément exclue lorsqu'il traite des choses de la politique. Au surplus « principautés » et « républiques » ont beau être très différentes dans leurs ressorts et dans la forme de l'Etat, il se pose ici et là les mêmes problèmes de pouvoir et de luttes pour le pouvoir, ce sont partout et toujours les débats et combats de la « vertu » et de la « fortune ». Et cette vertu dont ont aussi besoin pour l'emporter les politiques républicains ne doit pas être confondue avec la vertu dont Montesquieu fera plus tard le principe de la République, et qui est civisme et respect de la loi. Vertu altière, dominante, assez astucieuse pour se dissimuler elle-même et ne pas négliger l'oblique et le courbe, mais capable de préférer la ligne droite et l'attaque frontale là où il le faut, la vertu machiavélique appartient en réalité à cette humanité dont une noblesse native n'exclut pas l'orgueil et le goût de la ruse, vertu qui peut être le propre du grand aristocrate, fils d'archevêque ou de pape, mais aussi bien du plébéien sans naissance, prédestiné au rôle révolutionnaire de tribun du peuple, vertu fort peu vertueuse et qui est proscrite dans la République du « Contrat Social », mais non dans la République, forte, heureuse et heureuse de sa force telle que la voit Machiavel.

A propos de la République romaine, Machiavel écrira en effet : « ...le citoyen appelé à donner des conseils à sa patrie, s'il s'agit de délibérer sur son salut, ne doit être arrêté par aucune considération de justice ou d'injustice, d'humanité ou de cruauté, d'ignominie ou de gloire ». L'interprétation rousseauiste va contre l'évidence des textes puisque Machiavel donne exactement les mêmes conseils aux seigneurs des principautés et aux chefs des républiques, les invitant les uns et les autres à user de cette vertu qui est en fin de compte l'excellence même du politique quelle que soit la couleur de son drapeau. Dans le titre du chapitre 41 du 3^e livre des Discours, d'où est tirée la citation précédente, on lit que « tous les moyens sont bons » lorsqu'il s'agit de défendre la République, et dans ce même chapitre Machiavel reconnaît comme parentes la raison d'Etat républicaine et romaine qui, même si elle requiert l'usage de moyens honteux, fait du salut public la loi suprême, et la vieille maxime de la monarchie française selon laquelle « le roi ne peut pâtir vergogne », tout ce que fait le roi en tant que roi, et même contre l'honneur, étant honorable parce que royal. Machiavel jouant le rôle de conseiller de la République ne parle pas autrement que dans le personnage du conseiller du Prince. Le Machiavel des « Discours » et le Machiavel du « Prince » sont un seul et même Machiavel, identité qui ruine la thèse de Rousseau.

La politique, l'apparence et le réel

Echouent donc les tentatives de récupération progressistes de Machiavel, et notamment celles qui, dans Rousseau et chez les émules de Rousseau, visaient à

déguiser fraternellement Machiavel en intellectuel de gauche. Il est temps de retrouver non pas le vrai Machiavel, car il n'y a pas de Machiavel caché à perspicacement découvrir, mais Machiavel, tel qu'il se donne d'emblée sans déguisement, et surtout lorsqu'il fait la franche apologie du déguisement.

Machiavel, concluons-nous, est tel qu'il se présente. La solution de l'énigme est qu'il n'y a pas d'énigme. Machiavel écrit un discours politique, reflétant à la fois la diversité et l'uniformité des temps et des lieux, et qui entend avec une sorte de naïveté réaliste présenter la politique telle qu'elle est. Si bien que pour entrer dans la pensée machiavélique, il suffira de se souvenir de deux principes qui ne sont nullement des hypothèses interprétatives, mais qui mettent en place un balisage élémentaire destiné à éviter les préjugés tant savants que vulgaires (1).

Premièrement, Machiavel n'enseigne rien, il n'est pas un professeur tirant les leçons de l'histoire, car il refuse l'idée d'une vérité, qui, transcendante ou immanente, serait la norme du réel.

Deuxièmement, il ne saurait y avoir chez Machiavel de jeu subtil entre l'apparence et la réalité, parce que le propre de la pensée machiavélique est de refuser la distinction entre l'apparence et le réel.

Des analyses et discussions précédentes, il résulte que poser à propos de Machiavel le problème de la trahison des clercs, soit pour le condamner, soit pour l'absoudre, c'est s'engager irrémédiablement sur la pente d'un contre-sens continu. A faire de Machiavel un clerc qui n'a pas trahi comme s'évertuent à le démontrer les exégèses progressistes aussi bien que lui imputer avec la tradition humaniste, l'inexpiable péché contre l'esprit, on commet la même méprise, tout simplement parce que Machiavel n'est pas un clerc, traditionnel ou révolutionnaire, et qu'il est même le contraire d'un professeur. Ni de moralité, et surtout de quelque moralité cachée et en avance sur son temps et préchant, sous le masque, révolte et liberté. Ni non plus d'immoralité. Machiavel n'a pas recommandé « l'injustice... la cruauté... l'ignominie... » comme politiquement plus efficace que « la justice... l'humanité... la gloire... ». Machiavel ne professe rien, sinon ce qui est le contraire d'une profession de foi, l'équivalence en soi et dans l'abstrait de tous les moyens, ceux qu'on dit moraux comme ceux qui passent pour immoraux. Les questions classiques posées à propos de l'action politique, vaut-il mieux pour le prince qu'il soit aimé ou craint, ou qu'il se fasse franc comme le lion ou hypocrite comme le renard ne sont que faux problèmes, car rien de plus étranger à la politique et en

(1) Si la présente étude était autre chose qu'un essai, il aurait fallu ici tenir le plus grand compte de l'ouvrage proprement monumental de Claude Lefort : « Le travail de l'œuvre de Machiavel » (778 p., 1972, N.R.F.). Lecteur de Machiavel et des lecteurs de Machiavel, l'auteur, dont l'ingéniosité et l'érudition sont également remarquables, y sacrifie un peu trop à quelques idoles du jour. Mais au total (et on applaudit), il montre bien que la modernité de Machiavel tient dans une épreuve critique qui met en question l'être au profit des apparences.

autre plus ruineux pour la « vertu » que l'idée d'un bien à toujours faire et d'un mal à toujours éviter, alors que pour vivre et suivre le train du monde, il est inévitable et donc il convient de, sans cesse, composer ceci avec cela ; le prince serait vite perdu s'il voulait être toujours aimé et jamais craint, ou inversement toujours craint et jamais aimé, ou s'il ne faisait que le renard et jamais le lion, ou le lion et jamais le renard. Le commun des hommes fait petitement le bien et petitement le mal, terrorisé à la pensée de passer la mesure de l'un ou de l'autre ; tandis que le vrai politique est celui qui ne redoute pas, selon la circonstance d'aller soit à l'extrême d'une générosité glorieuse soit jusqu'au bout d'une noire ingratitude ou d'une cruelle perfidie. Qu'on ne rétorque pas que Machiavel serait ici professeur puisqu'il recommanderait le double jeu, car il n'y a pas lieu de conseiller ce que font partout et toujours chacun et tous, mais seulement à des niveaux différents de lucidité et d'intensité, selon le degré de « vertu » des uns et des autres. Le bien et le mal à la fois, le mal passant dans le bien et le bien dans le mal, et autant en emporte le temps, « le temps qui chasse tout devant soi, le bien comme le mal ».

Machiavel professeur de politique ? et d'une rare et singulièrement profonde politique ? mais il ne décrit jamais que des habiletés très élémentaires et des sortes de finasseries que les princes qui nous gouvernent sont toujours capables de trouver tout seuls sans avoir besoin de prendre des leçons particulières auprès d'un éminent docteur en science et technique politiques. Qu'on se souvienne une fois encore, de la fable du lion et du renard symbolisant deux sortes de comportement, la politique du franc affrontement et la politique du cheminement feutré. Ainsi parce qu'il voulait être toujours lion, Charles le Téméraire a été finalement vaincu par Louis XI qui, lui, savait se faire d'après l'occasion lion ou renard et plutôt renard que lion. Qu'on pense aussi au malheureux Rémi d'Orque mis proprement en deux morceaux un beau matin à Cesena, à cette façon, j'allais dire thermidorienne, qu'ont des terroristes au pouvoir de perdre spectaculairement d'autres terroristes, leurs complices dans la terreur d'hier, afin d'inaugurer par cette contre-terreur une neuve politique de réparation et d'apaisement. Ainsi périrent Robespierre et Saint-Just. Ainsi fut sacrifié Beria. Cela s'appelle se dédouaner. Langage vulgaire pour désigner comme il convient une astuce qui reste vulgaire même si elle va jusqu'à l'atrocité. Pour être contourné et dialectique ou sanglante et tragique, une platitude reste une platitude. On vante en Machiavel un génie politique, on s'attend à des profondeurs d'abîme, et on rencontre, épisode après épisode, certes vivement relevés par l'art du conteur, des intrigues et des machinations d'un type bien connu et qui devraient être usées à force d'usage. Mais s'il n'y a pas de profondeur en Machiavel, ce n'est pas que Machiavel manque de génie, c'est que son discours a l'ambition de révéler, et avec quelle puissance, un univers et une histoire sans profondeur, et qui ne sont pas autrement qu'ils apparaissent.



Laurent II de Médicis, duc d'Urbino, dédicataire du « Prince », statue par Michel-Ange dans la Nouvelle Sacristie de l'Eglise San Lorenzo.

Si la pensée machiavélique était faite de généralités, elle se ramènerait à quelques formules assez banales et qui tiendraient dans le creux de la main. Même les concepts proprement machiavéliens se révèlent passablement courts si on les examine et les analyse abstraitement en eux-mêmes : parler de la « vertu » ou de la fortune sans mettre en scène dans une situation de chance ou de malchance tel capitaine ou tel tribun, c'est quitter Machiavel et substituer à la pensée machiavélique une caricature simpliste. Dans le discours machiavélien l'histoire et la politique sont en miettes : une rhapsodie d'exemples, de beaux coups réussis ici, des bonheurs imprévus gâchés là-bas, plus loin un courage vaincu par le mauvais sort. Machiavel est un nominaliste pour lequel n'existent que des réalités individuelles et concrètes dans une dispersion que rassemble accidentellement et artificiellement l'écriture de l'auteur. Le temps qui « chasse devant soi » contraires et contrastes n'a pas d'unité et de consistance ; les époques les plus diverses sont brusquement contemporaines et les similitudes ne vont jamais jusqu'à l'identité. Tout est semblable et rien n'est pareil. Monde où il y a des nécessités, et souvent cruelles mais non un destin totalisant et où scintillent, inattendus, ni justes ni injustes, les hasards favorables ou menaçants. Rien n'est

assuré d'avance, rien n'est acquis définitivement, et dans un climat d'insécurité permanente, une initiative toujours recommencée acceptant de cheminer en compagnie du risque, a toujours ses chances. Pas de modèle de l'action antérieur à l'action qui est à elle-même sa propre vérité. La politique telle que la dévoile dans sa crudité Machiavel fait apparaître que le monde est une aventure, et que tout ce qui lui donnerait unité, totalité, sens (comme par exemple la providence chrétienne ou la dialectique hégélienne ou marxiste) est de l'ordre du mythe, nous dirions de l'idéologie, valable certes comme représentation humaine, utilisable pour gouverner les peuples, mais le type même de l'illusion puisqu'elle nous ferait croire qu'il y a une vérité du monde au-dedans ou au-delà du monde et une réalité sous les apparences des choses, apparences qui ne sont pas apparences puisqu'elles sont choses mêmes.

Pas de vérité de l'homme non plus dans l'antihumanisme machiavélien. Machiavel ne parle jamais de l'homme, mais des hommes tels qu'ils sont, et qu'il décrit sous de si noires couleurs qu'on a cru parfois expliquer le machiavélisme par la thèse originelle d'une méchanceté foncière de la nature humaine, alors que c'est l'idée même de nature humaine que met en question la pensée machiavélienne; l'homme n'est en lui-même ni bon ni méchant, il est capable du pire et du contraire du pire, successivement et parfois simultanément; et l'homme politique digne de ce nom est l'homme qui va jusqu'au bout de ses possibilités d'homme, héros et anti-héros, homme et bête, renard et lion; le centaure Chiron instituteur d'Achille, « monstre » s'il l'on veut au sens pascalien, est la parodie de l'homme selon Machiavel; d'ailleurs l'homme n'existe que par rapport aux autres et dans un univers de conflits et où il faut se faire aujourd'hui différent de ce qu'on était hier pour répondre aux défis changeants des hommes et des événements. Les hommes politiques, comme les autres hommes mais plus spectaculairement, sont des acteurs qui n'existent pas en dehors de leurs rôles, qui sont contraints d'improviser plusieurs rôles dans une pièce où le dénouement est en suspens et qui se confondent avec leurs rôles de force ou de cautèle, de vengeance ou de mansuétude, de cruauté ou de magnanimité; et c'est toujours la même illusion, j'allais dire philosophique, que de supposer quelque unité cachée de ces contraires. Octave le sanglant, Auguste le clément, aucun mystère, deux situations, deux politiques.

En politique les apparences ont valeur de réalité. Chacun le sait. Dans un monde où tout est jeu et représentation comme le monde de Machiavel, la réalité même est apparence, et la réalité politique comme comédie dramatique et mise en scène révèlent la seule vérité du monde qui est le monde même. Le Borgia est ce qu'il apparaît pour ses sujets de Romagne, cruel puis cruel contre les cruels et justicier pacificateur. Son image est vérité. Et le peuple indigné et effervescent, ou « satisfait et stupide » est ce qu'il apparaît au prince ou à la caste dirigeante. Le patriarcat fait la plèbe et la plèbe le patriarcat dans une méconnaissance

conflituelle qui est reconnaissance réciproque. Les conflits qui sont la trame de la politique arrachent les hommes à l'illusion de leur autonomie, ils les contraignent à se faire eux-mêmes en choisissant leur camp, leur rôle, masque tragique qui ne cachera rien puisqu'il sera une même chose avec le visage, et même la seule manière possible d'avoir un visage. Dans ce monde sans au-delà, sans profondeur, sans mystère il n'y a d'autre absolu que les apparences qui sont toute la réalité. Monde d'où est chassée l'illusion de l'ailleurs, où toute présence est de représentation, où la puissance dans l'instant est la réalité des réalités puisque la « vertu » est à la fois manière d'être et d'apparaître, où les prestiges du pouvoir se confondent avec le pouvoir, où la passion est imagination, et l'imagination passion. En un mot monde tragique, d'où la fascination qu'il ne saurait manquer d'exercer dès qu'il est seulement conté et raconté comme le fait Machiavel. La pensée machiavélienne est sans énigme: la politique n'y renvoie à rien d'autre qu'elle-même, elle est, cette pensée, ontologie contre les ontologies, philosophie contre les philosophies, et la politique y devient l'absolument profane qui proclame la mort du sacré.

L'ultime conclusion s'impose d'elle-même. La question de Machiavel est métaphysique. Si le monde et la politique ne sont que leurs propres apparences, alors Machiavel a pleinement et totalement raison. Qu'on ne condamne pas « le Prince » ou les « Discours » comme scandaleux; le seul scandale est la figure même du monde et de l'histoire qui est une provocation invincible à l'impiété dès que l'on ose la regarder face à face comme l'a fait Machiavel et non dans les faux miroirs complaisants des mythologies et des idéologies. S'il n'y a pas d'absolu, la politique est un absolu, et elle est machiavélienne de part en part. Voilà pourquoi sont si dérisoires les réfutations ou les récupérations moralisantes de Machiavel. La seule façon d'échapper à la puissance de Machiavel qui rend ses personnages et ses lecteurs « captifs des éléments du monde », c'est de redécouvrir une puissance plus puissante encore, celle d'un absolu par rapport auquel la politique pourra être, pour le salut des hommes, apprivoisée, domptée ou si l'on veut dénaturée. Car si la politique n'est que la politique, elle sera machiavélienne et donc machiavélique.

Le clerc capable de vaincre Machiavel? Non pas, digne ou plaintif, le professeur de morale mais disciple des vérités inusables au temps, le restaurateur ou l'instaurateur de la métaphysique. Ainsi Socrate contre une sophistique qui fabriquait des apprentis-révoltés et des apprentis-tyrans non par quelque enseignement corrompé mais en faisant parler la nature et le monde tels qu'ils sont, ces autorités irrécusables Socrate les réfuta à ses risques et périls en parlant d'autre chose. Aujourd'hui à une époque anti-métaphysique, dont la pensée est phénoménologique et culturaliste, Machiavel et le machiavélisme resteront maîtres du présent et de l'avenir, si ne sont pas réinventés et Socrate et la métaphysique.

Etienne BORNE ■

Jugements et opinions sur Machiavel

Frédéric II de Prusse :

« Le Prince de Machiavel est en fait de morale ce qu'est (Benoît) Spinoza en matière de foi : Spinoza sapa les fondements de la foi, et ne tendait pas moins qu'à renverser toute la religion ; Machiavel corrompt la politique, et entreprenait de détruire les préceptes de la saine morale. Les erreurs de l'un n'étaient que des erreurs de spéculation ; celles de l'autre regardaient la pratique. Cependant il s'est trouvé que les théologiens ont sonné le tocsin et crié l'alarme contre Spinoza, qu'on a réfuté son ouvrage en forme, et qu'on a consolidé la Divinité contre les attaques de cet impie, tandis que Machiavel n'a été que harcelé par quelques moralistes et il s'est soutenu, malgré eux et malgré sa pernicieuse morale, sur la chaire de la politique jusqu'à nos jours ».

(L'anti-Machiavel)

Spinoza :

« Peut-être Machiavel a-t-il voulu montrer qu'une masse libre doit, à tout prix, se garder de confier son salut à un seul homme. Car celui-ci, à moins d'être excessivement vaniteux et de s'imaginer qu'il lui est possible de plaire à tous ses sujets, craindra sans cesse des embûches. Il sera donc contraint de se tenir sur ses gardes et de tendre lui-même le premier des embûches à la masse — au lieu de veiller, comme il le devrait, aux intérêts généraux. Cette dernière intention est, quant à moi, celle que je serai porté à prêter à notre auteur. Car il est certain que cet homme si sagace aimait la liberté et qu'il a formulé de très bons conseils pour la sauvegarder. »

(Traité de l'Autorité politique)

Emile Namer :

« Machiavel n'a pas parlé de morale, mais il a proclamé la nécessité de la loi et de la justice dans la vie collective, cette loi et cette justice qu'il faut imposer, même par la force. Le problème irritant qu'il a posé, celui des rapports de la morale et de la politique est en réalité celui des conflits entre la bonté ou la pitié, au sens commun du mot, et les nécessités de gouvernement. Lorsque Machiavel dit qu'un chef doit apprendre à n'être pas bon, s'il veut gouverner, il ne sacrifie pas la morale à la politique, mais il affirme que la sensibilité subjective est mauvaise conseillère, et qu'un chef digne de ce nom doit examiner la situation de façon objective, et substituer à la charité, arbitraire et peut-être dangereuse, une loi raisonnable, juste et forte, applicable à tous et gardienne des intérêts collectifs. Machiavel n'a pas nié les valeurs individuelles, morales et religieuses ; il savait qu'elles constituent des facteurs de progrès ; mais il les a intégrées dans l'idée de légalité et a ainsi contribué plus qu'un autre à la conception toute moderne de la vie sociale et des relations humaines entre elles. »

(Machiavel ; P.U.F.)

Raymond Aron :

« Cette philosophie cynique de la politique, sous couleur de s'opposer à toute philosophie, pose une certaine philosophie. Elle pose une philosophie de non-sens au lieu de poser une philosophie du sens, elle pose que le sens de la politique c'est la lutte et non pas la recherche d'une autorité justifiée. Mais la négation du sens n'est pas plus objectivement ou scientifiquement démontrée que l'affirmation ... Le machiavélisme qui voit l'essence de la politique dans la seule lutte pour le pouvoir est une philosophie partielle, qui tend à se contredire elle-même comme toutes les philosophies sceptiques... »

(Démocratie et totalitarisme ; Gallimard)

Le tombeau de Machiavel dans l'église Santa Croce à Florence, monument édifié lorsque fut accomplie au 19^e siècle l'unification de l'Italie.

Claude Rousseau :

« Le Prince » ne conféra à Machiavel aucune célébrité de son vivant. Laurent de Médicis mourut, sans doute, sans l'avoir lu ; il se soucia peu, en tout cas, de faire imprimer l'ouvrage, qui ne fut édité qu'en 1532, après la disparition de son auteur et celle de l'homme auquel il avait été destiné. Ce furent les guerres de Religion qui firent sortir « Le Prince » de l'ombre. Lorsque Gohory donna, en 1571, la traduction aujourd'hui reprise par Gallimard, Machiavel était devenu la bête noire des Protestants aussi bien que des Catholiques, qui se reprochaient mutuellement à cette époque de s'inspirer des maximes du « Prince » pour essayer de triompher du parti adverse. Couramment lu et constamment dénoncé comme antichrétien, Machiavel était déjà devenu, à la fin du XVI^e siècle, le « père du machiavélisme » : de cette politique « dépourvue de conscience et de bonne foi » dont, aujourd'hui encore, les dictionnaires lui attribuent l'apologie systématique.

Un siècle plus tard, « Le Prince » était lu avec d'autres yeux. L'Absolutisme allait avoir pour lui plus d'indulgence que les censeurs sévères de l'époque antérieure. Richelieu prit fort Machiavel ; Mazarin en fit son prestigieux compatriote l'éducateur rêvé de Louis XIV. Apologie supposée de la **Raison d'Etat**, « Le Prince » inspire — marginalement — un régime qui doit, tout de même, à Bossuet les meilleurs de ses principes.

Le déclin des monarchies traditionnelles s'amorçant en Europe dès la fin du Grand Siècle affecte curieusement la fortune posthume de Machiavel. C'est le rationalisme révolutionnaire qui va désormais s'emparer du « Prince » pour le juger en fonction de sa propre aspiration à la « Liberté ».

(Le Prince de Machiavel ; Hatier)

Gaetano Mosca :

« Les Italiens du XIX^e siècle ont trouvé que Machiavel avait plusieurs titres pour mériter leur sympathie et leur admiration. En effet, il avait toujours été combattu par les prêtres et surtout par les Jésuites ; il avait cherché à démontrer que la souveraineté temporelle du Pape avait toujours été un obstacle à la formation d'un puissant Etat italien. En outre, il avait toujours espéré que cet Etat pourrait naître un jour et qu'il serait parvenu à chasser les étrangers au-delà des Alpes et de la mer.

En d'autres termes, Machiavel avait tracé les traits principaux du programme que les hommes d'Etat italiens sont parvenus à réaliser et même à perfectionner au cours du XIX^e siècle en réunissant dans un seul Etat presque toute la nation italienne. »

(Histoire des doctrines politiques ; Payot)

Marcel Brion :

« Ce n'est pas avec une belle âme et de nobles intentions qu'on fait de la bonne politique ; Savonarole vient de le démontrer une fois de plus.

Qu'est-ce alors que la bonne politique ? C'est une partie d'échecs bien conduite, jouée par un homme exercé, rompu aux feintes, aux difficultés, qui prévoit les surprises et, d'avance, est prêt à les contrebattre ; dès les premiers coups, il devine le caractère de son adversaire, il sait de quelle manière il jouera, et quels pièges il importe de lui tendre, tout en évitant ceux qu'il aura certainement disposés pour vous y prendre. Le bon joueur d'échecs a la tête et le cœur froids. Et le meilleur joueur est celui qui gagne la partie. Dans ce jeu-là on ne se laisse duper ni par les arguties ni par les faux semblants. Le seul critère d'excellence est la victoire et si, dans les autres circonstances de la vie, il peut y avoir de sublimes succès, plus nobles que des triomphes, dans le jeu de la politique la seule excuse que l'on ait d'avoir entrepris quelque chose, c'est d'y réussir.

A cet égard, les Romains demeurent les grands exemples et les modèles éminents. C'est chez eux qu'il faut chercher ses maîtres dans l'art délicat et périlleux de la politique. Ils ne s'embarrassaient pas de nobles projets ni d'intentions généreuses ; ils marchaient droit vers leur but, et ils y arrivaient. Ils avaient ce profond idéal civique qui, pour Machiavel aussi, tient lieu d'idéal moral et d'idéal religieux. Ou, pour mieux dire, le civisme était leur morale et leur religion. Leurs dieux étaient des dieux qui, à l'exemple des hommes, servaient la cité et, quant à la morale, les plus « philosophes » de leurs empereurs n'ont jamais confondu la doctrine théorique du bien avec l'application, nécessairement immorale, que doit en faire un homme d'Etat.

L'admiration presque dévote que Machiavel éprouve pour les Romains et leur civisme, ressemble assez à celle qu'on rencontrera trois cents ans plus tard chez les hommes de la Révolution française. »

(Machiavel : génie et destinée ; Albin Michel)

Plenitudo Temporum : Rome

par André Chastel

M. André Chastel, Professeur au Collège de France, a bien voulu nous autoriser à publier un chapitre de son ouvrage « Le Mythe de la Renaissance » (1420-1520), édité chez Skira en 1969. Ce très beau livre est suivi d'un second volume intitulé « La crise de la Renaissance » (1520-1600).

Les idées, que présente André Chastel dans « Le mythe de la Renaissance », ouvrent des vues particulièrement intéressantes sur cette période d'une intense créativité.

On ne peut plus, estime André Chastel, se contenter d'opposer la montée de l'humanisme italien et de l'art « national » qui lui serait lié, en Italie, à la décadence ou à l'exaspération du gothique tardif et de la culture médiévale déclinante dans l'Europe septentrionale. Ces phénomènes sont non seulement contemporains mais solidaires, à la fois concurrents et interdépendants. L'ouvrage d'André Chastel souligne tous les contacts assurés entre le Nord et le Midi par les personnes, par le développement des cours princières en Italie, la récupération des manuscrits par les érudits, le succès de la nouvelle peinture flamande : Dürer se découvre lui-même à Venise, comme Fouquet en 1450 à Rome ; comme le roi René soixante ans plus tôt, François I^{er} sera un prince « italianisé ». Le prestige inouï atteint par Rome sous Jules II et Léon X masque les difficultés réelles de l'Eglise et fait oublier le pivotement général des forces économiques vers le Nord et l'Ouest de l'Europe. Cette primauté culturelle, grosse de conséquences pour l'avenir, ne peut guère s'expliquer sans tenir compte des trois aspirations qui traversent le siècle en une sorte de crescendo : 1) le goût de l'initiative qui aborde tous les domaines ; 2) l'attention nouvelle à la diversité inépuisable du réel et à la possibilité de l'ordonner ; 3) le sentiment enfin de voir clair à travers le flux des siècles grâce à la récupération du trésor des fables et des discours antiques favorisée par le livre. Renovatio, Integratio, Restitutio, ces trois aspects majeurs de la Renaissance ont fourni tout naturellement l'armature du livre d'André Chastel.

On est en présence d'un foyer d'illusions fécondes, dessinant un horizon intellectuel, moral, artistique, d'un idéalisme intrépide : la réconciliation religieuse des sociétés humaines, la vision de la nature paradisiaque et de la perfection physique de l'homme, la certitude de pouvoir reconquérir, assimiler et égaler l'héritage entier du monde antique, sont des modalités caractéristiques du nouveau mythe, auquel le Nord contribue indirectement, et qui revalorise le fonds méditerranéen de l'Occident. Toutes ces énergies se laissent saisir comme les aspects d'une tension de la conscience, qui va changer le rythme et les points d'appui de toutes les formes d'activité. Par cette complexité, l'aspiration générale qui cherche à s'explicitier dans la Renaissance présente bien le caractère, merveilleux et contraignant, qui justifie le terme de mythe.

Autour de 1500, la conjonction des aspirations intenses et parfois contraires qui entraînent l'Europe de la Renaissance établit dans le développement général une sorte de palier. Celui-ci coïncide avec les pires bouleversements politiques, fort différents, il est vrai, de ceux qui troublèrent le début du siècle. Tandis que la puissance espagnole achève de se consolider autour de Philippe le Beau en ajoutant à la péninsule ibérique unifiée le domaine flamand hérité de Marie de Bourgogne, l'invasion des Français de Charles VIII en 1494 ramène toute l'actualité sur l'Italie. Sur ce nouveau champ d'affrontement, les alliances se retournent aussi

vite qu'elles se constituent, le Midi napolitain passe sous la domination espagnole, la Lombardie subit, pour un temps, les Français, la crise républicaine et puritaine suscitée par Savonarole ôte à Florence toute capacité d'action importante. Rome au centre et Venise en marge dominant la situation et vont être désormais liées à toutes les intrigues européennes. Rien de ce qui était périodiquement annoncé et espéré ne s'accomplit : la pacification universelle, la conversion de l'Islam, la transformation de l'Eglise. Des événements bouleversants : la guerre, les révolutions, la découverte d'un monde nouveau, entretiennent une tension croissante ;

loin de faiblir, l'excitation des esprits est plus forte que jamais. Le « mythe de la Renaissance » bat son plein.

L'attention générale est donc tournée vers l'Italie. Le fait qu'elle commence à se trouver plutôt à la périphérie de l'espace économique de l'Occident est paradoxalement compensé par une position centrale dans son espace culturel et artistique. On s'aperçoit alors que les représentants des grandes puissances avaient suivi de près l'évolution artistique de l'Italie et subissaient le prestige des styles qu'elle élaborait. Dès l'époque de Pie II Piccolomini, l'un des mécènes les plus actifs de Rome était un Normand, le cardinal d'Estouteville : il commande à Mino da Fiesole le grand ciborium à quatre colonnes destiné à l'autel de Sainte-Marie Majeure. Louis XI veille au relèvement de la chapelle traditionnelle des rois de France à Saint-Pierre et c'est un prélat gascon, Jean Bilhères de Lagraulas, qui demande en 1497 au jeune Michel Ange de sculpter la Pietà. La maison d'Espagne s'intéresse au sanctuaire de San Pietro in Montorio, où Bramante va édifier son *tempietto* mémorable. La nation allemande fait élever son église, Santa Maria dell'Anima, par Giuliano da Sangallo, l'architecte de Julien Della Rovere, devenu le pape Jules II en 1503. On attend beaucoup du Siècle romain et, soudain, en quelques années, la formidable personnalité de Jules II décidant une série d'entreprises gigantesques au Vatican, va faire de Rome le point d'attraction de tout ce qui compte dans le monde des arts. Coup sur coup, les maîtres de la génération plus ancienne : Sangallo, Bramante, Léonard, puis ceux de la jeune génération, Peruzzi, Michel-Ange, Raphaël, vont accourir et, avec eux, une foule d'artistes et d'ouvriers. Le mouvement se confirme au temps de Léon X (1513-1521) avec une part plus importante faite aux gens de lettres, comme Bibliena et Balthazar Castiglione, ou aux archéologues, comme Fra Giocondo.

Au milieu d'une situation politique et militaire singulièrement mouvementée, à la veille des déchirements de l'Europe chrétienne, l'œuvre de la Renaissance s'affirme avec une force et une impétuosité inoubliables dans une ville qui revendique maintenant sur un plan élevé sa vocation impériale. La convergence des intérêts et des convictions qui fondent l'assurance de tant d'esprits au début du XVI^e siècle peut difficilement être rendue plus explicite que par l'exemple de Gilles de Viterbe (1469-1532). Prieur général des Augustins de 1508 à 1518, il lutta en faveur des ordres mendiants et gouvernait précisément celui auquel appartenait Luther. Il avait été appelé à prononcer devant Jules II un sermon *De incremento Ecclesiae* le 21 septembre 1507 et il eut l'honneur d'ouvrir en 1512 le V^e Concile de Latran, avec un appel véhément en faveur de la réforme de l'Eglise dans le cadre même des institutions : *homines per sacra immutari fas est, non sacra per homines*. Ce qui n'est pas sans importance, ce sont les attaches de ce prélat avec le courant ésotérique, qui se manifestait dès 1492, dans la lettre fameuse et exaltée de Marsile Ficin sur l'avènement proche de l'âge d'or de l'humanité, puis par un intérêt soutenu pour la Cabale. Gilles en rédigea une interprétation chrétienne avec sa

Schechina : les dix Sephiroth ou puissances divines commandent les dix âges du monde, l'humanité est entrée dans le dernier, et la connaissance des textes clefs de l'Écriture ne pourra que faciliter la fin des sectes. La découverte du Nouveau Monde, l'annonce et la défaite des Ottomans suivra bientôt : la réunion de la famille humaine est proche.

Quelque chose peut la hâter et en offrir comme l'anticipation symbolique, c'est la grandeur de Rome, *sancta latina Jerusalem*, dont l'histoire commence avec l'empire de Jules César et s'accomplit avec le pontificat de Jules II. Centre du monde, nouvelle Sion, Rome doit produire une démonstration éclatante du nouvel âge qui s'ouvre : ce sera la basilique conçue par Bramante. Gilles rapporte l'étrange discussion entre le souverain pontife et l'architecte, qui avait proposé un moment de changer l'orientation de la nouvelle église pour aligner son entrée sur l'obélisque égyptien — apporté sous l'Empire dans l'ancien stade — que l'on voyait au nord du Vatican. Jules II tint à conserver l'axe traditionnel de la basilique constantiniennne, mais l'élevant jusqu'au ciel avec une splendeur inouïe, *ut Deus magnificentius adoretur*. Ainsi s'accomplira la *plenitudo temporis*. « Ce qui est révélateur dans la pensée de Gilles de Viterbe, c'est le support religieux qu'il s'efforce de donner au développement artistique et culturel qui s'accomplit sous ses yeux » (John W. O'Malley).

Les trois aspects majeurs de la Renaissance se trouvent ainsi fortement associés et leur convergence nécessaire apparaît définitivement, éclairant après coup tous les développements de l'époque active que l'on veut conclure : aspiration à la *renovatio* générale, travail d'*integratio* par une vision renouvelée des formes universelles, volonté de *restitutio antiquitatis*, pour retrouver la grande civilisation méditerranéenne et en dépasser les réalisations afin de donner son visage définitif au monde moderne. On a d'innombrables témoignages de ces ambitions illimitées ; elles n'auraient laissé que le souvenir des prodigieuses capacités d'illusion de l'esprit humain sans une circonstance qui va durablement valoriser l'acquis de cette époque. Toutes les inspirations du XV^e siècle trouvent un représentant d'envergure, et non seulement la substance des styles pour l'architecture, la peinture, la sculpture et le décor, mais aussi les attitudes spirituelles, les orientations morales s'incarnent en quelque sorte dans des figures d'une activité exceptionnelle qui vont offrir aux autres centres d'Italie et à tous les pays d'Europe des modèles culturels, auxquels tout le monde devra réagir. Il suffit de songer à ce que vont représenter Pic et Politien, Bembo et Castiglione, à la séduction de Raphaël, à l'autorité de Bramante. Aucun d'entre eux n'est une figure simple. Léonard, qu'un admirateur nomme « un autre Pythagore », est l'homme de l'ingéniosité et du mystère : tout un ordre d'activités, un jeu d'attitudes complexes, subtiles, déroutantes, tout ce qui relève d'Hermès au sens des néo-platoniciens, est réalisé par lui. Il est impossible de rendre compte de la personnalité de Michel-Ange et de la résonance spécifique de son œuvre, y compris ses poésies tardives, sans dégager en lui la

Portrait de Vittoria Colonna par Michel Ange
(British Museum)

tension de ce mal nouveau, le saturnisme, présent sous la violence impérieuse ou *terribilità*. C'est là que triomphe l'individualisme de la Renaissance : il prend tout son sens dans ces personnages, bientôt devenus légendaires et vénérés comme des héros : leur puissance, qui varie d'ailleurs étonnamment d'intensité et de nature, tient à leur adhérence à un certain ordre symbolique, à la manière de l'assumer et de le vivre ; elle est magnifiée par l'aurole de la gloire dont ils sont les premiers bénéficiaires en même temps que les détenteurs des instruments d'immortalité : tombeaux, aménagements mémorables, cycle des temps nouveaux.

Or, au moment où les forces conjuguées de la Renaissance trouvent ainsi leur accomplissement final, le phénomène est déjà devenu largement européen. Les provinces périphériques de l'Italie avec leurs variantes propres des nouveaux styles, ont servi de relais avec les pays voisins ; Mantegna est connu en France, on va s'inspirer de lui à Gaillon, à Rouen ; Dürer est descendu, à vingt-trois ans, en 1494, à Venise, il a connu la gravure de Mantegna, l'art de la *quadrature* ; il reviendra pour un long séjour en 1505-1507, d'où il écrira à son ami Pirckheimer des lettres enjouées, respirant un bonheur de vivre et de travailler qu'il ne connaîtra jamais plus après son retour à Nuremberg. Le voyage d'études en Italie commence : Gossart dit Mabuse accompagne en 1508 le bâtard du Téméraire, Philippe de Bourgogne, passionné d'antiquités, pour qui il dessine, avec l'acuité d'un nordique, les ruines et les sculptures du Forum ; fixé ensuite à Middelburg, il recevra l'éloge

d'avoir été le premier à introduire en Flandre le nu, les sujets poétiques et historiques, bref la bonne manière méridionale. Et partout, en Normandie, sur la Loire, en Bohême, en Pologne, en Espagne, l'architecture qui était la proie de cette espèce de romantisme de l'ornement qu'on appelle le flamboyant ou le plateresque, va admettre, dans ce cadre, des motifs, puis des éléments entiers, puis des rythmes complets de dérivation italienne.

Cette réception des formes méditerranéennes ne signifie pas une soumission mais un éveil. A quarante ans, en 1506, Erasme de Rotterdam, n'y tenant plus, passe les Alpes, est reçu docteur en théologie à Turin, va travailler avec passion dans l'atelier de l'éditeur Alde Manuce à Venise et obtient un grand succès commercial avec des *Adages* ; ensuite, il s'attarde avec délices à Rome où le milieu du cardinal Jean de Médicis lui fait fête. Répondant à l'appel de Henri VIII, il quitte à jamais l'Italie en 1509, l'année où il a déclaré toute sa verve terrible et brillante dans l'*Eloge de la Folie*, dédié à Thomas More. Beaucoup de thèmes et de préoccupations de la culture italienne trouvent ainsi leur prolongement et même parfois une formulation plus complète chez les esprits septentrionaux. Il passe quelque chose d'Alberti en Erasme et quelque chose aussi de Dürer. C'est un modeste chanoine lorrain, Jean Pélerin dit Viator, qui publie en 1505 à Toul un petit manuel *De artificiali perspectiva*, le premier exposé des recettes de la construction géométrique. Les étrangers ont besoin d'expliquer et de clarifier pour leur propre compte les enseignements reçus dans la masse complexe de la nouvelle culture.

C'est à l'imitation de l'Italie que vont s'affirmer les langues, les littératures, les styles de caractère national. L'Angleterre de Thomas More, l'Espagne de Vives, la France de Marguerite de Navarre reçoivent Holbein, Juan de Flandres et Berruguete, les élèves de Léonard ; sous une imitation superficielle des modes italianisantes, une maturation se précise, insinuant le « mythe de la Renaissance » dans des milieux aussi méfiants que fascinés. En pédagogie, en science, en histoire, dans tous les arts et surtout ceux du décor, la manière méridionale apporte des armes indispensables précisément aux milieux qui lui opposeront, dans la crise qui se prépare, une résistance acharnée. Surtout, bien entendu, dans les régions de la Réforme. Un minuscule détail l'illustre assez bien. On a observé que, sur le fameux document de 1534 par lequel l'Eglise d'Angleterre a définitivement écarté l'autorité de Rome, on trouve, sur une certaine de signatures, dix-huit noms écrits en cursive, c'est-à-dire en écriture « à l'italienne » (D. Hay).

La prédominance brusquement prise par le problème religieux après 1520 illustre le passage de l'optimisme de la *renovatio* au tragique de la Réforme. Il y avait depuis longtemps un certain parallélisme entre l'orientation de la *devotio moderna* dans les Pays-Bas et sur le Rhin avec des courants de piété éclairée de l'humanisme. John Colet et Lefèvre d'Étaples, se rendant en Italie, avaient trouvé dans les milieux de l'Académie néo-platonicienne de quoi alimenter leur souci d'un christianisme rénové. Ce qu'on a nommé les mouve-

ments de pré-Réforme autour de 1500 au nord des Alpes et principalement en France et en Angleterre procède largement soit des aspirations à l'irénisme, et à la grande paix des esprits, soit des attitudes critiques, souvent acides, à la manière de L. Valla, à l'égard des traditions frelatées qu'il importe de secouer. Mais toutes ces composantes de la mentalité nouvelle, qui étaient développées côte à côte, vont soudain se révéler inconciliables. On avait trop longtemps cru imminentes des solutions dont on ne précisait pas le contenu. Dès l'époque de Léon X on observe une rupture intérieure, qui s'esquisse entre l'idéalisme qui veut ignorer les difficultés, parce qu'il ne se soucie plus de les résoudre, et un cynisme opportuniste qui affiche, grâce au beau style, une noblesse d'intentions dont on éprouve plus l'urgence contraignante. Il est difficile de dire combien de lecteurs de ce beau livre un peu solennel qu'est le *Cortigiano* de Castiglione (rédigé en 1514 à 1518 et publié en 1528), appelé à un immense succès européen, relèvent d'une catégorie ou de l'autre.

Le début du XVI^e siècle est enfin le premier moment où la Renaissance se retourne sur le chemin parcouru. On le mesure. On l'apprécie. Un nouvel état d'esprit va naître du sentiment que des acquisitions durables ont déjà été faites. Ce qui se prépare un peu déjà, c'est l'histoire de l'époque même, l'histoire de l'époque qui a voulu ouvrir un nouvel âge du monde et déterminer l'avenir. Guichardin et Machiavel sont au travail. Mais ils s'en tiennent à cette analyse des ressorts de la vie politique qui avait toujours été la grande force des Italiens. Et c'est du Nord que vont venir les éloges les plus enthousiastes et les célébrations rétrospectives. Pour un Budé, un Cornicille d'Agripa, un Thomas More, bientôt un Rabelais, il est nécessaire de prendre fortement appui sur le modèle italien. D'où la tendance à présenter les réalisations de la culture méridionale comme une sorte de chef-d'œuvre achevé et complet, et finalement une attitude qui revient parfois à traiter, l'Italie de la Renaissance comme celle-ci avait traité l'antique. Mais le plus souvent, l'esprit d'émulation l'emporte, la continuité est sentie. Ainsi dans les poèmes

de Jean Lemaire, cet auteur prolix mais curieux, qui passa du milieu bourguignon (il accompagne Marguerite d'Autriche à Rome en 1506) à celui de la reine Anne et de Louis XII. Sa littérature est toute de circonstance, mais il a la volonté du style. Cinquante ans après Fazio, Ciriaco..., il traite des peintres du Nord. Il en parle avec un ton de vive admiration dans la *Couronne Margarithique* écrite à Annecy à la mort de Philibert de Savoie (1504) ; il évoque Van der Goes, Dirk Bouts, Jean van Eyck :

Hugues de Gand, qui tant eut les trespz nets
y fut aussi, et Dieric de Louvain
avec le roi des peintres Joannes...

Mais quelques mois plus tôt, dans la *Plaine du Désiré*, ou complainte sur la mort du regretté comte de Ligny, Jean Lemaire avait conçu une véhémence allégorique où Peinture, servante de Nature — la seconde étant rhétorique — fait appel à tous les maîtres ; la liste est plus longue. Aux Flamands déjà cités, d'autres sont ajoutés (str. XVI) :

Toy Leonart, qui as graces supernes,
Gentil Bellin, dont les loz sont eternes,
Et Perusin, qui si bien couleurs mesle !
Et toi, Jehan Hay, ta noble main chomme elle ?
Vien voir Nature avec Jehan de Paris
Pour luy donner umbraige et esperitz !

La langue est encore un peu rocailleuse, malgré le souci de varier les formules. Comme Jean Hay n'est autre que le Maître de Moulins placé ici auprès de Perréal, cette galerie poétique qui unit les maîtres flamands, les français et les italiens, marque une date. On retrouve également le souci d'associer Peinture et Rhétorique. Tout est porté enfin par l'idée candide mais forte que les arts et les lettres, en un mot la culture, sont seuls aptes à triompher de la mort. Dans ces traits précis passe l'essentiel du rêve ou, comme on a préféré dire ici, du « mythe » qui emportait la Renaissance.

Le changement en économie

par Charles Delamare

Le changement semble devenir le mot-clef de notre temps. Le Président Giscard d'Estaing se définit à la fois comme ami de la tradition et du changement. Les socialistes veulent changer la vie. Les centristes réformateurs ont axé leurs campagnes électorales sur le thème du changement. Les communistes estiment qu'il n'y aura pas de changement tant qu'ils n'auront pas accédé aux responsabilités du pouvoir. Les gaullistes voudraient pouvoir assumer à la fois la continuité gaullienne et le changement giscardien.

Voici quelques années, les événements de Mai 1968 avaient déjà révélé l'existence d'une violente passion d'autre chose dans une vaste partie de l'opinion. La crise économique donne à la notion de changement un contenu plus immédiatement saisissable et la crise des « valeurs » un contenu plus fondamental. « France-Forum » a pensé qu'il ne serait pas inutile d'analyser comment se concrétise aujourd'hui le changement et de réfléchir sur les perspectives qu'il ouvre à notre société. L'étude de Charles Delamare, que nous publions ci-après, sera suivie d'autres textes, parmi lesquels nous pouvons annoncer : « L'équilibre dans le déséquilibre » par Robert Lattès et « Philosophie et changement » par Pierre Aubenque.

Ces premières réflexions en appelleront d'autres, d'une tonalité peut-être différente. Ainsi se nouera sur ce thème du changement un dialogue que nous souhaitons fructueux.

L'ECONOMIE peut se définir comme la production et la distribution des biens matériels dans les sociétés humaines en vue de satisfaire les besoins des individus. Les progrès réalisés dans ce domaine au cours des cent dernières années s'expliquent pour l'essentiel par l'extension géographique croissante de l'économie moderne et par l'intensification accélérée des relations sociales qu'elle implique et qu'elle suscite. Elle a démultiplié ses forces grâce à la division du travail et au libre échange.

I. — DE L'ECHANGE AU CHANGEMENT

Depuis Adam Smith, à la fin du XVIII^e siècle, la rationalité contenue dans la doctrine de la libre circulation des produits entre les nations fraye son che-

min au milieu des obstacles nombreux et renouvelés. Elle est la source de la prospérité coulant avec une abondance accrue, dès que se crée un « grand marché » : les Etats-Unis d'Amérique, le Zollverein ou la Communauté Economique Européenne.

Ainsi, l'économie moderne se caractérise avant tout par l'échange. Celui-ci est le moteur entraînant les adaptations continues, les transformations sans cesse renouvelées de la structure productive, non seulement sur le plan régional ou national, mais aussi et de plus en plus sur toute la surface de la terre. De ce fait, l'économie est synonyme de changement. Pas seulement dans le monde de l'industrie et du commerce, mais dans l'ensemble de la société. Comme l'écrit K. Marx

dans « Travail salarié et Capital », « les rapports sociaux suivant lesquels les individus produisent, les rapports sociaux de production, changent et se transforment avec l'évolution et le développement des moyens matériels de production, des forces productives ».

Ce moteur du changement ne fonctionne pas d'une manière continue. C'est un moteur à explosion. Les à-coups du développement, observés depuis longtemps, ont donné lieu à de nombreuses théories sur les cycles. Ceux-ci proviennent-ils de la nécessité de digérer des progrès technologiques trop rapides par rapport à la capacité d'assimilation humaine ? Représentent-ils le temps d'adaptation nécessaire à la définition de nouveaux besoins ? Sont-ils la traduction des contradictions du capital dont la rentabilité tend vers zéro ? Toujours est-il que lorsque l'on arrive à leur phase descendante, les cycles sont un objet d'irritation ou de scandale. Ils mettent à nu le fait que la royauté de l'homme sur l'univers n'est pas assurée. Par là même, l'optimisme moral et politique qui accompagne (et souvent précède) la pensée libérale est soumis à une critique fondamentale. Cela a d'abord été le cas des chrétiens qui reprochaient à la vision économiste de l'univers d'être mutilante pour la créature, de rendre celle-ci unidimensionnelle comme on l'a écrit plus tard dans un autre contexte. Le rationalisme d'Adam Smith passe sur l'humanité comme un rouleau compresseur, écrasant les particularismes nationaux, les différences culturelles et les préoccupations spirituelles. « Comment obtenir un produit au meilleur prix ? » Cette interrogation devenue obsession relègue la problématique de Pascal au rayon des denrées sans grande valeur (tout en leur en fixant une puisque tout est tarifé). L'achat de la Nature se substitue au rachat de la créature.

Ensuite, les socialistes sont venus contester les règles du jeu. Celui-ci est, paraît-il, mené par une « main invisible », celle de la Providence. Le soupçon que ce soient les plus puissants, les maîtres du capital qui se fassent les organisateurs de ces mystères, même s'ils feignent souvent d'être dépassés par eux, n'a fait que se fortifier. Le marxisme a facilement théorétisé et amplifié l'opinion populaire. Des « gros bonnets » aux « deux cents familles », le passage aux sociétés multinationales s'opère sans discontinuité. Affirmer que l'économie échappe au contrôle de la puissance humaine choque la vanité d'individus nourris de l'idéologie du progrès. L'explication par le hasard ou la malchance n'est plus acceptée.

Qu'est-ce qui, dans les cycles, irrite le plus l'opinion publique ? Est-ce le chômage qu'entraîne l'inadaptation de l'offre et de la demande ? Est-ce l'inégalité des fortunes et des revenus, plus insupportable encore dans les périodes de tension ? Ces facteurs jouent certainement leur rôle, mais l'irritation la plus grande, le scandale le plus répulsif se trouvent dans l'incertitude pesant sur la situation propre de chaque individu au sein d'une économie tournant à un rythme saccadé. Le changement imprévisible est d'autant plus difficile-

ment assumé que l'homme a vu son horizon se restreindre à l'économie au sein de ce qu'on appelle la société de consommation. Il devient donc de plus en plus indispensable de conduire le changement, de mener les collectivités vers un but défini à l'avance quelles que soient les difficultés de la marche à accomplir. Traverser la Mer Rouge pour aller vers une Terre promise paraîtra moins périlleux que d'errer sans but sur ses bords.

Il n'était pas superflu de rappeler cette hantise de l'inconnu avant d'analyser la crise actuelle génératrice de changements immédiats, rapprochés ou plus lointains.

II. — LA CRISE ACTUELLE ET SES CONSEQUENCES POTENTIELLES

Nier que la crise actuelle est économique constituerait une réaction assez compréhensible à l'égard d'une pensée contemporaine qui, avec des grognements critiques, se délecte trop facilement de rester engluée dans le panmatérialisme de la marchandise. Il est vrai que la mise à feu de la crise ne s'est pas opérée selon les règles édictées depuis longtemps par les manuels de Harvard ou par les catéchismes de Moscou. La conquête de Jérusalem a mobilisé les bataillons. En 1973 l'esprit de croisade, sans les chrétiens inventeurs de la formule, était toujours aussi vigoureux qu'au bon vieux temps de Godefroy de Bouillon. Les marxistes ont beau plonger la guerre du Kippour dans la vieille teinture de la lutte des classes, ils ne convainquent personne. La croûte épaisse, mais fade, de l'économisme a craqué sous l'action des forces telluriques, primitives, primordiales, couvant dans le cœur humain. Il ne faut pas l'oublier. La froide rationalité des rapports de production ne règne pas aussi fortement sur le monde que toute la logomachie de l'Ouest et de l'Est voudrait le faire croire.

La crise

Cependant, plus on s'éloigne du cratère palestinien, plus on retrouve les schémas traditionnels. La crise a d'abord été monétaire. Pour financer la guerre du Vietnam, les Etats-Unis ont eu recours à l'emprunt et au déficit budgétaire. La facilité a d'abord provoqué le gaspillage dans la gestion des opérations militaires et, par conséquent, la mauvaise productivité de celles-ci. Ensuite, elle s'est étendue à tout le monde occidental à travers l'inflation, boursoflant le dollar, la monnaie dans laquelle s'opèrent la plupart des règlements internationaux. Les théoriciens socialistes reprennent ici une de leurs explications traditionnelles. Il semble que cette fois la théorie s'applique assez correctement à la réalité. La baisse de la productivité du capital a été récemment mesurée aux Etats-Unis, à l'université de Yale, où l'on a démontré que le taux de rentabilité du capital constant, après impôt, est passé de 10,50 % en 1965 à 5,40 % en 1973. Il faut donc plus de capital pour créer une même unité de valeur ajoutée. Il convient de remarquer que cette évolution, désignée pompeuse-

ment comme « tendancielle » depuis plus de cent-vingt ans, n'est pas obligatoirement irréversible comme les socialistes le laissent plus ou moins entendre. Mais elle marque bien la phase d'un cycle qui ne repart vers le haut qu'avec l'absorption d'une nouvelle dose de progrès technique, l'amélioration de la division du travail, le dégraissage des organismes de direction, empaquetés par la bureaucratie. En attendant, il est clair que les dirigeants de l'économie réagissent comme tout un chacun. Répugnant, eux aussi, au changement, ils cherchent le salut dans la fuite, c'est-à-dire dans l'inflation. La hausse des prix permet de conserver un taux de profit nominal grâce à l'allègement des charges d'emprunt au même rythme que la dépréciation monétaire. Des occasions de bénéfices sur stocks peuvent s'y ajouter. Les chefs d'entreprises sont soutenus dans cette démarche par tout un consensus social allant des syndicalistes aux gouvernants. L'expansion dans l'inflation résout à peu près tous les problèmes immédiats, quitte à compliquer ceux qui se profilent à moyen terme. Mais, dans le monde de la démocratie, c'est une tentation à laquelle il est difficile de résister. Les seules victimes sont les épargnants et ils se taisent. Ils n'en pensent pas moins et se disposent à changer de peau le plus vite possible.

Mais la métamorphose de ces valeureuses fourmis en cigales perverses aurait été certainement très longue en raison du conditionnement raffiné auquel est soumise cette bonne pâte d'épargnants (Jean de La Fontaine, que de bas de laine a-t-on tricoté en ton nom !), si la deuxième crise, la plus spectaculaire, n'avait point éclaté. Nos insolents financiers ne s'étaient pas aperçus qu'ils créaient eux-mêmes la race des gogos récalcitrants. Ceux-ci allaient se montrer les meilleurs élèves de la classe. Au cours de la conférence de Téhéran, en décembre 1973, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, l'OPEP, a décidé de quadrupler le prix du pétrole. Cette réaction a été directement provoquée par la guerre du Kippour, mais elle a été préparée, mûrie, causée, par la désinvolture avec laquelle le gouvernement américain a abandonné, le 15 août 1971, la fonction de monnaie de réserve attribuée depuis la guerre au dollar. Les deux dévaluations qui ont succédé ont édifié les Etats producteurs de pétrole. Payer ses créanciers en monnaie fondante, facilite considérablement la gestion de tout débiteur, à condition que celui-ci ne dépende pas trop des premiers. L'OPEP présente toutes les caractéristiques d'un cartel, ce qui est fort condamnable du point de vue de la doctrine libérale. Mais celle-ci n'est guère plus tendre pour les organismes étatiques incapables d'assurer correctement leurs tâches, dont celle, essentielle, consistant à maintenir des moyens de paiement honnêtes. Cartel pétrolier contre monopole monétaire, ce combat promettait déjà bien du plaisir. Il est particulièrement grave que cette opposition ne se produise pas au niveau d'entreprises, même géantes, mais à celui d'Etats dont les motivations obéissent à d'autres considérations que la recherche du profit maximal. Là encore, la couche de l'économisme est déchirée par le surgissement de forces plus profondes.

Cette constatation souligne l'originalité de la crise actuelle. Celle-ci rappelle que les décisions des hommes proviennent d'un autre monde que celui de la production et de la distribution des biens matériels. Mais l'action sur ce dernier est pour eux un puissant instrument. Les pays de l'OPEP disposent d'un levier qu'ils ont saisi par un acte de volonté politique. Ils se sont unis en une de ces organisations de type supranational que certains Européens continuent à rejeter méprisamment pour leur propre continent. Voilà où mène la théologie appliquée ! Parmi les nations de l'OPEP, une partie de celles-ci, comprenant 13 millions d'habitants, aura reçu dès 1974 un revenu de 50 milliards de dollars (250 milliards de francs environ). Elle assure 30 % de la production mondiale de pétrole et 50 % des exportations. En cas de pression à leur égard, ces pays, qui ont déjà accumulé des réserves monétaires considérables, peuvent se permettre de mettre en chômage pendant des années, tout en les payant royalement, les 30 à 40.000 personnes employées dans l'industrie pétrolière (en comptant les étrangers). Les moyens d'action à leur égard sont donc faibles, si l'on fait abstraction du conflit armé, tandis que l'arrêt de leurs livraisons produirait des effets immédiats sur le monde occidental. En dehors d'une solution belliqueuse et fort hasardeuse, celui-ci est donc condamné à payer pendant dix ou quinze ans le prix exigé par ses fournisseurs d'énergie. Il en résultera une formidable déflation. En prenant le cas de la France, le prélèvement pétrolier représente 3 % du Produit National Brut. Mais, à la différence des impositions nationales, ce montant ne sera pas redistribué à l'intérieur du pays par un transfert des plus riches vers les plus pauvres. Il est même probable qu'en raison de la faible population des Etats producteurs de pétrole, une partie importante ne sera même pas remise dans le circuit mondial. L'augmentation de la consommation se heurte aux limites atteintes par les oies du Périgord. La partie non consommée sera stockée si ses possesseurs trouvent une monnaie stable, thésaurisée, stérilisée pendant un certain nombre d'années. L'assainissement monétaire international réclamé depuis longtemps, notamment par le Général de Gaulle, sera réalisé de manière beaucoup plus drastique qu'on l'imaginait. A quel prix ? Les expériences de désescalade dans l'inflation se sont toujours accompagnées de soubresauts sociaux de type révolutionnaire. Après la tentative de Pierre Laval, est né le Front Populaire. Après le gouvernement Brüning, Adolf Hitler est arrivé au pouvoir.

Un gouvernement national, s'il voit poindre des difficultés, peut relâcher sa pression. Pas un cartel d'Etats étrangers indépendants. Que l'Italie se dissolve ou que la Grande-Bretagne s'avachisse n'émouvra que très lentement les hommes du désert.

Yvon Coudé du Foresto, dans un rapport au Sénat, a fait remarquer, au milieu de 1974, que l'Europe ne pourrait s'approvisionner en énergie que pendant deux ans et demi à condition de mettre ses réserves en pool, les Etats-Unis pendant quinze mois et le Japon pendant moins d'un an. La réévaluation des réserves

d'or ne reportera l'échéance que d'une vingtaine de mois pour l'Europe et l'Amérique du Nord. Il n'y a pas de solution alternative à la déflation puisque les emprunts devraient porter sur des sommes si considérables que, très vite, la charge des annuités de remboursement viendrait alourdir le passif de la balance des paiements de façon insupportable. L'Occident est engagé pour un temps dans un processus de paupérisation absolue. Il risque ainsi de parcourir le chemin inverse de celui du prolétariat. Il n'échappe à personne qu'une telle régression économique ne peut s'accomplir sans des tensions allant jusqu'à la rupture entre les divers groupes sociaux.

Le changement est donc à l'ordre du jour, c'est le moins qu'on puisse dire ! Cela sent la chair fraîche du côté des idéologues marxistes qui commencent à se demander si l'heure du Jugement dernier n'a pas sonné, c'est-à-dire pour eux de « la crise généralisée du capitalisme ». Il y a assez longtemps que les cycles à ressorts du capitalisme, les rebondissements insolents du système libéral, exaspèrent des hommes qui veulent mettre un point final aux fantaisies de l'histoire. Les exercices funambulesques des régimes occidentaux, si souvent proches de la chute, se rattrapant dans les pires circonstances et trouvant moyen de repartir plus loin et plus haut après chaque crise, sont un spectacle choquant et difficilement compréhensible pour des spectateurs installés des portes de Vienne jusqu'aux quais de Shang-Haï dans un fixisme rassurant, sinon toujours très amusant. Inévitablement, cette succession d'exercices de haute voltige doit, à leur sens, se terminer par une chute définitive. Le moment si attendu, si libérateur, si justificateur, celui qui absoudrait a posteriori les assassins du Goulag et d'autres lieux, est-il proche ? La question est posée un peu partout dans le monde communiste. Les mouvements lents, précautionneux mais sensibles autour de la succession de Brejnev semblent prouver que l'on commence à y répondre de plus en plus affirmativement. Mais, comme l'a écrit récemment Galbraith « dans un monde qui connaît des changements tels que nous les avons évoqués, un homme qui s'identifie à une doctrine particulière est condamné à se trouver dépassé » (Le Monde, 5/11/1974).

Depuis un an, les petits tambours de l'Apocalypse s'en sont donné à cœur joie. Les catastrophes déclenchées par la crise nous ont été dépeintes avec complaisance. Il n'y a pas à y revenir. Ces menaces existent. Elles ne doivent pas être prises à la légère. Mais il y a au moins autant de chances pour qu'elles ne se réalisent pas. D'autres perspectives, beaucoup plus favorables, peuvent s'ouvrir. L'essentiel sera que nous sachions faire un bon usage de notre liberté, comme je l'ai esquissé déjà dans un article paru ici il y a un an.

Du bon usage de la crise

Si la raison l'emporte, ce qui suppose qu'elle commence par se faire entendre, il n'est pas interdit de penser que l'évolution en cours aboutisse d'ici quel-

ques années à cinq changements qui sont dans la logique des choses, sinon dans l'esprit des hommes.

Un décollage. — Le premier serait celui du développement de ce bloc de l'OPEP qui récolterait les fruits de son courage politique, de son imagination ... et des investissements réalisés chez lui par ces trusts pétroliers si décriés. On assisterait au « décollage de 260 millions d'hommes » comme l'écrit Jean Denizet (Expansion). Pour l'année 1974, les 107 milliards de dollars de revenus pétroliers se partagent à peu près par moitié, mais l'une va à 260 millions d'hommes (1), l'autre à 13 millions (2). Leurs dépenses ont fortement augmenté : + 60 % pour le premier groupe, + 45 % pour le second. Le rythme de progression a été plus rapide qu'on ne l'attendait. A l'importation de marchandises va s'ajouter celle de services à un niveau tout à fait extraordinaire. D'après une étude de la Morgan Guaranty Trust, la courbe des importations des pays peuplés devrait recouper celle de leurs revenus vers 1976. Vers 1980, leurs importations devraient atteindre 100 milliards de dollars. Ils devront donc emprunter. Cela leur sera facile puisqu'ils pourront donner en garantie leur production pétrolière et qu'ils trouveront des prêteurs dans le second groupe de l'OPEP. De ce côté, d'autres prêts seront réalisés au profit de nations très peuplées et très proches géographiquement et sentimentalement : l'Égypte et le Pakistan pour l'Arabie séoudite, l'Amérique latine pour le Vénézuéla, la Turquie pour les émirats. C'est ainsi que le « Koweit Fund for Arab Development » recherche des associations multinationales sur la base de l'interdépendance des capitaux. Dans la prochaine décennie, il pense pouvoir mettre à la disposition des pays en voie de développement environ 50 % de ce que la Banque Mondiale a fourni pendant les 25 dernières années. Le déficit annuel des pays industrialisés vis-à-vis des pays pétroliers devrait être très fortement diminué dès 1977. La crise pétrolière ne s'éterniserait donc pas, à condition que toutes les parties soient raisonnables. La seule voie à suivre est celle de la coopération entre pays producteurs de pétrole et pays industrialisés. Si cette solution est adoptée, on est frappé de constater, avec les auteurs de « Stratégie pour demain », qu'à long terme (an 2010) la hausse du coût de l'énergie aura finalement été plus bénéfique à tous, même aux pays industrialisés, que le maintien des tarifs au niveau d'avant 1973 !

Un sauvetage. — Le second changement concerne les pays sous-développés. Une partie d'entre eux sera entraînée par le décollage de l'OPEP. Mais ce succès ne peut manquer d'attirer l'attention sur la stagnation de plus en plus tragique de l'Asie du Sud, d'une partie de l'Afrique et de l'Amérique latine.

La véritable crise, celle qui devrait nous faire trembler de peur, de honte et de pitié, est celle créée

(1) Iran, Irak, Algérie, Nigéria, Indonésie, Vénézuéla, Equateur.

(2) Pays du Golfe Persique, Libye et Gabon.

dans ces régions par l'accélération démographique. Si le taux de croissance actuel se maintient, l'accroissement de la population vers le milieu du siècle prochain sera plus important au cours d'une seule année que pendant les quinze premiers siècles de notre ère. Or, en matière démographique, il faut penser 50 ans à l'avance. On ne se débarrasse pas des stocks humains comme de la surproduction de café. Actuellement, en Asie du Sud, il arrive 350.000 personnes sur le marché du travail par semaine. Ce chiffre doublera à la fin du siècle. Chaque année qui passe sans qu'une stratégie du blocage de la fécondité ait été mise en œuvre augmente, par dizaines de millions, le nombre des êtres humains qui, on en a la certitude, devront mourir de faim d'ici dix ou vingt ans. Le tiers monde était déjà une grave préoccupation, mais le quart monde, c'est un cauchemar. L'aide renforcée que la hausse du prix du pétrole requerra en faveur de ce dernier donne l'occasion d'intervenir massivement pour aider les gouvernements de ces pays, submergés par la vague démographique, à imposer à leurs peuples une limitation de la fécondité, déjà bien tardive. Les considérations développées par ceux qui repoussent un néo-colonialisme dans ce domaine ne tiennent pas devant l'ampleur et l'imminence (si l'on sait voir vingt ans en avance) du désastre. La conférence démographique qui s'est tenue à Bucarest l'an dernier a donné lieu à des déclarations d'une irresponsabilité totale. Les propos tenus par la majorité des délégations, y compris par le Vatican, étaient à proprement parler criminels. Ne pas même reconnaître la nécessité d'un blocage énergétique de la poussée démographique, c'est admettre qu'avant l'an 2000, les enfants mourront de faim par millions dans de nombreux pays, à moins que ce soient les adultes qui, dans leur désespoir, s'entretuent dans un holocauste atomique. Il faut tout mettre en œuvre pour que les pays en passe de « décoller » changent de mentalité et agissent auprès de leurs anciens compagnons de misère pour les exhorter à faire face énergiquement à la catastrophe nataliste.

Un rééquilibrage. — La troisième inflexion de l'économie se rapporte au système monétaire international. Depuis les accords de Bretton-Woods, celui-ci est dominé par les Etats-Unis. Mais la part du PNB de cette nation dans le PNB mondial est passée depuis cette époque de 50 % à un peu plus de 20 %. Il est indispensable d'en tirer les conséquences.

La concentration financière autour du Golfe Persique rend nécessaire la restauration d'une monnaie de réserve. Le solde net des échanges annuels se situera pendant plusieurs années aux environs de 60 milliards de dollars qui ne pourront pas être tous investis en Occident. Les nouveaux riches ne le souhaitent pas. L'expérience millénaire du désert les incite à la prudence autant que celle d'un Auvergnat ou d'un Ecossais. Ils veulent « mettre de l'argent de côté » en prévision du retournement technologique dans la production de l'énergie qui se prépare. Cette exigence, fort légitime, de la part d'anciennes « nations-prolétaires » devenues de véritables tiroirs-caisses, des « nations capitalistes », ré-

pond aux mêmes motivations que celles des bourgeois du XIX^e siècle, soucieux de maintenir leurs réserves après avoir connu la misère rurale. L'étalon-or ou la stabilité monétaire correspondait à cette volonté des classes dirigeantes. Quantitativement, le total accumulé des pétro-dollars non dépensés par les pays de l'OPEP atteindra probablement un maximum de 250 milliards de dollars (contre 80 milliards à fin 1974) avant de commencer à baisser. On comprend aisément qu'il n'est pas admissible pour les détenteurs de ces capitaux d'en perdre 10 % par an. Il ne leur resterait plus rien en 1990 quand le pétrole ne sera plus indispensable. Il n'est pas mauvais que le gros bon sens d'autrefois fasse sa réapparition dans les affaires internationales. L'intérêt des épargnants du monde entier rejoint celui des gouvernants arabes. La restauration de l'orthodoxie monétaire, à laquelle la Communauté Economique Européenne se doit de collaborer avec tous ses moyens, mettra fin à une hégémonie du dollar, malsaine en fin de compte pour toutes les parties prenantes y compris les Etats-Unis. Les investissements considérables exigés par le développement des pays pétroliers et par le redéploiement de l'industrie des pays occidentaux et du Japon nécessitent une accumulation gigantesque de capitaux. Pour obtenir celle-ci, il est clair que l'inflation doit être jugulée. Là encore, l'intérêt des producteurs de pétrole et celui des pays industrialisés, notamment de l'Europe, se rejoignent entièrement.

Un brassage. — Le quatrième changement qui se profile est celui apporté par la mutation industrielle. Le défi lancé à l'économie occidentale, en particulier européenne, semble encore à beaucoup impossible à relever. Tout nous laisse croire qu'au contraire les difficultés seront surmontées avec aisance et que, ce faisant, nos pays accompliront un nouveau progrès, non seulement sur le plan technologique, mais aussi social. Dès 1974, la riposte que l'Allemagne Fédérale, les Pays-Bas, la Belgique ou la France ont donnée, laisse bien augurer de l'avenir. Une nation aussi traditionnellement casanière que la française a rétabli en décembre 1974 un solde positif de sa balance commerciale après avoir plongé dans un déficit qui semblait sans espoir. Mais il ne faut pas non plus être pessimiste pour la Grande-Bretagne ou l'Italie dont les efforts de redressement devraient porter leurs fruits au cours de 1975. Il est vrai cependant que cette dernière année verra la tension la plus forte. Elle constitue le passage entre l'économie de consommation et celle d'investissement. La contrainte énergétique est le plus puissant facteur de relance dans une économie libérale. Il est fort probable que la tendance à la baisse de rentabilité du capital va s'inverser. Mais il est encore plus certain que les structures industrielles vont se modifier. Tout d'abord au sein de la Communauté Européenne où la rationalisation commande des concentrations initiées par un pouvoir politique situé le plus près possible de Bruxelles. Au sein des entreprises ensuite où le partage des responsabilités entre le capital et le travail amènera une réforme des rapports de production beaucoup plus importante que la modification du droit de propriété.

Le retour d'un certain nombre de travailleurs immigrés dans « leurs douars d'origine » ou l'exigence posée par eux et leurs gouvernements de l'accès à une meilleure qualification aboutiront à une revalorisation du travail manuel. A la recherche du plein emploi, s'ajoutera celle du meilleur emploi. Toute notre structure sociale doit se transformer et permettre l'épanouissement de travailleurs de plus en plus responsables dans une communauté industrielle dynamique. Il est temps de libérer le temps.

Un message. — Le cinquième changement est celui qui réalisera le rêve des penseurs du XIX^e siècle : de Victor Hugo à Mazzini, un système mondial dans lequel l'économie reposera sur des termes de l'échange profitables à toutes les parties. L'exploitation des matières premières et des pays qui les détiennent est terminée. Nous savons désormais que l'ère de la nature finie a commencé. Certes, l'internationalisation des échanges et de la production peut apparaître comme une tentative, et elle l'est, des grandes sociétés pour maintenir le taux de rentabilité des capitaux. Mais l'affaiblissement relatif des deux grandes puissances dominantes : les Etats-Unis et l'URSS par la multiplication des pôles industriels et financiers donnera aux responsables des pays moins importants la possibilité de canaliser cet effort de diversification vers une réduction des inégalités. Le pouvoir des sociétés multinationales est beaucoup plus limité qu'on ne le dépeint. Les plus puissantes d'entre elles, les « sept sœurs » du consortium pétrolier n'ont pas résisté longtemps à l'action concertée d'Etats souverains. En France, elles n'ont jamais vraiment dicté leur loi à une administration traditionnellement forte et indépendante. Les complots dont on les gratifie périodiquement relèvent plus de l'anecdote que d'une stratégie de domination. Aussi, rien n'empêche les nations de faire leur choix parmi les implantations industrielles qui sont recherchées. Cela suppose d'abord qu'une politique industrielle ait été élaborée. Nous savons tous ici par A. Toulemon et B. Flory que la Communauté Européenne n'a pas encore pris les décisions nécessaires dans ce domaine.

Mais les efforts sur le plan de l'économie, même étendus à toute la planète, ne sont plus à la dimension du problème. Une approche globale à tous les étages des besoins humains est seule en mesure de donner la réponse aux angoissantes évolutions signalées plus haut. Il s'agit de nourrir la majorité des hommes, sinon ils se jeteront sur nous, la minorité, avec toute leur haine et tout leur désespoir. Nous n'avons pas de solution alternative. Il faut nous préparer à nous engager avec eux dans une coopération sociale, culturelle, médicale, administrative, industrielle, agricole d'une ampleur difficilement imaginable à l'heure actuelle. Les oppositions entre le bloc socialiste et les pays libéraux sont dérisoires par rapport aux dangers d'affrontement, mortels pour l'espèce, qui découleraient d'un combat entre les nantis et les affamés. Nous ne pouvons nous sauver seuls entre anciens et nouveaux riches. Tel Atlas, c'est le globe tout entier

qu'il faut charger sur nos épaules. « La crise de l'énergie, écrit Robert Lattès, a révélé cette interdépendance qui ne met plus aucune nation à l'abri et qui permet de moins en moins de croire qu'on peut comprendre et résoudre nos problèmes isolément. »

Ces changements dans l'économie et par l'économie ne sont pas de mince ampleur. Beaucoup les trouveront optimistes ou irréalistes. Les solutions les plus raisonnables ne sont pas acquises d'avance, loin de là. La question n'est-elle pas alors : sont-elles réalisables sans changements plus fondamentaux, des changements au cœur de l'homme ?

III — LES MODALITES DU CHANGEMENT

L'humanité dans la partie de la Terre où se déploie l'économie moderne, qu'elle soit libérale ou marxiste, est-elle préparée intellectuellement et moralement pour faire face au drame qui se noue dans le dernier quart du siècle ? Il serait plus que présomptueux de prétendre y répondre affirmativement. Qu'il soit au moins permis d'esquisser le contour des trois solutions qui, actuellement, flottent dans des esprits formés à des valeurs et des problèmes d'un autre siècle. Mais ce sont ces générations qui vont jouer l'avenir de l'humanité à quitte ou double : la destruction de la civilisation ou son rejaillissement vers des sommets inconnus.

• **La première réponse est celle du laisser faire.** Le jeu des forces concurrentes aboutira à l'équilibre le plus satisfaisant possible, compte tenu des réalités. Lorsque la Terre sera devenue un grand marché unifié, les problèmes seront tous réduits au commun dénominateur de la rentabilité. La production d'enfants, d'air pur et de silence s'accomplira de manière optimale. Cette doctrine, qui mutile considérablement une véritable pensée libérale, a encore dans sa robuste simplicité une influence beaucoup plus importante qu'on ne le croit sur le comportement de beaucoup de gouvernements. Sa valeur serait probablement mieux établie si des frontières invisibles mais infranchissables séparaient l'économie du reste des activités humaines. Le danger de ce compartimentage simplificateur est propagé par l'expansion des sociétés multinationales, ne connaissant que la dimension du savon ou de l'informatique. C'est leur nature. Elles posent ainsi un problème politique multinational qu'on ne peut maîtriser qu'en établissant des structures gouvernementales supranationales, établies à leur niveau, mais bénéficiant d'une tout autre extension.

Mais les responsables politiques n'aiment guère se préoccuper vraiment de l'économie, encore moins de prévoir les évolutions à terme. La croissance arrangeait tout le monde. Elle donnait ponctuellement son lait. La traite et sa répartition causaient quelques soucis, pas de gros problèmes. Il n'est pas désagréable pour un individu tarudé par le désir d'être réélu d'apparaître comme un de ceux chargés de donner davantage chaque année. Si la gestion à court terme, la direction

par petites tapes administrées aux dissidents de la croissance apparaît comme une des caractéristiques, souvent critiquées, des gouvernements libéraux, il ne faut pas se dispenser d'examiner aussi le comportement des Etats communistes à cet égard. Ceux-ci ont effectivement procédé à des réformes de structure il y a quarante ou vingt ans. Depuis lors la machine est sur les rails. Quel confort que le pilotage à vue ! Tout changement devient alors une tentative de sabotage, une manœuvre de déraillement.

Tous ces amateurs de ronron n'aiment pas les problèmes que leur pose la crise. Leur espoir est qu'elle s'arrangera toute seule. Il est vrai que ces bactéries innombrables que sont les hommes d'affaires, les entrepreneurs, les financiers des pays industriels ou pétroliers s'attaquent avec gloutonnerie à la crise pour la faire régresser. Mais si elle dure, il faudra trouver des responsables. Si on les a détectés, il n'y a qu'à les éliminer et tout ira bien comme avant. Les « bruits de bottes » que l'on nous fait entendre avec insistance répercutent cette pensée paresseuse. Mais qui tuera le bon milliard d'Asiatiques qui perturbent par leur démographie et leur faim la tranquillité générale ?

• **La deuxième attitude est celle qui consiste à vouloir tout régler par voie d'autorité.** La crise découle de la liberté des échanges. En supprimant celle-ci, on fait disparaître la crise... en même temps que la liberté tout court, malheureusement. Car « les profondes réformes de structure » réclamées si bruyamment, mais dont les implications sont si peu précisées, aboutissent à un seul modèle, le soviétique. Lorsque les défenseurs du Programme Commun s'époumonnent à proclamer que celui-ci est encore plus actuel maintenant qu'il y a deux ans, ils fournissent naïvement la démonstration qu'il n'était qu'une machine à prendre le pouvoir. Une fois qu'on l'a, même si les circonstances dans lesquelles on a élaboré une série de mesures apparemment cohérentes ont changé du tout au tout, on se débrouille pour faire face à l'événement. Cet opportunisme conduit tout droit au fameux pilotage à vue, l'essentiel étant de changer le pilote, objectif fort raisonnable pour des partis se trouvant dans l'opposition, mais d'un altruisme bien discutable.

En quoi la nationalisation de la plupart des entreprises, directement ou par contagion, changerait-elle la problématique d'un pays comme la France ? M. Herzog n'a pas le don de faire jaillir le pétrole au milieu de la Beauce. Un régime communiste devrait donc résoudre le problème de la balance des paiements et l'URSS ne livre pas son hydrocarbure aux démocraties populaires à un meilleur tarif que l'Arabie Séoudite.

Il est vrai que des réformes de structure sont nécessaires. Mais certaines s'opéreront sous la pression des faits, d'autres doivent être effectuées par des gouvernements traduisant la volonté populaire. Pourquoi s'imposer de choisir d'entrée de jeu des solutions qui ont eu leur valeur dans des pays arriérés il y a plusieurs dizaines d'années, alors que ce type

de réponse aux problèmes économiques contient la certitude que le changement, ensuite, sera exclu ? Le fixisme soviétique qui peut apaiser bien des inquiétudes, est aussi un facteur permanent d'inadaptation dans un monde en pleine évolution. Il est vrai que cette rigidité n'est pas l'apanage des seuls pays de l'Est. Dans le monde occidental, le refus de la transformation est organisé autour de solides bastions, dans l'industrie, l'enseignement ou l'administration. Mais la libre entreprise maintient, quels que soient ses défauts, une disponibilité à l'innovation particulièrement nécessaire dans un monde en changement.

Le problème urgent et considérable qui se pose dans l'avenir proche, après celui du pétrole, est beaucoup moins celui du plein emploi que celui de la famine. Les échecs de l'agriculture collectivisée en URSS ne peuvent inspirer aucune confiance aux peuples tenaillés par cette hantise.

Mais le système communiste demeure le prétendant à l'héritage du monde. Sa gestion centralisée, son emprise absolue sur tous les individus, sa planification rigide présentent l'avantage apparent de pouvoir ouvrir des chemins, à coups de hache s'il le faut, dans la jungle de l'économie. Il a la supériorité de présenter une conception sociale et sociologique de la vie humaine. Mais la prolifération de l'idéologie en son sein le grève de deux défauts essentiels qui l'empêchent d'apporter à la crise actuelle la réponse attendue. Tout d'abord, il s'oppose au changement de façon structurelle. Ensuite la mainmise de l'appareil politique et militaire sur les libertés individuelles agit négativement d'une double manière. A l'intérieur, en détournant au profit d'activités improductives une part considérable de l'économie socialiste. A l'extérieur, en provoquant de violentes réactions de rejet de la part des classes sociales qui, d'après la sainte théorie, devraient au contraire être séduites par le projet marxiste.

La multiplication des situations conflictuelles aggravées par la contradiction majeure entre la Chine et l'URSS divisant le monde communiste agit à contre-courant de l'impératif de la survie de l'espèce : la coopération mondiale.

• **Reste le troisième patrimoine idéologique dans lequel il est possible de puiser pour affronter la fin du XX^e siècle :** celui que pour simplifier on peut appeler de la démocratie chrétienne. Ses principes essentiels peuvent devenir les supports d'un nouvel ordre du monde, restaurant l'équilibre entre la liberté et l'égalité, le développement économique et l'enrichissement spirituel. Ce n'est pas un hasard si une concordance frappante apparaît entre l'inspiration de la démocratie chrétienne et les interrogations du siècle finissant. Partie d'une réflexion critique à l'égard de l'économie triomphante, cette doctrine ne s'est pas enfermée dans la négation du progrès. Elle s'est efforcée d'établir un pont entre le passé et l'avenir. C'est sur cette voie étroite qu'il faut s'avancer.

La conception de la démocratie chrétienne, telle que nous la définissons, non seulement n'est pas en opposition mais s'harmonise parfaitement avec l'humanisme des démocrates attachés à la laïcité et au rationalisme. On devrait pouvoir dire, sans choquer personne, démocratie d'inspiration humaniste et chrétienne.

La réponse à la crise d'aujourd'hui est issue d'une source commune, apparaissant avec quatre nuances différentes : personnaliste, catholique, organique et interventionniste.

1°) Personnaliste, cela signifie remettre toutes les structures de l'activité sociale au service de la personne humaine. L'économie et la politique ont leur importance qui apparaît capitale lorsqu'on se place au point de vue des États, organismes éternels, comme les neiges parce que purement conceptuels. Elle n'est que relative à l'échelle de la vie humaine. L'important est de reconstruire l'organisation sociale à partir de cette mesure. A quoi sert à l'homme de conquérir l'univers s'il vient à perdre le temps qui lui est parcimonieusement compté pour devenir un être ? Les techniques de distanciation à l'égard des abstractions sociales telles que l'État, l'économie, le parti, existent. Vis-à-vis de la loi du profit, la planification souple permet d'établir une hiérarchie des priorités. Il ne peut plus s'agir d'un exercice prévisionnel sur les variations de la croissance. La maîtrise des problèmes lourds et lointains exige non seulement de prévoir, mais aussi de pressentir et de préinvestir. Vis-à-vis de la loi du parti, autrement plus aliénante que celle du profit, le remède est connu même au fin fond de la Sibérie. C'est celui de la démocratie libérale. Cette dernière, comme les princesses de la Renaissance dont la beauté était couverte de poux, est souvent offusquée par des défauts multiples. Mais, dans tous les pays où elle ne règne pas, la majorité des populations sait, quoi qu'on lui dise et lui répète et lui serine, qu'elle est le contraire de l'arbitraire. La majorité des populations sait, quoi qu'on lui dise et lui répète et lui serine, qu'un jour, qu'une année arrivera 1789.

La doctrine la plus jeune, la plus novatrice, la plus radieuse au début de ce quart de siècle est celle qui exalte la dignité de la personne humaine.

2°) Catholique, dans le sens originel, **c'est-à-dire universel**. L'Inde est plus proche actuellement de la France grâce aux communications intellectuelles ou matérielles que ne l'était au temps de Louis XIV l'Aquitaine de la Normandie. Nous sommes concernés par tous les événements qui surviennent sur cette Terre. La solidarité avec le genre humain, l'ouverture fraternelle envers tous les individus de chair se mouvant sur la pellicule terrestre, a été une des constantes de la pensée démocrate chrétienne. Elle l'a amenée à s'opposer à toutes les formes de racisme. Cette étape doit être franchie pour aller plus loin. Il ne faut pas seulement reconnaître qu'il n'y a pas de différences fondamentales entre nous et les hommes des antipodes. Il faut se persuader que leur sort est le nôtre, que ce qui leur arrive nous arrivera inéluctablement. Ainsi,

tout traitement injuste ou indifférent que nous leur infligeons est, en quelque sorte, infligé à nous-mêmes. La famine, si elle est tolérée, reviendra un jour proche s'établir aussi sur notre sol. La brutalité et l'égoïsme ne peuvent pas être d'un seul côté. Ils existent avec autant de force dans les pays sous-développés et ceux-ci sauront un jour nous traiter avec encore plus de rigueur que nous ne l'aurons fait. Les changements actuels de l'économie nous exhortent à nourrir cette pensée. La prudence, sinon la charité, doit nous amener à placer au centre de nos préoccupations celles de toute la Terre. Les problèmes des matières premières, de la main-d'œuvre, de la croissance, des débouchés industriels, de l'agriculture, de la monnaie ne peuvent plus être traités sur le plan national, mais doivent être considérés, si on veut les résoudre, sur le plan mondial. On peut se plaindre que les autres sont bien gênants, mais il peut s'avérer qu'ils sont bien utiles. Nous existons par eux et avec eux. Une nouvelle hiérarchie des valeurs se dessine, avec des obligations plus lourdes, mais aussi avec une dimension nouvelle.

Les décisions que nous prendrons dans le domaine économique doivent donc être replacées dans leur perspective spatiale et temporelle. Ainsi la conduite de l'agriculture suppose que la préoccupation qu'entraîne la résorption des excédents, en vue de maintenir le revenu des paysans, soit recentrée sur les besoins mondiaux liés à l'explosion démographique. Le développement de l'industrie, s'il s'enferme dans une stratégie autarcique comme le schéma communiste l'a répétée à des dizaines d'exemplaires dans les républiques populaires, retarde de plusieurs décennies, peut-être décisives, le décollage des pays sous-développés. Mais l'accroissement des échanges sur un plan purement commercial, l'expérience le démontre tous les jours, ne résout pas non plus assez rapidement le hiatus entre la poussée des populations à nourrir et l'augmentation de leur production. Une vue « catholique » de l'économie conduit donc à promouvoir des accélérations du développement dans le Tiers Monde par des aides beaucoup plus diversifiées que celles existant actuellement. L'économie progresse beaucoup moins vite dans des rapports de domination que dans des relations de complémentarité. La réussite que les Européens ont connue au sein du Marché Commun doit être transposée au profit d'autres entités. Le pari libéral à l'origine ne relevait pas d'une inspiration différente, mais il était pris à un moment où les différences entre les civilisations ne donnaient pas un tel handicap en faveur du monde occidental, loin de là. Il s'agit donc d'annuler le handicap que le succès même de l'économie d'échange a apporté aux nations les plus développées pour faire bénéficier l'ensemble de la planète des avantages de la méthode. Les calculs opérés à propos de la révolution pétrolière, mentionnés plus haut, montrent que les règles de ce jeu demeurent favorables pour toutes les parties, à condition qu'elles ne trichent pas.

3°) Organique. L'attitude démocrate-chrétienne apparaît souvent paradoxale dans la mesure où l'approche

« catholique » des problèmes se double d'une exaltation des particularismes. C'est qu'une vision organique du monde amène à répudier l'uniformisation. Celle-ci progresse au même rythme que les échanges économiques. Ils réduisent de jour en jour la diversité culturelle. Il risque d'en résulter un danger d'appauvrissement aussi grand que celui dû à l'épuisement des réserves de matières premières. « L'exclusive fatalité, l'unique tare, écrit Lévi-Strauss, qui puissent affliger un groupe humain et l'empêcher de réaliser pleinement sa nature, c'est d'être seul. » Le progrès de l'humanité exige que celle-ci soit composée de partenaires différents jouant sur tous les registres les uns avec les autres, les uns contre les autres, les uns au milieu des autres. La mondialisation du marché risque d'éteindre les particularismes culturels pour les remplacer par la monotonie de la civilisation de consommation. L'ambition marxiste va beaucoup plus loin dans le même sens puisque la volonté d'uniformité est clairement exprimée : le rabotage des structures économiques et sociales constituant le but et le triomphe de la révolution. La démocratie d'inspiration chrétienne cherche à instaurer la justice sociale, en maintenant l'autonomie et la dignité des divers groupes sociaux : agriculteurs, petits commerçants, cadres, ouvriers, employés, etc... Ceux-ci doivent obtenir des statuts leur donnant l'égalité des droits, des revenus, de l'éducation, mais maintenant les différences tenant à leurs traditions et à leurs fonctions. A l'intérieur de chaque société comme entre les groupes de sociétés reposant sur des cultures diverses, il importe de maintenir l'état de déséquilibre, moteur du changement. Il faut donc cesser de considérer que la croissance doit se poursuivre au même rythme et avec les mêmes moyens dans toutes les parties du globe. Le 2^e rapport du Club de Rome établit dans le système mondial des sous-systèmes appelés « régions » qui tiennent compte de la diversité des formes politiques, économiques et culturelles. Le monde n'est pas considéré comme un ensemble uniforme, mais comme composé de régions distinctes bien que liées entre elles. Ainsi, l'Amérique du Nord, l'Europe orientale y compris l'Union Soviétique, l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, l'Europe occidentale, constituent chacun des parties dont le passé, le présent et l'avenir sont profondément différents.

Mais à l'intérieur de ces groupes il est évident qu'il est nécessaire d'établir des communautés de nations, si l'on veut créer entre les régions du monde un meilleur équilibre de la puissance politique et économique et de l'influence culturelle.

Le combat pour l'unité européenne se relie à une conception de l'humanité, considérée comme un système global vivant, poursuivant une croissance organique, différenciée dans ses diverses composantes.

4^o) **Interventionniste**, car le temps est très mesuré. La crise est loin d'avoir atteint son paroxysme. Plus elle provoquera des effets secondaires, plus les gouvernements auront tendance à réagir à partir de concepts inadaptés à la situation. Les décisions prises à la fin de

1974 par les Etats-Unis qui jouent le rôle moteur du monde occidental n'ont pas été bonnes. Elles ont accru les difficultés pour eux-mêmes et les autres pays en 1975. Il est à craindre que les initiatives venant de l'URSS ne seront pas meilleures. L'escalade de l'économie vers le social, puis vers le politique, enfin vers le militaire, est dans la logique de l'effolement. L'Europe, dans son impuissance à devenir une puissance, est la partie du monde la plus exposée aux contrecoups de ces actions irréfléchies. Il faut savoir qu'il y a des solutions nouvelles et efficaces. Laisser l'emploi se dégrader, passer ainsi de la stagnation à la récession, n'est pas admissible. Les gouvernants connaissent les remèdes à appliquer dans cette situation. L'expérience de l'après-guerre dans les nations européennes ruinées matériellement et moralement a montré qu'il n'était pas difficile de se sortir de problèmes autrement plus angoissants que l'inflation ou le prélèvement pétrolier. Mais il existait à l'époque une dynamique permettant de franchir les obstacles dogmatiques ou structurels. Cet esprit pragmatique et audacieux qui a inspiré à l'époque Robert Schuman, de Gasperi et Adenauer continue à vivre. Il doit être ranimé en Europe et amener la convergence dans l'action.

Les investissements nouveaux qu'entraîne pour l'industrie européenne la révolution de l'énergie ne pourront pas être couverts par l'autofinancement, alors que celui-ci était déjà déficient. D'après les experts, la masse supplémentaire à investir par an sera de l'ordre de 15 milliards de dollars pour la Communauté Européenne, soit plus de 1,5 % de son Produit National Brut. Cette ponction s'ajoutant à celle de 3 % résultant de la hausse des produits pétroliers importés montre qu'il faut prévoir une nouvelle donne, un « new deal », de la production disponible. Un déplacement de 5 % environ du PNB représente, sur le plan économique, un bouleversement profond. Sur le plan des rapports sociaux cet effet s'exerce au carré. Il n'est pas pensable, dans une démocratie, de laisser la loi du plus fort s'exercer sans entraves. Tel est le sens de la planification souple. Il est donc nécessaire de prévoir quatre sortes d'interventions (et si celles-ci s'avèrent insuffisantes il ne faudra pas craindre d'en préparer huit, seize ou trente-deux!).

1 — Création de la CECA : La Communauté Européenne des Capitaux Additionnels. Il est absurde de peiner et d'échouer dans le cadre national alors que la mobilisation des moyens financiers indispensables s'effectuera aisément si la puissance économique de la C.E.E. s'unifie progressivement au niveau monétaire. Un marché boursier européen inspirerait cent fois plus confiance aux prêteurs, notamment étrangers, et pourrait répondre aux énormes besoins des emprunteurs du type d'EDF ou des Charbonnages de France.

2 — L'appropriation généralisée des moyens de production. La capacité d'épargne des Européens est considérable. Elle reste insoupçonnée. L'énorme masse des ménages modestes est prête à apporter des ressources potentielles à l'entreprise de la modernisation

énergétique, si elle n'est plus cantonnée sur les bords du capitalisme, dans les placements de Caisse d'Épargne ou dans l'achat d'un appartement. La distribution de la propriété des grandes entreprises industrielles doit être entamée avec autant de vigueur que celle des terres sous la Révolution française. La réforme de l'entreprise n'atteindra l'efficacité qu'avec une prise d'intérêt par les travailleurs dans les résultats du capital. L'épargne des ménages se dirigera vers les placements industriels si l'on veut manier les multiples moyens d'incitation sur les plans législatifs, fiscaux, éducatifs dont disposent les gouvernements démocratiques.

3 — La mondialisation nous pousse inexorablement vers la confrontation. Détourner le courant, aller vers la collaboration, suppose une intervention énergique au sein de la Communauté européenne. Celle-ci, après avoir pris conscience du problème, devrait créer un Ministère européen de la coopération, instaurer un service du travail des jeunes pour le quart Monde, créer des capacités de stockage de ses produits agricoles destinés à la lutte contre les famines, planifier le redéploiement de certaines industries vers les pays d'outre-mer, etc...

4 — La remise en situation des individus dans l'espace et dans le temps. L'organisation du travail, la répartition des loisirs, la décentralisation vers les villes moyennes, la sauvegarde de la nature, la définition de carrières où se mêlent harmonieusement l'éducation, la formation professionnelle, la culture, le travail à mi-temps, la retraite à la carte, tout cela n'exigera pas des dépenses inconsidérées ou des révolutions téléguidées. Il suffit de l'idée de le dire et de la volonté de le faire. Mais c'est précisément ce qui manque le plus aux Européens. Leur décadence intellectuelle les conduit à rester sans initiative en face de l'économie. Les intellectuels, gorgés de marxisme, découvrent comme Attali, leur solitude et commencent à se poser les questions de Pascal. Si l'économie a des règles, elle n'est pas une fatalité. L'essentiel est de l'aborder avec « l'Esprit de la fraîcheur concrète et naturelle de la vie ». Ce qui nous concerne, il n'y a pas lieu de craindre de l'aborder et de le traiter comme un but en notre pouvoir et à notre portée. La crise du changement sera alors gouvernée. Il y aura un changement de la crise qui, du plan de l'économie morne et traîtresse, passera à celui de la culture chaude et vivifiante.

CONCLUSION

Dès le début de la crise pétrolière, Bertrand de Jouvenel a écrit : « Nous sommes entrés dans une époque de turbulence qui invalide toutes les prévisions formées par la méthode naïve de l'extrapolation, donc fondées sur le postulat de la continuité ».

L'Europe est au centre du champ des forces contradictoires qui s'exercent sur elle. Elle ne peut pas planifier son développement de façon autonome ou se fier à sa puissance pour entraîner ses partenaires dans son sillage. Il faut que ses gouvernants sachent repérer à l'avance les nouvelles règles du jeu et ne se contentent pas seulement d'extrapoler les résultats de la partie à laquelle ils assistent.

Si cette approche des problèmes, souple et pragmatique mais toujours inquiète, est adoptée par les Neuf, ils pourront exercer des contre-pesées sur les pressions qui les assaillent.

La Communauté Européenne ne peut surmonter les tourbillons sociaux qui se creusent de toutes parts qu'à la condition de mettre en place des possibilités de riposte multiples et changeantes.

Le plein emploi, si nécessaire à l'équilibre social de l'Occident, ne pourra plus désormais être atteint dans le cadre strictement national. Les experts du VII^e Plan sont en train de le constater avec quelque déception. Le plein emploi ne peut être retrouvé que dans la pleine Europe, c'est-à-dire au sein d'une organisation capable de prendre des initiatives mondiales. L'aide au Tiers Monde, menée par la Communauté Européenne à une échelle répondant au défi de l'An 2000, doit être le nouveau Plan Marshall de la Paix. Le potentiel industriel de l'Europe fonctionnerait alors à plein au profit des peuples défavorisés notamment.

Normalement, c'est-à-dire si les événements suivent la pente des habitudes de pensée, les transformations actuelles de l'économie sont porteuses de catastrophes. Telle est l'impression que l'on retire en mai 1975 des politiques adoptées un peu partout. Un autre avenir est encore ouvert. Mais il faut prendre conscience, pendant l'année 1975, des nouvelles dimensions, spatiales et temporelles, de l'économie. Les remèdes à court terme sont des poisons. Le chômage, la croissance, l'inflation ne peuvent plus être traités séparément dans des nations séparées. L'économie n'est plus dominée par la préoccupation de la croissance. Elle doit l'être par celle de la connaissance.

Charles DELAMARE ■

notes de Lecture

● « Les Staliniens » par Dominique Desanti

On trouve un aveu étrange dans le livre que Dominique Desanti, ancienne rédactrice de « l'Action » et reporter de « l'Humanité » vient de consacrer à son expérience au parti communiste. S'interrogeant sur les raisons qui l'avaient poussée en 1949 — alors qu'elle avait déjà quelques doutes et que rien ne la contraignait à le faire — à écrire « Masques et Visages de Tito et les siens », un ouvrage dont elle a honte aujourd'hui, elle indique :

« Impossible de dire « pourquoi », en 1974. Impossible de reconstituer de l'intérieur la personne qui m'est aujourd'hui incompréhensible, étrangère et qui a écrit ce livre en 1949... »

L'intérêt du volumineux ouvrage de Dominique Desanti réside précisément dans le contraste entre la richesse de son témoignage qui foisonne de personnages, d'événements souvent dramatiques et de détails inédits, et l'insuffisance de ses explications. Son fort, c'est la vivacité du récit, les anecdotes, la petite histoire, ce n'est certainement pas la psychologie, ni l'auto-critique dans laquelle se distinguait un de ses anciens camarades, Edgar Morin. Mais pourquoi reprocher à Offenbach de ne pas être Debussy ? Si Dominique Desanti n'a pas fait œuvre d'historienne, elle a fait un excellent reportage sur le monde intellectuel français des années 1944-1956, avec ses communistes, ses fellow-travellers, ses consciences enthousiastes ou déchirées. Certains de ses portraits, comme ceux de Georges Lukacs, et de Jean-Paul Sartre, ne manquent pas de pi-

quant. Dans Lukacs, que l'on cite souvent comme un héros du *marxisme ouvert*, anti-stalinien, Dominique Desanti montre le « stalinien malgré lui », l'esprit sectaire qui servit de modèle au Naphta de Thomas Mann, l'érudit sado-masochiste qui, « du feu de son cigare, a attisé l'incendie jdanovien ». Elle avait rencontré Lukacs en 1949 à un moment où il s'appliquait à convaincre ses interlocuteurs occidentaux ahuris — mais crédules — que Nietzsche, Bergson, Spengler n'étaient que les précurseurs de Hitler. En même temps, à la tribune du Mouvement mondial de la Paix de sinistre mémoire (où existe-t-il encore ?) Fadéev injuriait Jean-Paul Sartre le traitant de « hyène dactylographe » et de « chacal muni de stylo ».

Pauvre Jean-Paul Sartre ! Quel argument pouvait-il opposer, lui prisonnier des Mots, à ces bourreaux arrogants de l'intellect qui lui reprochaient de faire avec son existentialisme pourtant si inoffensif, le jeu de l'impérialisme américain ! Paraphrasant le mot d'Erasmus sur « l'anima naturaliter christiana », Georges Lukacs culpabilisait de son mieux Sartre et les autres compagnons de route, en proclamant que tous les intellectuels — même s'ils portent le cœur à gauche — ont une « anima naturaliter trotskyana ». Empêtré dans sa culpabilité de fils de bourgeois à la recherche d'un engagement écrasant, que pouvait répondre Sartre (et avec lui tant d'autres) sinon de faire appel aux exorcistes, de désavouer humblement ses « Mains sales », de tendre aux tortionnaires de l'esprit après sa joue droite, sa joue gauche ?

La partie la plus frappante, la plus grotesque, du récit de Desanti est celle où elle raconte la réconciliation de l'auteur de « L'Être et le Néant » avec les soviétiques. Cela s'est passé un peu tardivement, en décembre 1952, à Wrocław, quelques semaines après l'exécution de Slansky à Prague, quelques mois avant la mort du Père des Peuples, entre Sartre et l'écrivain-diplomate ukrainien volubile qui s'appelait Korneitchuk. Celui-ci reprocha aimablement à Sartre d'avoir jugé l'URSS avant de la connaître. « Sachez que nous étions partis du Néant, que nous avons traversé guerre civile, famine et cette guerre mondiale qui nous avait coûté vingt millions de morts. Et pourtant nous avions bâti un grand pays... Sartre, confondu, heureux dans sa confusion, convenait de tout. Tandis que Korneitchuk « lança une vaste envolée sur la liberté, attaquant les pseudo-libertés de l'Occident réservées à l'élite seule et même là illusoire », Sartre admettait tout humblement, sans réticence. « Il ne fut question ni de camps, ni de la hyène dactylographe... » Seize ans plus tard, — rappelle Desanti —, Sartre, dans sa préface à un livre de l'écrivain tchèque exilé Antonin Liehm, a reconnu qu'on s'était moqué de lui... « Le stalinisme... on s'y perdait... on vous répétait cette formule agaçante de Gorki : « l'homme ça sonne fier », pendant que des fonctionnaires décidaient d'envoyer des hommes... en détention administrative ».

« On s'y perdait », « détention administrative », les formules sont belles et je vois de loin la grimace de Soljenytsine, à les entendre de la bouche d'un de nos plus grands intellectuels. Peut-être ne se perdent que ceux qui — pour des raisons plus ou moins obscures — veulent bien se perdre ? Ainsi, Desanti raconte honnêtement que lorsque, en 1949, au moment du procès Rajk, je l'ai appelée (nous étions amis) pour l'informer sur l'arrière-plan du procès dont je connaissais les ficelles et la plupart des inculpés, elle a refusé de m'entendre. Comment aurait-elle pu accepter les preuves que j'ai apportées de l'absurdité des accusations contre Tito, contre Rajk, les autres accusés ? « Il aurait fallu admettre, écrit-elle, non pas l'erreur judiciaire, c'est-à-dire l'innocence de tel ou tel accusé, mais le plan véritablement démoniaque qui présidait à ces procès... Pour admettre, il aurait fallu... un état d'esprit point par point contraire au nôtre ». Quel état d'esprit, au fait ? Simplement du bon sens, un état d'esprit critique qui ose récuser l'infailibilité du nouveau césaro-papisme, du Vatican marxiste-léniniste.

Mais résistons à la tentation de juger Dominique Desanti et ceux dont elle décrit les aberrations, rétroactivement avec les hauts critères de Soljenytsine qui n'hésite pas à appeler un chat un chat et complice un complice. Dominique Desanti, elle-même étonnée devant le zèle avec lequel elle avait continué pendant si longtemps à servir une cause à laquelle elle croyait de moins en moins, juge assez sévèrement la « trahison des clercs » à laquelle elle avait participé : des intellectuels comme Picasso, Léger, Eluard, Aragon, Joliot-Curie, pour ne nommer que ceux-là, auraient pu jouer, dit-elle, dans le P.C. français un rôle de levain : « or ils servaient d'ornement, de vitrine, ou d'instruments... »

« Tous nous faisons inconsciemment appel à une humilité chrétienne rebaptisée esprit de parti, pour révéler la parole sacrée des dirigeants du P.C., ces représentants véritables du prolétariat... »

Humilité chrétienne, esprit de parti : c'est encore le mari de Dominique, le philosophe mathématicien Jean-Toussaint Desanti qui, dans quelques pages figurant dans l'annexe de son livre, jette le plus de lumière sur la maladie morale dont étaient atteints ces nouveaux chevaliers du pseudo Saint-Esprit et à laquelle ces grands mots et grands sentiments servaient de couverture. Il note que la passion qu'il avait mise lui-même à dénoncer un Merleau-Ponty, ou un Sartre, à exalter le « nom du plus grand savant de notre temps, le nom du grand Staline », à crier le contraire de ce qu'il pensait — cette passion n'était pas si innocente que cela, explicable et justifiable par les dures nécessités de la guerre froide et une discipline héroïquement consentie. L'agression permanente contre la vérité, note-t-il, le sentiment de défi et de provocation que manifestaient si allégrement ces « travailleurs de la plume », étaient pour eux un « excitant sans égal ». Se considérer comme « fonctionnaires du prolétariat souffrant », comme « professionnels de la révolution », consentir à tous les sacrifices de l'intellect, tout cela comportait des récompenses et avantages immédiats et appréciables. En effet, le parti offrait à l'intellectuel le « simulacre du pouvoir », le plaisir de juger vivants et morts, d'être des porte-drapeaux et des porte-plume d'une entreprise multinationale gigantesque. « Comment ne pas reconnaître — comment n'avons-nous pas, n'ai-je pas — reconnu la bonne vieille volonté de puissance sous le déguisement du messager du prolétariat ? », demande-t-il. Il cite à ce propos un mot très franc de Laurent Casanova qui lui dit un jour : « Oui, le Parti, ça exige beaucoup de sacrifices, mais ça donne aussi beaucoup de pouvoir ».

Dominique Desanti insiste surtout sur les sacrifices. Son mari, peut-être par un excès d'honnêteté, insiste sur le pouvoir. Cependant le jour est arrivé où l'un et l'autre, avec une brusque illumination ont remarqué — au moment où les tanks soviétiques écrasaient la révolte hongroise — que « la racine (de leur foi) était pourrie ». A ce moment, « rester, c'est devenir un bureaucrate de la marche vers le totalitarisme ». Ils sont partis. Jean-Toussaint, pour rejoindre les hauteurs de la philosophie mathématique. Dominique Desanti pour se dédier au combat féministe dans les pages gauchissantes du « Monde littéraire » et les pages ultra-gauchistes de la revue « Tel quel ». Le vide qu'ils ont laissé dans l'appareil de propagande du parti fut vite colmaté par des jeunes titans comme Jean Ellenstein qui, dans cinq ou dix ans, se livrera sans doute à son tour à un mea-culpa étonné et contrit pour les attaques insidieuses que, apparemment sans beaucoup y croire, il lance à présent contre Soljenytsine le réactionnaire, Sakharov l'utopiste et les époux Desanti, ces « renégats », « spécialistes néophytes de l'anticommunisme »...

François FEJTO ■

● Portraits du XV^e siècle

Archiviste-paléographe, Anne Denieul a le rare mérite de joindre à la solidité de la documentation, une plume agréable et discrète, une iconographie de bon aloi qui font de ses essais précédents, *La France de la Renaissance* (Arthaud, 1963) et *Paris à l'aube du grand siècle* (Arthaud, 1970), non seulement des ouvrages de référence mais aussi des livres qui se lisent avec beaucoup d'agrément.

Avec *Rois fous et sages de la première maison de Valois* (Perrin), Anne Denieul aborde un sujet difficile. Les Valois ont eu des destins inégaux et offrent presque tous une physionomie difficile à interpréter. Anne Denieul a une technique impressionniste. Elle accumule les petites touches et fait surgir la simplicité du trait de visage ou de caractère de la masse des détails. Nous avons beaucoup apprécié aussi l'effort de resituer ces souverains, Philippe VI, Jean le Bon, Charles V, Charles VI, Charles VII, Louis XI et Charles VIII, dans la fresque sociale de leur temps et leur décor d'époque. Anne Denieul s'avère aussi une bonne historienne de l'art et l'on mesure combien ce XV^e siècle français exprime une sensibilité très différente du *Quattrocento* italien. Sauf Charles V et Louis XI, les Valois ont été des hommes du passé, des chevaliers fastueux, égarés dans leur temps.

Les hasards heureux de l'université et de la politique ont fait de mon excellent collègue Pierre-Roger Gaussin le Président de l'Université de Saint-Etienne, puis député quand, suppléant de M. Durafour, il lui a succédé sur son siège parlementaire lorsque le maire de Saint-Etienne est devenu lui-même ministre du travail. Mais pour autant il n'abandonne pas le champ de l'histoire et publie un passionnant *Louis XI ou un roi entre deux mondes* (Perrin).

Pierre-Roger Gaussin, attiré depuis longtemps par le personnage de Louis XI, résolu il y a quelques années de faire partager cet intérêt par ses étudiants de maîtrise d'histoire médiévale. Le thème passionna cette jeune équipe et fut pour elle, comme elle l'est aujourd'hui pour nous, plein de révélations. Voici en effet un portrait de Louis XI fort éloigné de la légende, le vrai visage d'un roi ondoyant et divers.

Roi presque barbare, Louis XI le fut par ses impulsions brutales, son goût de la vengeance, une certaine cruauté, une dévotion superstitieuse. Mais il fut un roi moderne qui a accompli une œuvre considérable aussi bien politique qu'économique et ce dernier point est tout à fait étonnant pour l'époque. « Par le tour personnel de son gouvernement, nous dit le professeur Gaussin, son sens aigu de la politique, son autorité, son souci de l'information reçue et donnée, son dédain de la guerre, sa confiance dans la diplomatie, son

ouverture aux problèmes économiques, Louis XI annonçait un nouveau type de chefs politiques. Il ne reculait devant rien pour parvenir à ses fins, qui étaient la grandeur du royaume... Le royaume qu'il avait reçu, encore embarrassé de sa gangue féodale, il l'a transmis dégagé, sous une forme où se précisaient déjà les contours d'un Etat moderne, en marche vers l'absolutisme. »

Cette très importante étude ne suit pas banalement l'ordre chronologique mais passe en revue les aspects les plus divers de l'homme et de son épouse, la formation du roi avant son avènement, sa personnalité révélée par ses écrits et dévoilés par ses contemporains, son entourage et son personnel de gouvernement, ses succès dans le domaine économique, sa façon d'utiliser à la fois l'Eglise de France et le Saint-Siège, sa politique extérieure enfin. L'ouvrage se termine par le « testament » de Louis XI, étonnant document qui n'a pratiquement jamais été publié et que l'auteur nous livre dans une présentation qui le rend explicite.

René Guerdan, dont le premier livre d'histoire « *Vie, grandeur et misère de Byzance* » méritait de retenir l'attention, vient d'écrire *César Borgia ou le « Prince » de Machiavel* (Perrin). La vie des Borgia appartient à l'histoire de cet étonnant *Quattrocento* italien. Le destin de César Borgia devait s'y inscrire en lignes de sang et de feu. Dès la mort de son frère aîné, c'est lui qui dirige les destinées de sa famille et celles de l'Italie : sa famille vécut dans la pourpre, la magnificence, les arts, les complots et les meurtres. Les petits Etats italiens suivirent son rythme endiablé d'homme d'épée.

Allié à Louis XII, il réduisit les turbulents tyranneaux de Romagne puis ceux de Toscane, jouant tour à tour de la force et de la ruse, des mensonges et des caresses. Il triompha à Pérouse, Sienne et Florence. La mort subite d'Alexandre VI le laissa à la merci de son redoutable successeur, Julien della Rovere. Vaincu, captif, libéré, emprisonné de nouveau en Espagne, César Borgia s'en évada pour s'en aller périr dans ses combats de condottiere. Mais avec lui le grand dessein des Borgia, tenter de faire de l'Italie un grand Etat unifié qui fût le centre de la civilisation et le pivot de la politique européenne, acquit une ampleur qui dépassait l'homme. Ce fut cette même politique que poursuivit son adversaire le pape Jules II. Aussi les Italiens du Cincocento gardèrent-ils le souvenir de la haute figure de César Borgia, fabuleux condottiere et mécène, qui devait trente ans après sa mort servir de modèle à Machiavel pour son livre « *Le Prince* ». Etayé par de solides bases historiques, le livre de René Guerdan garde un ton anecdotique et vivant qui en rend la lecture fort agréable.

Jean CHELINI ■

● La surchauffe de la croissance, Essai sur la dynamique de l'évolution, par François Meyer

La thèse soutenue dans ce bref mais dense essai mérite attention. L'auteur a eu l'idée de rapprocher les courbes d'évolution de l'humanité contemporaine, qui paraît au premier regard en proie à une accélération sans précédent, de celles qu'il est possible d'établir touchant l'évolution de la vie depuis les origines. Or, les unes et les autres présentent une large similitude qui tient à un fait fondamental : l'évolution obéit depuis toujours à une règle qui est non pas celle d'une croissance régulière, mais d'une accélération du taux de croissance comme tel. Toutes les prévisions qui se contentent d'extrapoler dans le futur l'évolution actuelle seront donc nécessairement dépassées : en matière démographique par exemple, il faut s'attendre à une croissance non pas exponentielle, mais sur-exponentielle. La preuve, de 0,91 % en 1950, elle passe à 1,82 en 1960, 1,97 en 1970 et a atteint 2,02 en 1972.

Ce fait est non seulement général — on le retrouve dans l'utilisation de l'énergie, le nombre des outils, l'urbanisation, etc. — mais conforme à une évolution visible dès la pré-histoire à travers des phénomènes aussi divers que le coefficient de capitalisation, la charge utile du sol pour une surface donnée, etc. Il y a une « dynamique de la croissance » qui veut que « le gain obtenu en une seule année de l'époque récente aurait exigé 500 millions d'années au rythme de la période la plus ancienne ».

L'histoire de l'humanité contemporaine ne serait donc que l'aboutissement nécessaire de celle qui a commencé avec la vie il y a 3,5 milliards d'années. Elle est non pas, comme on a tendance à le croire, une perversion funeste, mais l'épanouissement de l'évolution. L'auteur cependant hésite devant son propre constat car si la technologie moderne se libère des contraintes de la biologie, si le savoir humain relaie la lente mutation génétique, cette situation, inscrite depuis toujours dans la logique de son histoire, est néanmoins unique dans les annales de la vie : nous sommes à l'aube d'un « règne nouveau de la nature », et le grand virage où est engagée l'espèce humaine « est pris à pleine vitesse et à pleine charge avec toutes les torsions et les vibrations à la limite du supportable ».

S'en tenant aux faits, François Meyer, on le regrettera, esquive ainsi la question clé que son livre impose au lecteur : peut-on encore appeler naturelle une évolution qui échappe aux contraintes et aux régulations que la vie et l'homme ont toujours connues et acceptées ? Sa démonstration, pour brillante qu'elle soit, ne débouche-t-elle pas sur une contradiction ?

Maurice BLIN ■

Edit. Fayard.

● Le désordre économique mondial, par Thierry de Montbrial

Les principales données de l'économie mondiale se trouvent aujourd'hui bouleversées. Les pays traditionnellement créanciers sont devenus brusquement débiteurs, et de nombreux créanciers montrent leurs exigences. Les écarts se creusent entre les pays industriels européens, jadis solidaires au sein de la CEE, de même qu'entre les nations appartenant hier encore au tiers monde. Les pétro-dollars ont pris le relais des euro-dollars sur des marchés financiers internationaux désorientés.

Ce désordre économique mondial est-il entièrement imputable à la hausse brutale du prix du pétrole brut ? Thierry de Montbrial ne le croit pas car certains de ces symptômes sont au contraire antérieurs au choc pétrolier. Inflation incontrôlée, taux d'intérêt arbitraires, marchés financiers désorganisés caractérisaient l'économie mondiale avant l'automne 1973. Dans ces conditions, la crise de l'énergie paraît être davantage la conséquence que la cause d'une crise monétaire plus profonde.

Celle-ci tient au laxisme monétaire pratiqué depuis vingt ans. Il a sévi dans tous les pays et gagné le plus important d'entre eux lorsqu'en 1971 les Etats-Unis ont renoncé à la convertibilité du dollar en or. Il a atteint un record en France. Partout, l'inflation a été préférée au chômage. Mais cette illusion se déchire : nous découvrons que l'inflation, à partir d'un certain niveau, désormais atteint, engendre précisément le chômage.

Le remède est dans un retour à quelques principes simples mais intransigeants : discipline des Etats, limitation des liquidités internationales, rétablissement des parités fixes... Jusqu'ici l'auteur se veut le disciple fidèle de Jacques Rueff. Il s'en sépare cependant sur un point — et non des moindres — puisqu'il préconise l'indexation des taux d'intérêt.

Cette analyse rigoureuse et, comme on le voit, par certains points audacieuse se clôt sur un appel « à la lucidité et au courage des gouvernants ».

Calmann-Lévy.

Maurice BLIN ■

● « J'ai vécu plusieurs siècles » par Alfred Fabre-Luce

Alfred Fabre-Luce est un homme hors du banal. Issu de la grande bourgeoisie financière (son grand-père fut le fondateur du Crédit Lyonnais), allié à l'un des plus grands noms de France, nanti de diplômes, il n'a jamais exercé de métier, malgré un bref passage dans la Carrière. Il aurait dû entrer dans les affaires ; il a préféré sa liberté et son indépendance. Il est né alors qu'il y avait encore des champs avenue Foch, il a écouté Bergson au Collège de France, il a rencontré l'impératrice Eugénie et Charles Maurras, il a fréquenté Léon Blum et Mussolini, Caillaux et Gandhi, Sacha Guitry et Gide, Ben Gourion et Oppenheimer. Il est aussi l'oncle par alliance de l'actuel chef de l'Etat.

Sous forme de questions, dont il nous laisse deviner celles venant de lui et celles posées par ses interlocuteurs, il nous raconte sa vie, une vie qui aurait pu être facile et oisive, mais qu'il a consacrée au combat et à la réflexion. Diplomate, élu local à deux doigts de devenir député, polémiste, journaliste, historien, écrivain, philosophe, sa vie a été celle du courage que pressions, intimidations, emprisonnements ou censures n'ont jamais entamée.

« Celui qui sait la vérité et qui ne gueule pas la vérité, a écrit Péguy, se fait complice des escrocs et des faussaires ». M. Fabre-Luce a été le seul à annoncer, en janvier 1936, la prochaine remilitarisation de la Rhénanie, « en recommandant de lui tenir tête, précise-t-il. Mais je n'ai été soutenu ni au gouvernement, ni au parlement, ni dans la presse ». Il rappelle — ou apprend — d'autres vérités de l'histoire : ainsi de Gaulle s'arrogeant abusivement le monopole de la résistance. Bref, de l'histoire officielle ou de « fantaisie », il fait de l'Histoire tout court, — la plus difficile (1). Interné et par les Allemands et après la Libération, censuré par Maurras comme par de Gaulle, le Conseil d'Etat lui a rendu ses droits, mais non ses livres. Si M. Fabre-Luce a gêné tant de puissants, et non des moindres, c'est qu'il est toujours d'une exquise courtoisie, mais sans concession, et ses accusations — qui sont souvent des constatations — sont toujours fondées. Elles ont ainsi de la portée, plus que celles d'un Sartre « extrémiste et injurieux, donc inoffensif ».

M. Alfred Fabre-Luce a rencontré le monde entier ; il l'a aussi visité. Artiste, ouvert à tout, il a donné de grandes fêtes populaires dans son château historique qu'habita Mme de Staël. Il n'est point gaulliste. Il est assurément trop indépendant pour l'avoir été. « Une manifestation d'indépendance d'esprit, écrit-il, suscite l'hostilité de tous les fanatiques ». Son réalisme lui laisse peu d'illusions sur la détente (2) ou sur la prétendue indépendance de la France, si crânement prônée par certains. L'exemple suivant est éloquent (3) : M. Galley, alors ministre des Armées, déclarait en avril 1974 : « Mon collègue soviétique ne m'a pas caché que l'U.R.S.S. s'opposerait à toute organisation efficace de

la défense européenne ». « De grâce, note Alfred Fabre-Luce, que les auteurs de tels propos ne nous parlent pas d'indépendance » (5). Toujours sur le règne de De Gaulle, l'auteur cite fort judicieusement M. Maurice Druon lui-même : « A gouverner les hommes de trop haut, on perd l'habitude de les regarder ». Et encore : « Les peuples, lorsqu'ils écartent du pouvoir leurs chefs les plus glorieux, obéissent parfois à une secrète sagesse »...

Et il nous rapporte un propos du comte de Paris qui lui déclarait en 1953 qu'il préférerait un gouvernement communiste français à un gouvernement européen. MM. Debré et Jobert pensent-ils autrement ?

Enfin, nous rencontrons M. Fabre-Luce candidat à l'Académie française, rendant visite aux Immortels volontiers cyniques : « Les académiciens qui ont eu quelque peine à s'introduire dans la place trouvent de la douceur à faire attendre un nouvel arrivant ». L'indépendance d'Alfred Fabre-Luce lui a sans doute fermé les portes du Quai Conti.

On déplorera l'abus de majuscules. Certes il y en a moins que dans *Les cent premiers jours de Giscard*, mais il y en a trop. L'un des mérites du livre de Alfred Fabre-Luce cependant, en plus de sa clarté et de son intérêt constamment soutenu, est de provoquer la réflexion du lecteur et même éventuellement sa contestation. Comme le disait Louis Armand : « Fabre-Luce n'est jamais superficiel ». Et son intelligence lumineuse est toujours lucide.

Vincent LALOY ■

Edit. Fayard.

(1) Après la parution des *Mémoires d'espoir* du Général de Gaulle, Alfred Fabre-Luce en rendait ainsi compte : « C'est la légende du siècle » (*Le Monde*, 21 octobre 1970).

(2) « La détente qui repose seulement sur des sourires et des signatures est illusoire » a écrit Soljenitsyne (*L'Express*, 25 novembre 1974).

(3) « *Le Monde* », 16 novembre 1974.

(4) « La non-dépendance de notre pays passe par l'Europe » écrit M. Philippe Malaud (*Le Monde*, 3 août 1974). Etait-ce l'opinion de M. Couve de Murville, dont M. Malaud fut le ministre ? « L'indépendance ne se clame pas, elle se démontre » pense de son côté M. Alfred Grosser (*Le Monde*, 23 novembre 1974).

(5) M. Edgar Faure déclarait aux journées du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe en février 1975 : « Une défense européenne susciterait l'hostilité de l'U.R.S.S., du P.C.F., des syndicats. Ce n'est pas l'esprit de la détente. Il faut donc y renoncer. On créerait ainsi le danger ! » (*L'Express*, 6 août 1973).

● De Lautréamont à André Breton

Depuis une demi-douzaine d'années environ, les textes de Lautréamont font l'objet d'une sollicitude toute particulière de la part de la critique. Avec *Lautréamont du lieu commun à la parodie* (collection « Thèmes et textes », Larousse université), Claude Bouché, de l'université de Liège, nous livre une analyse d'une acuité très neuve. L'ouvrage vise à rendre compte, le plus systématiquement possible, d'une hypothèse précise, posée à titre de préalable théorique — celle du caractère parodique de l'écriture de Lautréamont — et à examiner les conséquences qui en découlent pour la lecture.

Après avoir cherché à situer l'importance actuelle de Lautréamont et son rôle déterminant auprès de la critique et de la théorie littéraires, le chapitre clé de l'étude esquisse une formalisation de la parodie, c'est-à-dire un démontage systématique du mécanisme parodique. Puis l'analyse proprement dite des « *Chants de Maldoror* » et des « *Poésies* » ouvre sur des perspectives. Pour Claude Bouché, la voix empruntée par Lautréamont apparaît de toutes comme la plus radicale et la plus suspecte, duplicité qui explique la révérence actuelle de la critique à son égard. La plus radicale : jamais une problématique de l'écriture n'a fait l'objet, dans un texte non théorique, d'une interrogation aussi soutenue et aussi pénétrante : jamais, non plus, une tentative littéraire n'a été portée par une ironie aussi impitoyablement destructrice. La plus suspecte, car il est clair que la parodie tout en dévalorisant un modèle posé comme norme, est aussi valorisation indirecte de cette norme. Suspecte également car, texte vivant de la mort d'autres textes, elle est incapable, en définitive, de faire autre chose que de dévaloriser, et incapable aussi de toute parole autonome et originaire. Le volume s'achève sur une sorte de « commentaire des commentaires », soulignant les heurts et les malheurs de quelques interprétations ducassiennes de Lautréamont. Un livre parfois difficile, mais très stimulant.

André Breton, qu'on appelle souvent « le pape du surréalisme » et qui en a été plus exactement, l'inven-

teur et le maître, a toujours combattu l'habituelle littérature. Pour lui, le livre n'était pas une chose destinée à devenir un sujet de devoir mais, bien au contraire, l'expression incandescente de la vie. Et le surréalisme, rien d'autre que des œuvres aux forces révolutionnaires, faites pour changer la littérature et surtout l'humanité.

Gérard Durozoi et Bernard Lecherbonnier ne sont pas des spécialistes, au sens étroit, du surréalisme. Membres du groupe surréaliste, ils sont, en quelque sorte, des acteurs de ce mouvement qui, pour eux, n'a rien perdu de sa puissance malgré la mort de Breton en 1966. Déjà auteurs d'une étude *Le surréalisme, théories, thèmes, techniques*, dans la collection « Thèmes et textes » (Larousse université), ils publient, dans la même collection, un nouvel ouvrage, *André Breton l'écriture surréaliste* (256 p.). C'est donc à l'écriture d'André Breton qu'ils s'attachent et c'est ainsi qu'ils nous mènent au cœur même du surréalisme.

Quelle est l'importance du langage chez Breton, du texte écrit ? Comment travaille la métaphore dans la pensée de Breton et dans l'esprit du lecteur ? Ce sont certaines des questions auxquelles répondent les auteurs, qui étudient successivement les œuvres poétiques. *Les Champs magnétiques*, *Clair de terre*, et les principaux récits, de *Nadja* à *L'amour fou*, ce point suprême de la démarche bretonienne. On n'était certainement jamais allé aussi loin dans l'analyse, la fouille pourrait-on dire, du langage d'André Breton. Aussi cette méthode permet-elle également de définir les dimensions véritables de l'entreprise surréaliste. Comparé à des propositions parallèles comme la psychanalyse freudienne et le marxisme, le surréalisme apparaît comme la démarche qui tente de dépasser les oppositions traditionnelles entre le collectif et l'individuel, le conscient et l'inconscient, l'utopie et la réalité... L'étude de Durozoi et Lecherbonnier réapprend à lire le surréalisme. Mais il est évident que leur livre passionné et volontiers polémique entend réapprendre à vivre selon André Breton.

Jean CHELINI ■

● Force et stratégie nucléaire du monde moderne, par Raymond Bousquet

La bombe d'Hiroshima a marqué, en 1945, l'entrée du monde dans l'ère des armes nucléaires. Leur puissance destructrice s'est énormément développée depuis. Et des négociations internationales, jalonnées de quelques accords partiels, tractations dont la Maison Blanche et le Kremlin sont les principaux meneurs de jeu, se sont instaurées et se poursuivent.

Leur complexité et leur importance évidente pour la survie de l'humanité sont extrêmes. Or ce domaine fondamental est peu connu, ou méconnu, ou sous-estimé

en France, contrairement aux Etats-Unis par exemple. Hors les livres et articles de Raymond Aron et des généraux Beaufre et Gallois, peu de parutions compétentes y ont été consacrées. D'où l'utilité capitale de *Force et Stratégie nucléaire du monde moderne* de Raymond Bousquet (éditions Lavauzelle, Paris).

L'auteur est très qualifié : il couronna une carrière de diplomate comme directeur général aux affaires étrangères, puis ambassadeur en Belgique et au Canada. Ensuite député de Paris et délégué au Parlement euro-

pécen, il a présenté au Palais-Bourbon des rapports sur des sujets évoqués dans son récent ouvrage précité.

Celui-ci est réparti, de façon analytique et complète en de nombreux chapitres et annexes. Après une substantielle introduction, la première partie traite de l'évolution nucléaire des Américains et des Soviétiques de 1945 à leur conférence de Moscou en mai 1972 puis de ses suites, notamment pour notre continent. La deuxième partie concerne la rencontre Nixon-Brejnev de juin 1973 et la conférence paneuropéenne d'Helsinki et Genève depuis 1972, les forces nucléaires françaises, britanniques et chinoises, et les données navales.

La troisième partie examine le monde atlantique et pacifique actuel et les problèmes que pose la détente à l'U.R.S.S. et à l'Occident. La quatrième partie passe en revue les possibilités réelles d'action stratégique des grandes puissances et le retour doctrinal de Washington à la stratégie anti-forces, les difficultés d'une collabo-

ration atomique et stratégique. R. Bousquet se demande enfin s'il existe « actuellement des menaces soviétiques précises », évoquant même le problème connexe du contrôle, et quelles perspectives ouvrent les pourparlers en cours, y compris ceux de Vladivostok en novembre 1974 entre G. Ford et L. Brejnev.

Etayé d'instructives annexes, ce volume dense, essentiel et relativement bref dénonce, au passage, les risques courus par « l'Europe inorganisée et non défendue », ajoutant : « c'est le drame de cette fin de siècle qu'il est grand temps de songer à conjurer ». Il faut souhaiter que ce qu'on est convenu d'appeler le grand public y recueille des informations rares ailleurs et que les milieux politiques, militaires, universitaires et étudiants — notre énumération n'étant pas exhaustive — y puisent aliment aux réflexions indispensables à la sécurité présente et future du pays.

Charles MELCHIOR DE MOLENES ■

Edit. Lavauzelle.

● Développement sans dépendance, par Pierre Uri

La crise du pétrole a été la réponse du tiers monde à l'inflation née dans les pays développés. Elle est aussi le constat d'échec des politiques d'aide au développement. Les bonnes intentions qui ont animé la « décennie du développement » 1960-1970 appartiennent au paradis des illusions perdues. Pierre Uri apporte une analyse profonde de la situation actuelle et y joint une proposition réaliste. L'ensemble de l'aide au développement doit devenir une « politique régionale » à l'échelle du monde, avec les mêmes critères et objectifs qu'à l'échelle de la nation.

On peut se demander en effet si la croissance des pays industrialisés sera soumise aux aléas des approvisionnements reçus des régions en voie de développement. La question est complexe car le bloc du tiers monde a éclaté : certains Etats se sont brusquement enrichis ; la plupart se trouvent appauvris par la hausse des fournitures que d'autres leur procurent.

Relier les plans aux perspectives de la population, repenser les applications de l'aide, faire de l'investissement privé un instrument mieux adapté, stabiliser les produits primaires à travers des mécanismes monétaires, revoir les moyens d'ouvrir les marchés aux industries commerçantes, définir des méthodes qui favoriseront le succès des intégrations régionales, telles sont quelques-unes des voies explorées ici. Ces idées ont été élaborées par Pierre Uri au cours de quinze années d'expériences et de débats.

Son ouvrage dessine les lignes de force d'une politique de développement à l'échelle de la planète telle qu'elle s'impose tant aux nations industrielles qu'aux pays du Tiers-Monde en cette fin du XX^e siècle.

Maurice BLIN ■

Calmann-Lévy.

● L'anti économique par Jacques Attali et Marc Guillaume

Etude sur l'état de la science économique, critique de certaines de ces théories essentielles, présentation des grands thèmes de l'économie « radicale » américaine, contestation de la société industrielle : on peut trouver tout cela, et bien d'autres choses encore (y compris des dessins humoristiques fort bien venus) dans l'ouvrage de Jacques Attali et Marc Guillaume. C'est embrasser beaucoup en 236 pages de petit format ; trop, sans doute, pour que le résultat soit toujours à la mesure de l'ambition des auteurs.

Ils nous présentent d'abord trois grands ensembles théoriques : la micro-économie classique, débouchant sur la théorie de l'équilibre général, la macro-économie d'origine keynesienne, fondement des politiques économiques modernes, enfin la théorie de la croissance. Chacune d'elles étant exposée, sous sa forme la plus simplifiée, il est aisé de démontrer que leur valeur explicative est réduite, dans la mesure où elles reposent sur les hypothèses peu réalistes (concurrence parfaite, comportements déterminés par la recherche de

l'utilité ou du profit maximum) et sur des concepts réducteurs (« agrégats » de la macro-économie, facteurs de croissance). En déduire, comme les auteurs semblent implicitement le faire, que les problèmes auxquels ces théories s'attachent sont périmés, voire illusoire, est une tout autre affaire. Les difficultés actuelles des économies occidentales — et sans doute aussi, bien qu'avec des formes différentes, des économies socialistes — ne montrent que trop l'importance permanente des phénomènes d'équilibre ou de déséquilibre, de stagnation ou d'expansion. Elles illustrent aussi, assurément, l'insuffisance des bases théoriques disponibles pour les analyser correctement et les maîtriser efficacement. Mais il est probable que l'instrument nécessaire doit être recherché, entre une micro-économie condamnée, par le nombre et la diversité des agents individuels, à l'abstraction pure ou à une complexité excessive, et une macroéconomie qui ignore le jeu des composantes des grandeurs globales, dans une zone intermédiaire où seraient considérés des secteurs et des groupes suffisamment homogènes pour constituer des ensembles concrets, et assez peu nombreux pour que leurs réactions et interactions se prêtent à l'analyse : il s'agirait alors d'un effort d'articulation et de synthèse des analyses traditionnelles d'inspiration classique ou keynésienne, non de leur négation.

Il reste vrai, pour autant, que d'autres problèmes, trop négligés jusqu'ici, méritent d'être abordés attentivement. C'est à certains d'entre eux qu'est consacrée la seconde moitié de l'« Anti-économie » : contenu, conséquences et limites de la croissance, analyse des consommations individuelles, organisation des consommations collectives, économie de la nature et de l'environnement, répartition des richesses.

Dans tous ces domaines, bien des perspectives intéressantes sont ouvertes. Certaines sont en voie de devenir, à leur tour, classiques : distinction entre niveau de production et bien-être, nécessité de prendre en compte encombrements et nuisances, fonctions imaginaires et symboliques de la consommation. D'autres ne font pas encore partie — mais cela ne tardera guère — du corpus des thèmes à la mode, par exemple la critique d'une certaine mythologie des équipements collectifs, souvent considérés un peu rapidement comme une panacée.

Ces développements sont, hélas, trop souvent superficiels, arbitraires, voire d'une légèreté regrettable.

Peut-on affirmer que leur utilité ne motive qu'une faible part des consommations individuelles, sans confondre abusivement utilité et satisfaction des seuls besoins physiologiques ? Est-il légitime d'affirmer qu'« aujourd'hui, le profit augmente presque toujours avec la pollution produite », en s'appuyant seulement sur l'augmentation, entre 1947 et 1957, du profit des entreprises de détergents à la suite du passage du savon aux produits synthétiques, et d'en déduire que la prise en compte du coût de pollution supprimerait le profit et, donc, condamnerait le capitalisme ? Comment fonder une présentation pertinente du problème de la répartition des revenus sur une confusion permanente des nations — bien distinctes — d'inégalité, de pauvreté et d'exploitation, et maintenir cette dernière notion après une critique qui porte de la théorie marxiste de la plus-value ?

Aussi remarquable est l'incertitude qui règne presque constamment sur le champ d'application des analyses critiques des auteurs : tantôt elles ne paraissent concerner que les économies capitalistes ; tantôt elles semblent viser l'ensemble des économies développées ; mais l'assimilation des économies occidentales et socialistes est le plus souvent implicite ou mal justifiée : comment la concilier d'ailleurs avec la doctrine cependant professée du rôle déterminant des régimes sociaux et des structures de production ? On comprend en tout cas que d'un certain côté du système politique, le nom de Jacques Attali puisse sentir quelque peu le fagot...

Bref, la réflexion qui nous est présentée vaut généralement plus par la dénonciation qu'elle comporte des insuffisances de la science économique actuelle et des imperfections des économies modernes, que par les analyses qu'elle en propose ou les orientations de fond qu'elle suggère. On peut craindre alors que l'appel, en conclusion, au développement d'une « économie de l'utopie », qui devrait « discourir sur d'autres organisations sociales, d'autres comportements individuels et collectifs » (mais lesquels ?) n'encourage une fuite devant les vrais problèmes que posent les organisations et les comportements d'aujourd'hui, pour la théorie comme pour l'action. Faute d'en approfondir d'abord l'analyse, l'économie de l'utopie pourrait bien ne conduire, en effet, que... nulle part.

J.-Cl. SIBAUER ■

P.U.F. 1974.

ECONOMIE ET PHILOSOPHIE

par Etienne BORNE

UNE question et une inquiétude à elle conjointe ont hanté le colloque de « France-Forum » tenu les 10 et 11 avril derniers avec un succès dont on n'a trouvé dans la presse que quelques rares et avaries traces et dont le thème « Au-delà de la crise » a permis d'utiles et souvent passionnantes confrontations, notamment entre théoriciens et responsables de l'économie. Impossible en effet de ne pas se demander si la crise actuelle, dont les manifestations les plus visibles et les plus éprouvantes sont l'inflation et le chômage, est pour reprendre les termes de l'antithèse établie, conjoncturelle ou structurelle, car dans ce dernier cas cette crise ne serait pas maîtrisable sans un changement de société. Question génératrice d'une grave inquiétude touchant la pensée économique elle-même, prise de vertige devant le défi d'une crise qui se permet de ne pas ressembler aux accidents de parcours qu'elle avait prévus et catalogués et qui pourrait la contraindre à un certain nombre de révisions passablement déchirantes.

QUE l'économie soit toujours plus que l'économie, puisque la production, les échanges, la consommation sont inséparables d'un contexte social, politique, culturel, cette peu contestable vérité est particulièrement sensible en période de crise et d'autant plus évidente que la crise est plus profonde : alors une analyse exclusivement économique des phénomènes, non seulement ne peut hasarder, même sur le court terme, que des prévisions précaires et incertaines, mais ne saurait complètement appréhender son objet sans recourir à d'autres catégories que les ordinaires concepts économiques. Aussi parle-t-on beaucoup dans les actuelles recherches économiques de valeurs périmées, d'institutions contestées, de postulats de pensée implicites à dégager et à critiquer, de relations humaines à réinventer, de transfert d'énergie à opérer du technologique à l'intellectuel et même au spirituel. Aussi est-ce une économie en quête de philosophie, qui a manifesté au colloque France-Forum son anxieuse vitalité.

RIEN ne montre mieux cette nécessité de philosopher non pas au-delà mais au dedans même de la pensée économique que l'impossibilité de comprendre à partir des théories économiques courantes un phénomène aussi tristement banal, et en apparence si facile à décrire et à expliquer, que l'inflation dont on fait la maladie majeure des sociétés industrielles. Ce recours à la pathologie qui rejette l'inflation du côté de l'irrationnel et du mal est bien révélateur d'une impuissance de la pensée économique. Un homme politique que sa compétence économique devenue de notoriété publique, devait contribuer à hausser jusqu'au sommet de l'Etat parlait un langage de catéchisme moral et allait jusqu'à parodier les commandements les plus sacrés lorsqu'il disait en avril 1974 « Inflationniste point ne seras de cœur ni de consentement. Inflation, tu combattras jusqu'à complet épuisement ». Face à l'inflation, l'homme politique le mieux informé en savoir objectif et le mieux muni en recettes empiriques se change en un Saint-Georges aux prises avec le dragon. On ne peut mieux avouer que même les savants et les habiles soupçonnent dans l'inflation on ne sait quelle diablerie qui met en déroute l'idée qu'ils se font, qu'ils ne peuvent pas ne pas se faire de la rationalité. Et le recours à la magie noire pourrait bien témoigner pour une certaine carence de philosophie.

L'INFLATION se pense ou s'imagine sous la catégorie de l'excès : excès de signes monétaires, déséquilibre entre les partenaires économiques par excès de la demande sur l'offre. Un excès se corrige par recours à son contraire qui s'appelle défaut, restriction, austérité. Dans ce jeu d'échauffement et de refroidissement, de coup de frein aujourd'hui compensant l'accélération d'hier, quitte ensuite à relancer la machine lorsque se font trop sentir les effets et les méfaits du ralentissement, tient tout le secret sans mystère des politiques économiques traditionnelles. Mais cette fois le mal ne se laisse pas si facilement réduire par les pratiques empiriques, dont on ne saurait plus dire si elles sont éprouvées ou usagées. Même si elle recule, l'inflation résiste et les remèdes économiques tout en ne se révélant que partiellement efficaces, se paient socialement par un accroissement du chômage, donc par une avancée de malheur et d'angoisse. Or il s'agit moins de chercher dans le désarroi de l'esprit quelque nouveauté inouïe de pensée et d'action que de se demander d'abord si l'inflation loin d'être une aberration en marge de la rationalité économique ne se confondrait pas avec le mouvement même de la société industrielle, laquelle serait inflationniste non par dérapage accidentel mais par essence et selon la logique de sa nature. L'inflation, non pas un cancer qui contredirait par une prolifération abusive l'équilibre d'une économie, mais la loi même de cette économie qui ne saurait fonctionner qu'en état de déséquilibre. Ce qui expliquerait que, la place une fois faite aux cas où des situations de détresse politique donnent au phénomène une ampleur catastrophique, l'inflation soit irréductible parce qu'elle exprime le dynamisme, en lui-même illimitée de la société industrielle, cette société pour laquelle il n'est pas d'autre mesure que l'excès.

PRODUIRE plus et avoir plus, consommer davantage à la fois cause et effet d'une mentalité de compétition et de comparaison de soi avec autrui, tel est l'esprit qu'on pourrait dire faustien ou prométhéen de la modernité économique ; d'où le sacrifice continu de la richesse acquise à la richesse à venir, générateur permanent d'inflation. Inflation qui est donc infiniment proche du principe même de la société industrielle. Et sans doute est-ce parce qu'elle répugne à se voir telle qu'elle est que cette société fait de l'inflation un processus aberrant à traiter à force de thérapeutiques et même d'exorcismes. Cette tunique de Nessus tient à sa peau. Et tout se passe alors comme si la pensée économique en devenant plus philosophique en arrivait à cette troublante conclusion que la société industrielle ne saurait vivre ni avec ni sans inflation.

ALORS une autre société, si celle-ci est destinée à périr par l'effet même du principe de mesure qui la fait vivre ? Il faut y regarder de plus près, car une société comme la nôtre qui ne cesse de détruire ses propres équilibres est en état de révolution permanente, et les solutions de remplacement que proposent les esprits les plus avancés construits par antithèse sont littéralement réactionnaires et visent à des perspectives de stabilité continuée, prônant le retour à la nature et la ruralisation, la substitution à la grande industrie d'une constellation d'ateliers artisanaux auto-gestionnaires, l'heureuse combinaison pour tous de la frugalité spartiate et des loisirs athéniens. L'alternative serait peu réjouissante s'il fallait choisir entre d'une part un déséquilibre in-sensé et d'autre part de modestes adaptations qui écarteraient la fièvre en immobilisant la vie. Mais si la pensée économique proposait un modèle de société réconciliant le progrès avec le sens, elle ne serait plus en quête d'une vérité philosophique : elle l'aurait trouvée.